

Octobre – Novembre – Décembre 2011

Réalisée du 12 au 28 octobre 2011

Vague 44

Baromètre *des* **TPE**



www.ifop.fr



www.fiducial.fr



- FIDUCIAL est le leader des services pluridisciplinaires aux petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs. La mise en commun des savoir-faire au sein de FIDUCIAL lui ont permis d'acquérir une expertise complète dans les métiers du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, du conseil financier et de l'informatique. Elle propose aussi un ensemble de produits et de services pour le monde du bureau.
- FIDUCIAL est présente dans **78 pays** et compte plus de **13 000 professionnels** avec un chiffre d'affaires en 2009 de 1,5 milliard de dollars. En France, ses 600 agences réalisent un chiffre d'affaires de 701 millions d'euros auprès de **200 000 clients**.
- FIDUCIAL a pris l'initiative **depuis décembre 2000** de publier un **baromètre trimestriel de conjoncture des TPE** :
 - pour combler un manque de repères sur le secteur des TPE,
 - pour mieux faire **connaître et reconnaître** ce secteur d'entreprises essentiel pour l'économie française,
 - pour une vision dynamique et inédite du monde des TPE,
 - par un suivi référencé et régulier, selon une méthodologie pérenne.

Pour plus d'informations consulter :

www.fiducial.fr

▪ Poids des TPE	3
▪ Tableau de bord	4
▪ Principaux enseignements	7
▪ Le moral des patrons de TPE	15
▪ La situation financière des TPE	18
▪ L'emploi dans les TPE	27
▪ L'impact de la crise sur leur activité	36
▪ Le regard sur la crise et la fiscalité	45
▪ L'élection présidentielle	66
▪ Méthodologie - échantillon	72

Poids des TPE

Nombre d'entreprises en France : environ 2,5 millions*

(Champs ICS : Industrie Commerce Services, hors agriculture, services financiers et administration)

(* Source INSEE SIRENE 2011 (pour la répartition par taille) et INSEE SIRENE DGCIS 2008 (pour la répartition de la valeur ajoutée produite)

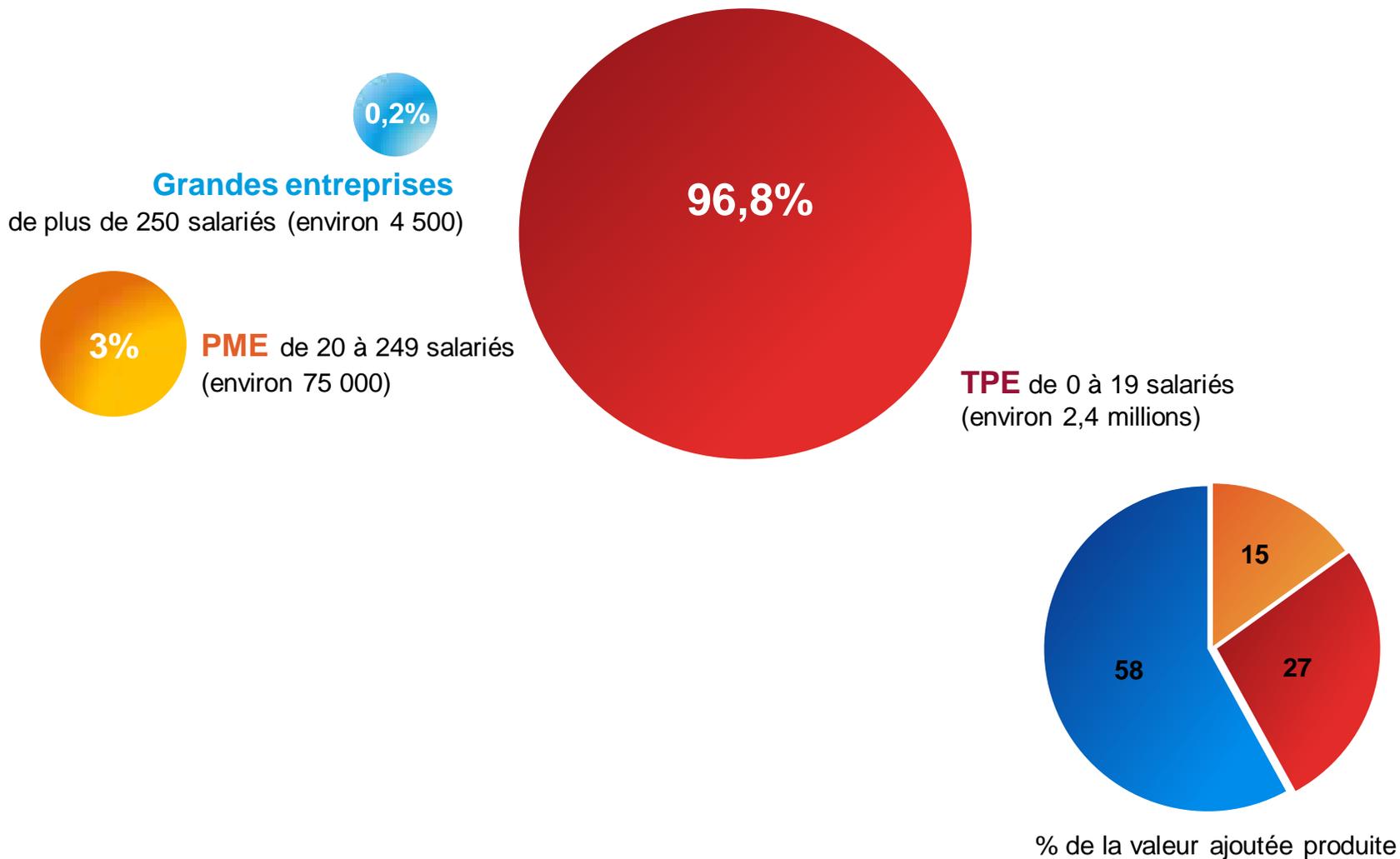


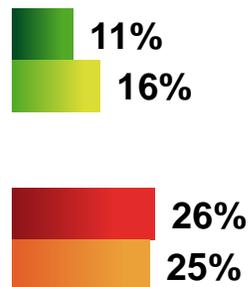
Tableau de bord

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Situation financière sur les trois derniers mois

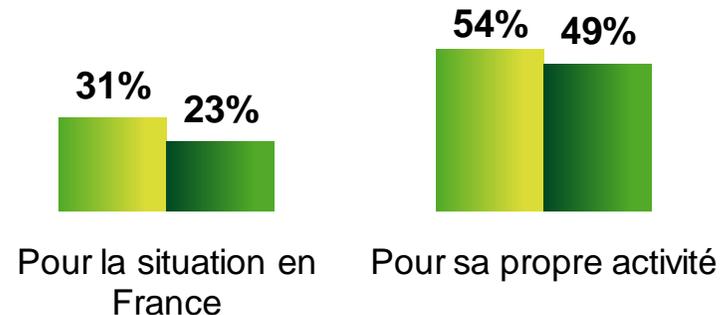
Amélioration de la situation financière



Octobre 2011

Rappel juillet 2011

Niveau d'optimisme

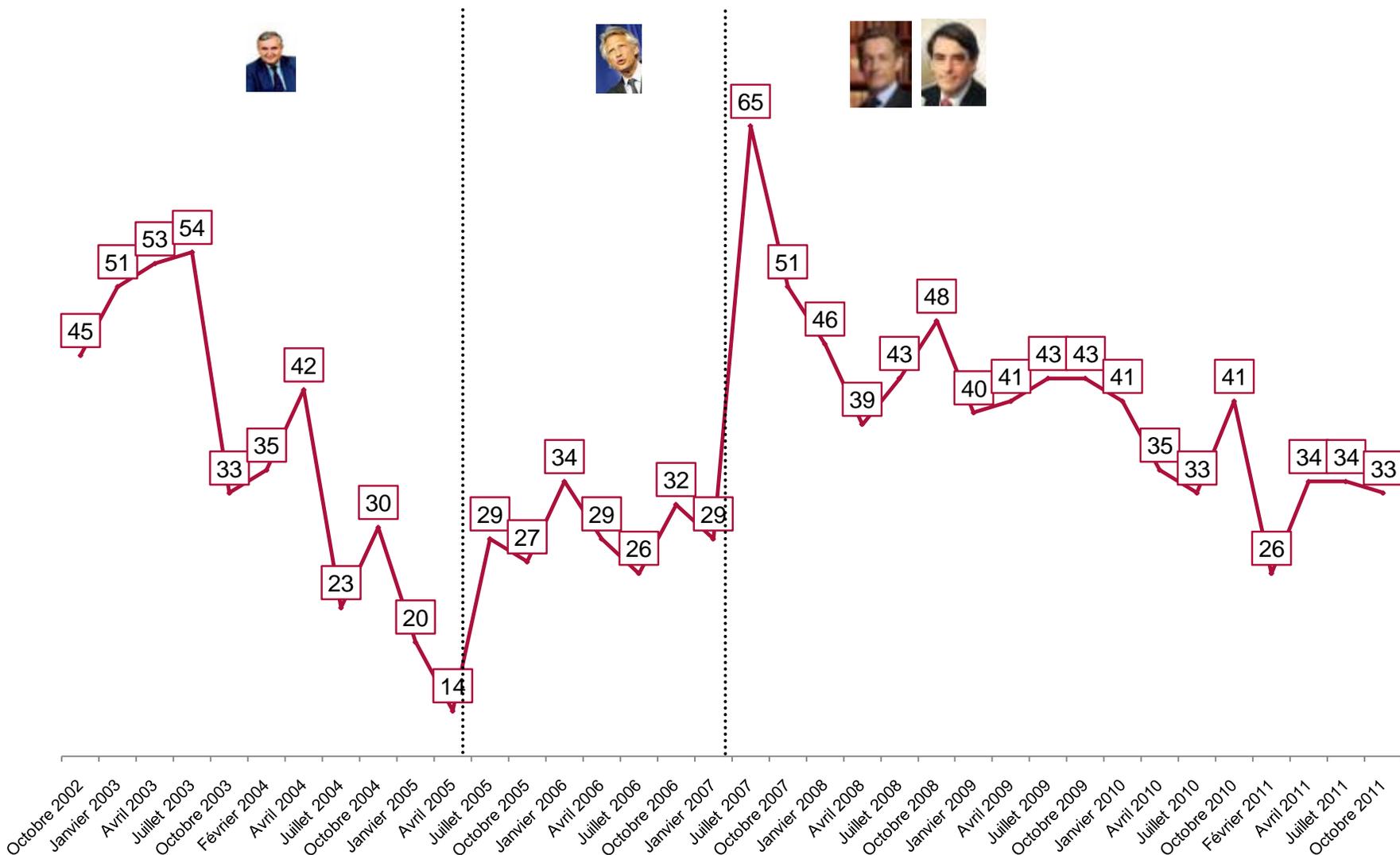


Création nette d'emplois



Base ensemble des TPE : 100% = 1 001 TPE

La confiance globale dans le gouvernement



Base : ensemble des TPE

Principaux enseignements

Une évolution de l'activité des TPE indéterminée pour les mois à venir

Si la période estivale est traditionnellement marquée par un recul de l'activité des TPE, **la situation économique actuelle tend à favoriser voire à amplifier ce phénomène de ralentissement**, avec des incertitudes fortes pour les mois à venir.

L'indicateur de situation financière pour les trois derniers mois passe ainsi de -9 à -15, sensiblement au même niveau que sur les deux dernières années à la même période (-18 en 2010 et 2009 lors de la vague d'octobre). L'évolution s'avère plus favorable pour les structures de 10 à 19 salariés et le secteur des services aux entreprises (-2 dans les deux cas). **Les perspectives pour la fin de l'année, généralement optimistes, s'établissent à -8, soit le niveau le plus bas enregistré depuis 2000**, au même niveau qu'en janvier 2009. Au global, une entreprise sur quatre se trouve toujours dans une situation financière préoccupante (27%), une proportion stable depuis le début de l'année, plus fréquente toutefois dans l'industrie (37%).

Le constat exprimé par les patrons de TPE sur leur situation financière se retrouve en ce qui concerne leurs ventes, qui ont diminué en moyenne de 1,6% entre juillet et fin septembre (tandis que la baisse anticipée était de 0,6%) et devraient tout juste se maintenir à l'équilibre d'ici fin décembre (+0,3%).

Au global, sur 2011, les dirigeants pronostiquent une croissance de 1,2% pour leur entreprise, soit une activité à l'équilibre, avec un résultat qui devrait être supérieur à celui de 2010 (-1%). On relève toutefois qu'une entreprise sur cinq (18%) ne dispose pas encore d'une visibilité suffisante pour se prononcer.

Les prévisions pour 2012 sont encore très incertaines, une majorité des patrons interrogés (59%) n'ayant à ce jour que trop peu d'informations sur leurs perspectives pour déterminer l'évolution de leur chiffre d'affaires. Parmi ceux qui bénéficient de plus de certitudes, la croissance moyenne devrait atteindre 2,7% (pour rappel, la croissance anticipée en janvier 2011 pour cette année se situait à +2,6%).

En lien logique avec ces résultats, **34% des TPE déclarent ne pas savoir comment évoluera leur carnet de commandes d'ici la fin de l'année**, quand 29% estiment qu'il va diminuer. Pour 2012, si 14% seulement pensent qu'il va baisser, 66% ne disposent d'aucune visibilité.

Les difficultés et incertitudes actuelles conduisent la moitié des entreprises à se dire pessimistes pour leur activité (+4 points en trois mois), et 77% pour la situation en France (+9 points), niveau le plus important observé sur cette question depuis la création du baromètre.

Un impact encore limité de la crise sur les relations avec les banques, mais qui pourrait se durcir

Dans une situation caractérisée par un manque de visibilité pour nombre d'entre eux, **les dirigeants de TPE sont nombreux à prévoir une dégradation de leur situation de trésorerie pour les trois mois à venir** (31%, au même niveau qu'en juillet), avec une proportion qui atteint 48% dans l'hôtellerie. La majorité (55%) relève une stagnation tandis que 14% seulement mettent en avant une amélioration dans ce domaine.

En parallèle, 24% déclarent avoir subi un durcissement des conditions d'accès au crédit au cours des derniers mois (+4 points depuis la précédente vague d'enquête). On relève à ce titre qu'après la baisse de 10 points enregistrée au mois de juillet, **les demandes de financement reprennent (27%, +4 points), se heurtant, dans la moitié des cas à au moins une mesure de durcissement** (51%, -5 points). Parmi ces mesures, on voit s'accroître le refus du prêt (32%, +5 points) ou l'octroi d'une somme inférieure à celle demandée (13%, +5 points). En revanche, les demandes de garanties supplémentaires (20%, -2 points), de cautions d'organismes de type Oséo ou Siagi (8%, -5 points) ou la pratique de taux élevés (10%, -6 points) tendent à diminuer.

D'une manière plus générale, 22% des patrons de TPE constatent une détérioration des relations avec leur banque au cours des derniers mois, 69% ne relevant aucun changement.

La crise actuelle fait craindre à une large majorité une hausse des tarifs bancaires (84%) et un durcissement des conditions d'accès au crédit (76%). Alors qu'un tiers des TPE sont actuellement confrontées à une situation dégradée dans ce domaine, 57% estiment que leur banque pourrait réduire leurs lignes de trésorerie.

La moitié d'entre elles s'inquiète d'un rejet possible des demandes de financement de leurs investissements. Résultant directement de ces perceptions et de la mauvaise visibilité sur leur carnet de commandes, **51% seulement des dirigeants ont l'intention de respecter leur calendrier initial d'investissements.** 27% envisagent d'en reporter tout ou partie, en moyenne plus de la moitié (52,3%) du montant prévu. Enfin, 18% prévoient de renoncer à un ou plusieurs investissements, pour un montant moyen de 35 406 euros.

Des perspectives réduites en termes de création d'emplois

L'emploi dans les TPE a connu une situation favorable au cours du troisième trimestre avec un taux d'embauche élevé, phénomène habituel durant la saison estivale (14%), mais aussi une création nette positive (+1,5%, soit -0,5 point par rapport à la vague d'enquête de juillet). On relève toutefois que les CDI, si leur proportion augmente (+5 points), ne constituent que 37% des embauches.

Les TPE ont fortement recouru comme à chaque rentrée aux contrats d'apprentissage (12%), mais aussi aux contrats aidés (10%), dont l'emploi se situe à son niveau le plus haut depuis 2005. Les CDD ne représentent en revanche que 40% des postes pour lesquels des recrutements ont été réalisés. Les suppressions de poste restent stables (6%), concernant des CDI dans 65% des cas. Notons que les ruptures de CDI ont été réalisées à l'amiable dans une majorité d'entreprises (59%).

Le contexte économique risque d'impacter plus fortement l'emploi pour le trimestre à venir. 7% seulement des chefs d'entreprise interrogés ont l'intention d'embaucher avec une création nette prévisionnelle de -1% (et même -4% pour l'hôtellerie).

On relève, au même niveau que durant la crise de 2009, que **des tensions sociales se font d'ores et déjà sentir dans un quart des TPE employeurs** (38% parmi celles employant 6 à 9 salariés), 11% relevant une détérioration des relations internes qu'ils attribuent à la situation économique (contre quand même 80% qui ne voient pas de changement).

Corollaire des incertitudes liées à l'évolution de leur activité pour les mois à venir, **16% des dirigeants interrogés n'ont encore aucune visibilité sur leurs perspectives en termes d'emploi pour 2012** (22% parmi les employeurs et 12% parmi les entreprises individuelles). **Lorsqu'ils ont déjà déterminé leurs intentions dans ce domaine, 92% (+4 points en un an) envisagent de stabiliser leurs effectifs** contre 6% (-3 points) qui prévoient de créer des postes et 2% d'en supprimer. Au global, 14% pensent renoncer à une ou plusieurs embauches du fait de la conjoncture actuelle.

Il apparaît également que **32% des employeurs anticipent de graves répercussions de la crise sur le nombre d'emplois au sein de leur structure** (37% parmi les 3 à 5 salariés, 42% dans l'hôtellerie et 45% dans le BTP). Au même niveau, 33% envisagent de limiter ou de geler les augmentations de salaire (40% ne l'ayant pas prévu). Dans une moindre mesure, 13% pourraient diminuer ou supprimer des primes (47% ne l'ayant pas prévu).

Des effets négatifs de la crise jugés très conséquents et qui se répercutent déjà sur les relations des TPE avec leurs parties prenantes

La prudence dont font preuve les chefs d'entreprise et la limitation de leurs investissements sont à relier à **une inquiétude très vive pour l'économie française (92%, +8 points en 15 mois)**, qui enregistre son score le plus élevé depuis octobre 2008. **Les trois quarts d'entre eux (73%) estiment que la crise actuelle a davantage d'ampleur que celle de 2008-2009**, 5% seulement la jugeant moins importante.

Ils prévoient ainsi presque unanimement une récession en France (87%, +8 points par rapport à octobre 2008) et plus largement au niveau européen (91%). 80% anticipent même une décroissance au niveau mondial.

Confirmant cette vision, **la majorité des patrons de TPE déclare que la crise aura vraisemblablement de graves répercussions sur leur situation financière (58%) et leur activité (62%)**, l'industrie et l'hôtellerie constituant les secteurs les plus fragilisés.

62% évaluent aussi négativement l'impact de la conjoncture actuelle sur l'activité de leurs fournisseurs. A ce sujet, parmi les entreprises travaillant avec des prestataires externes, 49% observent des difficultés financières importantes et 25% une dégradation de leurs relations avec ces derniers.

Les patrons de TPE relèvent également les effets de la crise auprès de leurs clients : parmi les structures concernées, 32% déclarent que leurs relations avec leurs clients professionnels pâtissent de la situation économique et 59% que ceux-ci rencontrent des problèmes financiers importants. Ces scores s'établissent respectivement à 36% et 64% pour leurs clients particuliers.

Des patrons de TPE qui font preuve de défiance à l'égard des banques et des hommes politiques européens dans le contexte de la crise

La crise actuelle suscite d'autant plus logiquement des craintes que **8% seulement la perçoivent comme une crise conjoncturelle, tandis que 92% l'appréhendent comme une crise des systèmes financiers, économiques et politiques** (+4 points par rapport à janvier 2009).

Les principaux responsables identifiés en sont les banquiers (50%), mais dans une proportion moindre qu'en janvier 2009 (-12 points), les hommes politiques faisant désormais jeu égal (48%, +17 points) avec eux. Notons que les bourses (32%) et les traders (25%, stable) sont cités par une part non négligeable des dirigeants. Les agences de notation (15%), les dirigeants des grandes entreprises (12%, -8 points) et les organes de régulation (9%, -14 points) se voient beaucoup moins fréquemment désignés comme ayant contribué à la situation actuelle.

Corollaire de leur responsabilité perçue, **seule une courte majorité des patrons de TPE dit avoir confiance dans les hommes et les femmes politiques européens pour endiguer la dégradation économique actuelle (54%)**. Au même niveau, 53% estiment que les hommes et les femmes politiques mesurent bien les enjeux de la situation, mais 59% les jugent impuissants à y faire face. Dans ce cadre, seuls 28% déclarent que les dirigeants européens prennent les bonnes mesures, tandis que 76% estiment que ces derniers refusent de prendre des mesures sévères par crainte de déplaire à leur électorat.

Une courte majorité des chefs d'entreprise interrogés a le sentiment que la France pourrait connaître dans les prochains mois la même situation que la Grèce, le Portugal ou l'Irlande (53%, en hausse de 14 points par rapport au mois d'avril 2010). Dans ce cadre, une proportion minoritaire mais non négligeable (43%) approuverait la mise en place d'un dispositif de retour à la monnaie nationale pour les pays de la zone euro qui ne maîtrisent pas l'évolution de leur dette.

Tandis que 64% déclaraient en avril 2009 que l'euro protégeait mieux l'économie que ne l'aurait fait le franc, ils ne sont plus aujourd'hui que 54% à exprimer cette opinion. Pour autant, ils se prononcent largement contre la sortie de l'Union Européenne pour protéger l'industrie et les emplois en France (76%).

Les jugements sur les banques, conformément au rôle qui leur est attribué dans l'émergence de la crise, se révèlent critiques. **55% seulement des dirigeants ont confiance dans la solidité des banques françaises, et 52% (+15 points par rapport à janvier 2009) redoutent la faillite de l'une ou de plusieurs d'entre elles**. 63% adhèrent ainsi à une mise sous tutelle de l'Etat des établissements financiers tant que la crise n'est pas terminée et 49% d'entre eux seraient plus généralement favorables à leur nationalisation totale ou partielle. Enfin, la proposition de séparer juridiquement les activités de dépôt des activités financières des banques suscite une adhésion massive (87%).

Des patrons de TPE très inquiets face aux déficits publics et peu convaincus par les propositions fiscales qui leur sont faites

L'inquiétude des patrons de TPE face au déficit public et à la dette de l'Etat s'établit à un niveau très élevé (86%, dont 30% de « très inquiets »), sensiblement au même niveau qu'en avril 2010. La Défense et l'Armée restent identifiés comme le premier domaine à privilégier pour réduire les dépenses publiques et le seul cité majoritairement (56% contre 54% en janvier 2009). Les aides aux chômeurs se classent au deuxième rang (32%, +4 points). Les aides versées aux entreprises sont mentionnées par 19% des dirigeants interrogés, en recul de 8 points dans une période critique pour nombre d'entre elles. Viennent ensuite l'environnement, l'écologie (18%), la sécurité, la police (12%) ainsi que la justice et la prison (8%). Les autres postes – soit l'éducation, la recherche scientifique, la santé et les retraites – recueillent moins de 5% de citations.

Face à l'ampleur de la crise, **seuls 23% des chefs d'entreprise estiment que les mesures de la loi de finances et de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 sont à la hauteur des enjeux et des problèmes de la France**. Les différentes mesures fiscales prises ou envisagées dans ce cadre rencontrent un accueil contrasté. Le soutien à la contribution exceptionnelle de 3% sur les très hauts revenus est ainsi presque unanime (92%). Les dirigeants approuvent également largement le relèvement de 12,5% à 13,5% des prélèvements sociaux sur les revenus du capital (66%).

Ils se montrent en revanche moins positifs, voire n'adhèrent qu'en minorité à la suppression de l'abattement pour frais professionnels pour les revenus ne constituant pas des salaires (52%), à la réduction de l'abattement pour frais professionnels applicable sur l'assiette de la CSG et de la CRDS au titre des salaires (47%) et au passage de 15 à 30 ans de l'abattement pour durée de détention sur les plus-values opérées sur les biens immobiliers (40%).

Au-delà de la problématique fiscale, **33% uniquement des dirigeants interrogés ont confiance dans les actions économiques du gouvernement et 23% les jugent adaptées à leurs préoccupations de chefs d'entreprise**.

En matière de fiscalité, la plus grande part d'entre eux déclare toutefois faire davantage confiance à la droite (38%), cette préférence s'expliquant par leur proximité politique déclarée. 22% estiment que la gauche est plus compétente dans ce domaine, 11% accordant plus de crédit au centre. Notons que plus d'un patron de TPE sur quatre (27%) juge qu'aucune famille politique n'apporte de réponses satisfaisantes sur le plan fiscal.

Un renforcement de l'intérêt pour la campagne présidentielle et des propositions plus largement attendues sur la croissance et la fiscalité

On constate, à mesure que l'échéance électorale se rapproche et alors que l'enquête s'est déroulée dans la période des primaires socialistes, **un accroissement notable du niveau d'intérêt pour l'élection présidentielle (72%, +7 points en trois mois).**

La plus grande visibilité sur les candidats qui se présenteront à l'élection au printemps prochain entraîne quelques évolutions sur leur potentiel électoral : Nicolas Sarkozy voit ainsi son score remonter (42%, +8 points), devançant désormais légèrement François Fillon (39%) et François Hollande (38%). La probabilité de voter pour François Bayrou reste stable (23%), tandis que l'on voit baisser sensiblement les scores enregistrés par Marine Le Pen (16%, -7 points), Dominique de Villepin (14%, -5 points) et Eva Joly (9%, -7 points). Jean-Luc Mélenchon se maintient à 10%, devançant Hervé Morin (7%), Nicolas Dupont-Aignan (4%) et Christine Boutin (2%, -4 points).

Au global, **31% souhaitent actuellement plutôt la victoire de la droite, 21% celle de la gauche (-4 points) et 15% celle du centre (+5 points).** De même qu'en juillet dernier, un tiers des dirigeants interrogés n'exprime pas de préférence à ce stade.

On relève que, si son potentiel électoral est en hausse, le pronostic sur une possible réélection du président de République suit quant à lui la tendance inverse (39%, -6 points).

Conséquence directe de la crise qui s'est déclarée au cours de l'été, **les leviers pour la croissance économique émergent comme le thème prioritaire à traiter par les candidats (44%, +10 points par rapport au mois d'avril dernier), se plaçant désormais devant l'avenir du modèle social français (38%), le pouvoir d'achat et les salaires (35%, -4 points).** En lien également avec les problèmes relatifs à la dette et au déficit publics, l'importance accordée aux propositions des candidats sur la fiscalité des entreprises (30%, +9 points) et des particuliers (25%, +6 points) progresse.

A contrario, **l'intérêt porté à la maîtrise de l'immigration (18%, -12 points), à la protection de l'environnement (18%, -11 points) et à la lutte contre la délinquance et l'insécurité (18%, -5 points) recule.** Ces domaines d'action se voient ainsi relégués derrière la lutte contre la pauvreté (26%), l'attractivité économique de la France à l'international (24%), l'éducation et la recherche (23%). On relève enfin une augmentation des attentes en termes de proposition sur la défense de la laïcité (15%, +7 points). Au même niveau, 14% souhaitent des propositions concrètes sur l'indépendance énergétique du pays. Les autres domaines testés sont cités marginalement.

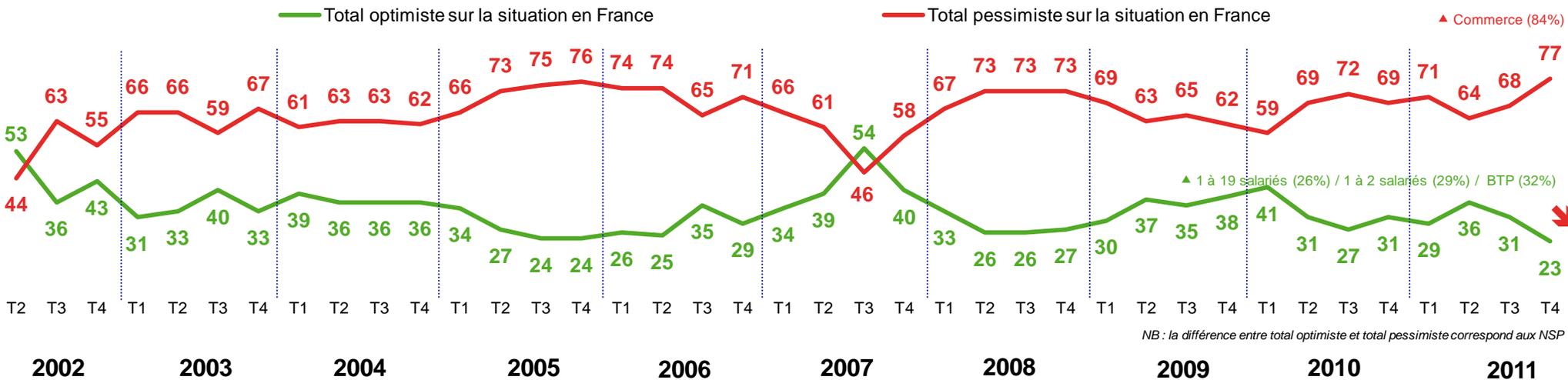
Le moral des patrons de TPE

Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

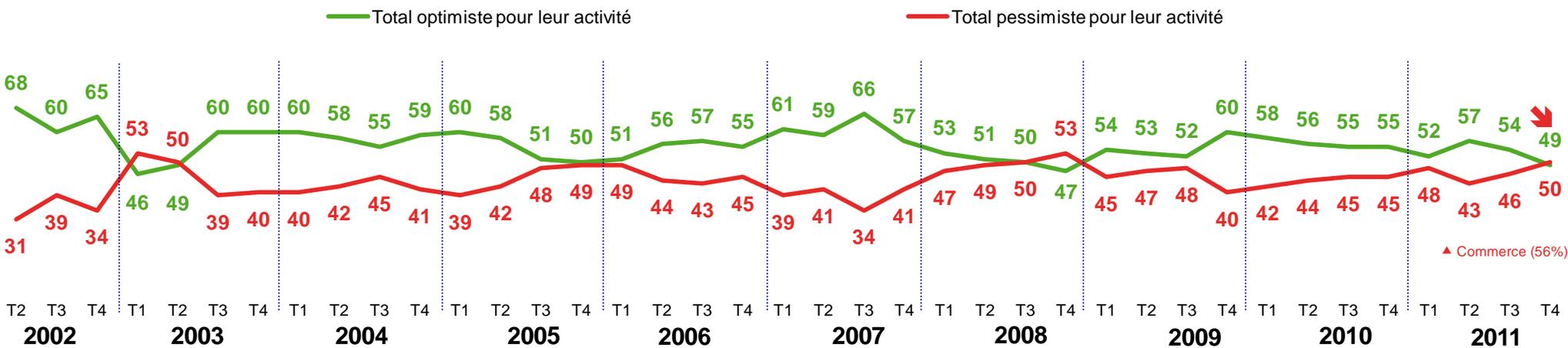
Question

En prenant en considération le contexte politique, social et économique actuel, diriez-vous sur le climat général des affaires en France, que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

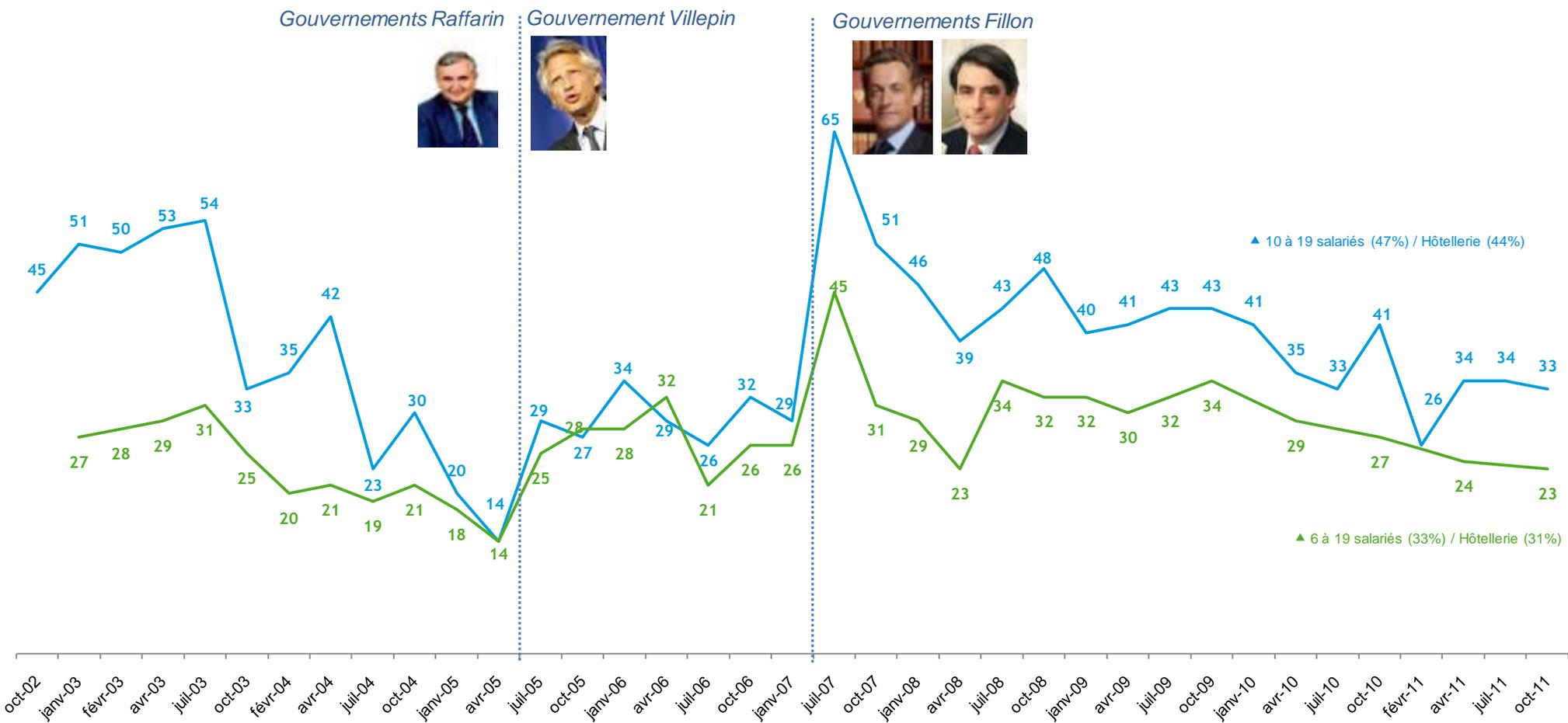
Et pour votre propre activité, diriez-vous que vous êtes plutôt optimiste ou pessimiste ?



Question

A propos des mesures / actions économiques annoncées ou mises en place par le gouvernement, diriez-vous qu'elles inspirent confiance tout à fait, plutôt, plutôt pas ou pas du tout confiance ?

- Inspirent confiance d'une manière générale
- Prennent en compte vos préoccupations de chef d'entreprise



La situation financière des TPE

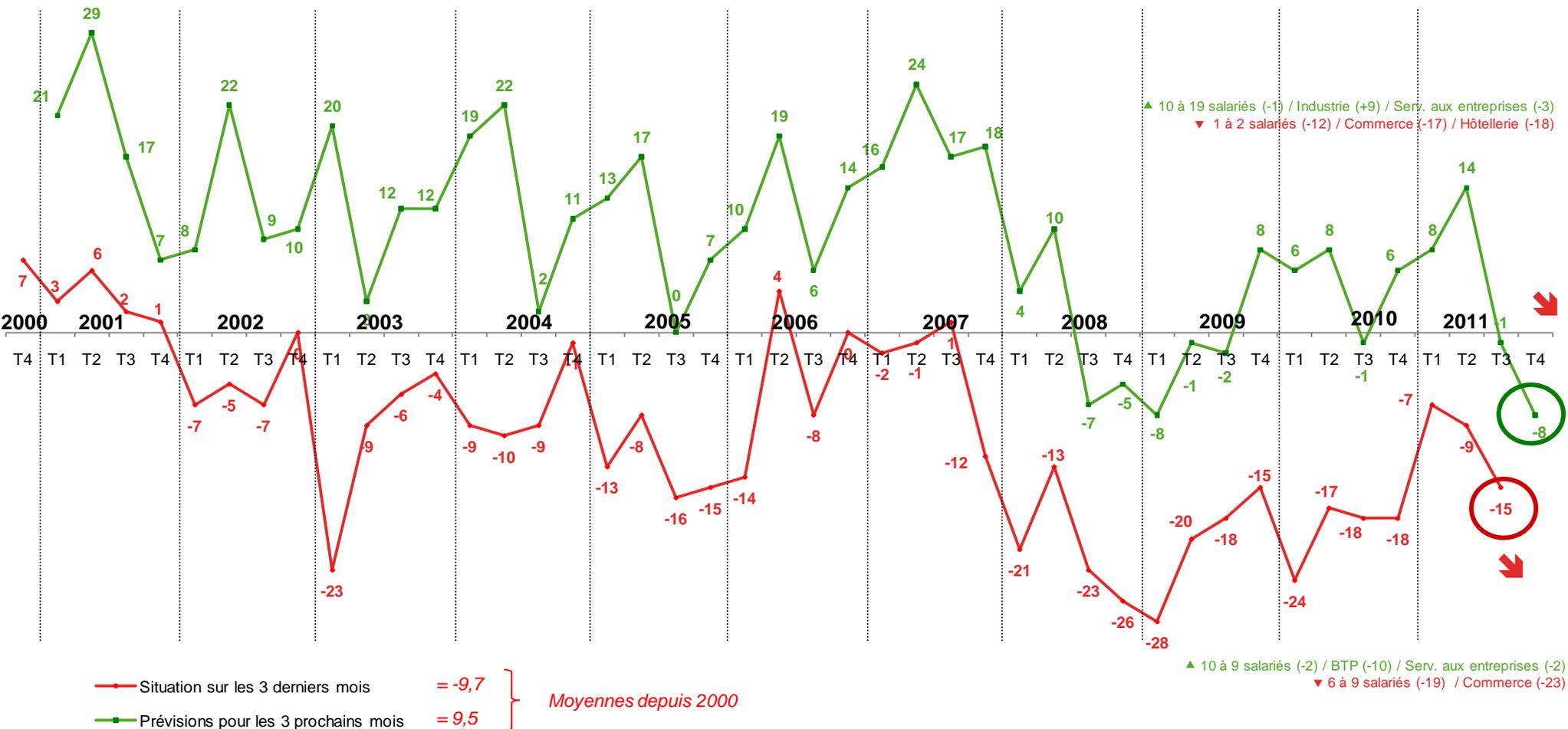
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

(*) % d'amélioration - % de détérioration

Question 1 Au cours des 3 derniers mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'est plutôt améliorée, s'est détériorée ou est restée stable ?

Question 2 Au cours des 3 prochains mois, diriez-vous que la situation financière de votre entreprise s'améliorera, se détériorera ou restera stable ?



Base : ensemble des TPE

Les prévisions de croissance pour 2011 et 2012

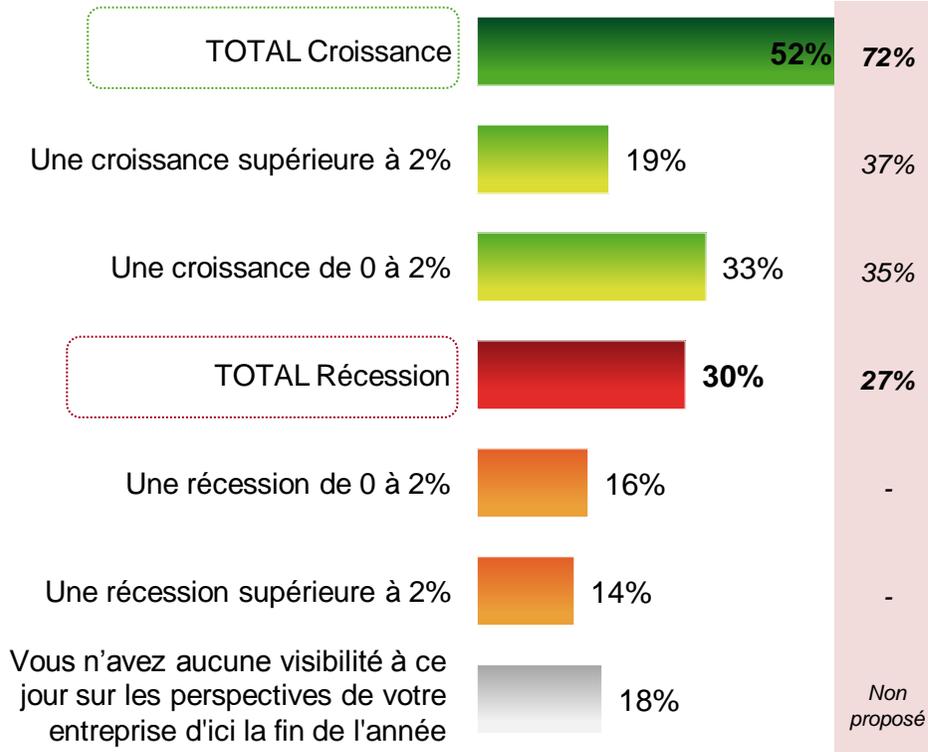
Question

Au global, sur 2011, diriez-vous que votre entreprise aura connu...?

Moyenne octobre 2011 : +1,2%

Rappel moyenne janvier 2011 : -1%

▲ 10 à 19 salariés (+4,3%) / Serv. aux entreprises (+5,4%) / Serv. aux particuliers (+2,1%)
 ▼ 3 à 5 salariés (+0,2%) / BTP (-0,6%) / Industrie (-1,3%) / Commerce (-2,1%)



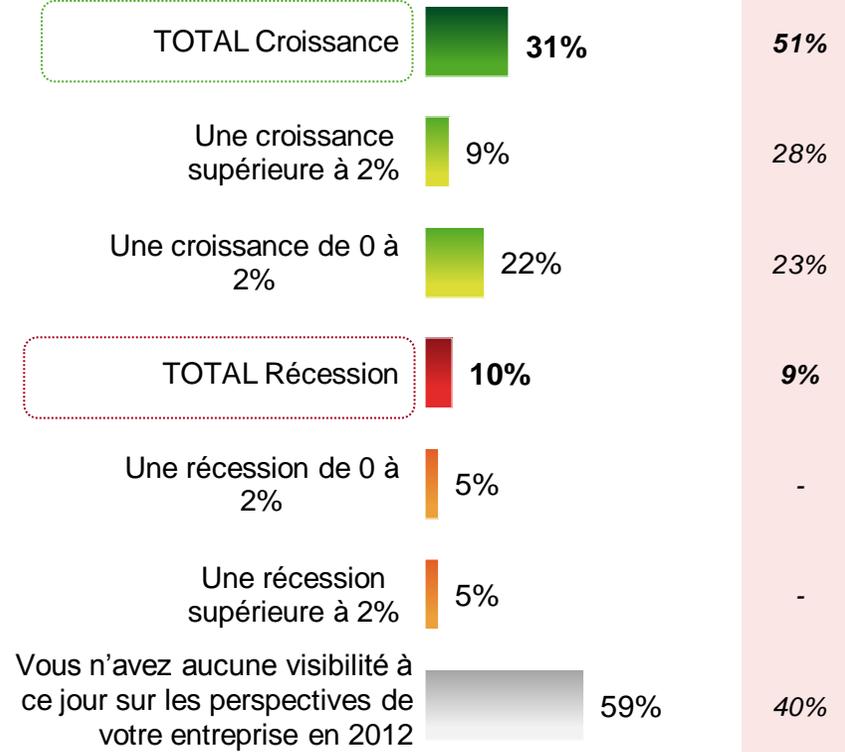
Question

Et en 2012, diriez-vous que votre entreprise connaîtra...?

Moyenne octobre 2011 : +2,7%

Rappel moyenne janvier 2011 : +2,6%

▲ Aucun salarié (+3,1%) / Serv. aux entreprises (+6,2%) / Serv. aux particuliers (+4,8%)
 ▼ 6 à 9 salariés (+0,6%) / Commerce (+1,4%) / Industrie (+1,1%) / BTP (-4,6%)



Tandis que l'évaluation de la croissance en 2010 était négative (-1%), les TPE devraient en 2011 atteindre une croissance de +1,2%. Notons toutefois qu'une sur cinq déclare n'avoir aucune visibilité pour les deux mois à venir, ce score atteignant 59% pour 2012 (+19 points par rapport au début de l'année).

Base : ensemble des TPE

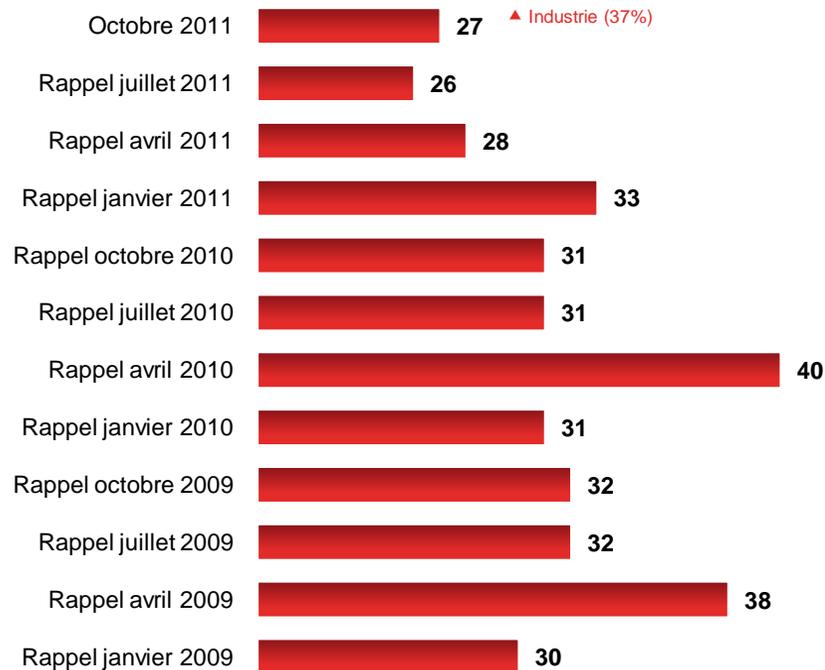
(1) Lors de l'enquête de janvier 2011, l'intitulé de l'item était : « Une stabilisation entre 0 et 2% »

Le niveau de préoccupation des TPE à l'égard de leur situation financière

Question

Actuellement, comment jugez-vous la situation financière de votre entreprise ? Diriez-vous qu'elle est très saine, plutôt saine, plutôt préoccupante ou très préoccupante ?

Total situation préoccupante (en %)



Le regard des TPE sur leur situation financière se stabilise depuis six mois, un quart d'entre elles se montrant toujours préoccupées, avec un niveau d'inquiétude particulièrement élevé dans l'industrie (37%).

Base : ensemble des TPE

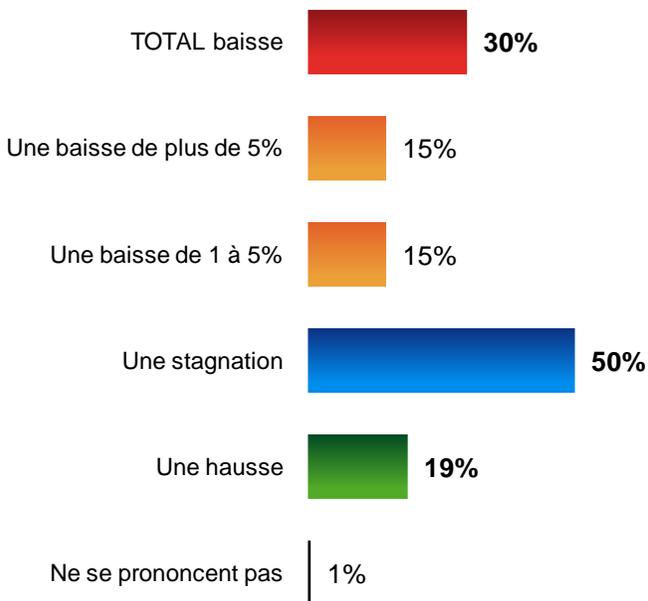
L'évolution trimestrielle des recettes et des ventes

Question

Au cours des 3 derniers mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, avez-vous constaté... ?

Moyenne octobre 2011 : -1,6%

▲ 10 à 19 salariés (+1,9%) / Serv. aux entreprises (+0,6%)
 ▼ Aucun salarié (-2,1%) / Commerce (-3,1%)



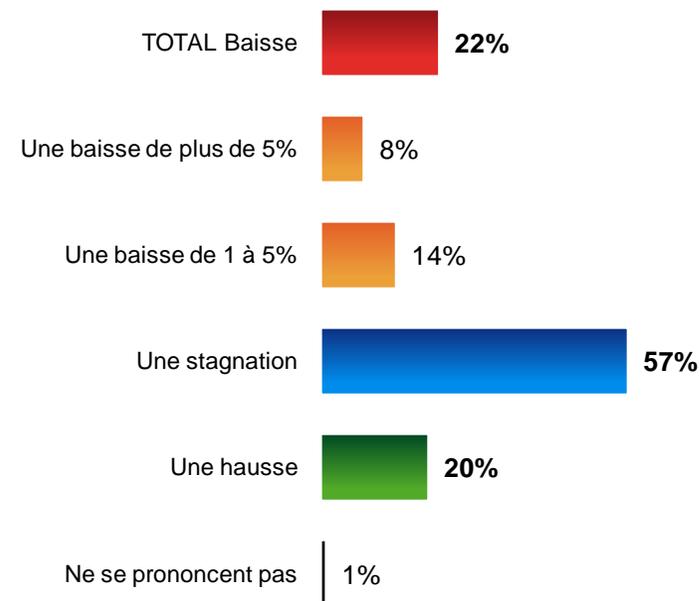
Question

Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

Moyenne octobre 2011 : +0,3%

Rappel juillet 2011 : -0,6% / Rappel moyenne avril 2011 : +0,6%
 Rappel moyenne février 2011 : +0,4% / Rappel moyenne octobre 2010 : +0,5%
 Rappel moyenne juillet 2010 : -3,2% / Rappel moyenne avril 2010 : -1,1%
 Rappel moyenne janvier 2010 : -0,4% / Rappel moyenne octobre 2009 : -1,2%

▲ Aucun salarié (+0,6%) / Industrie (+0,8%) / Serv. aux particuliers (+1,9%)
 ▼ 1 à 2 salariés (-0,2%) / BTP (-1,1%)



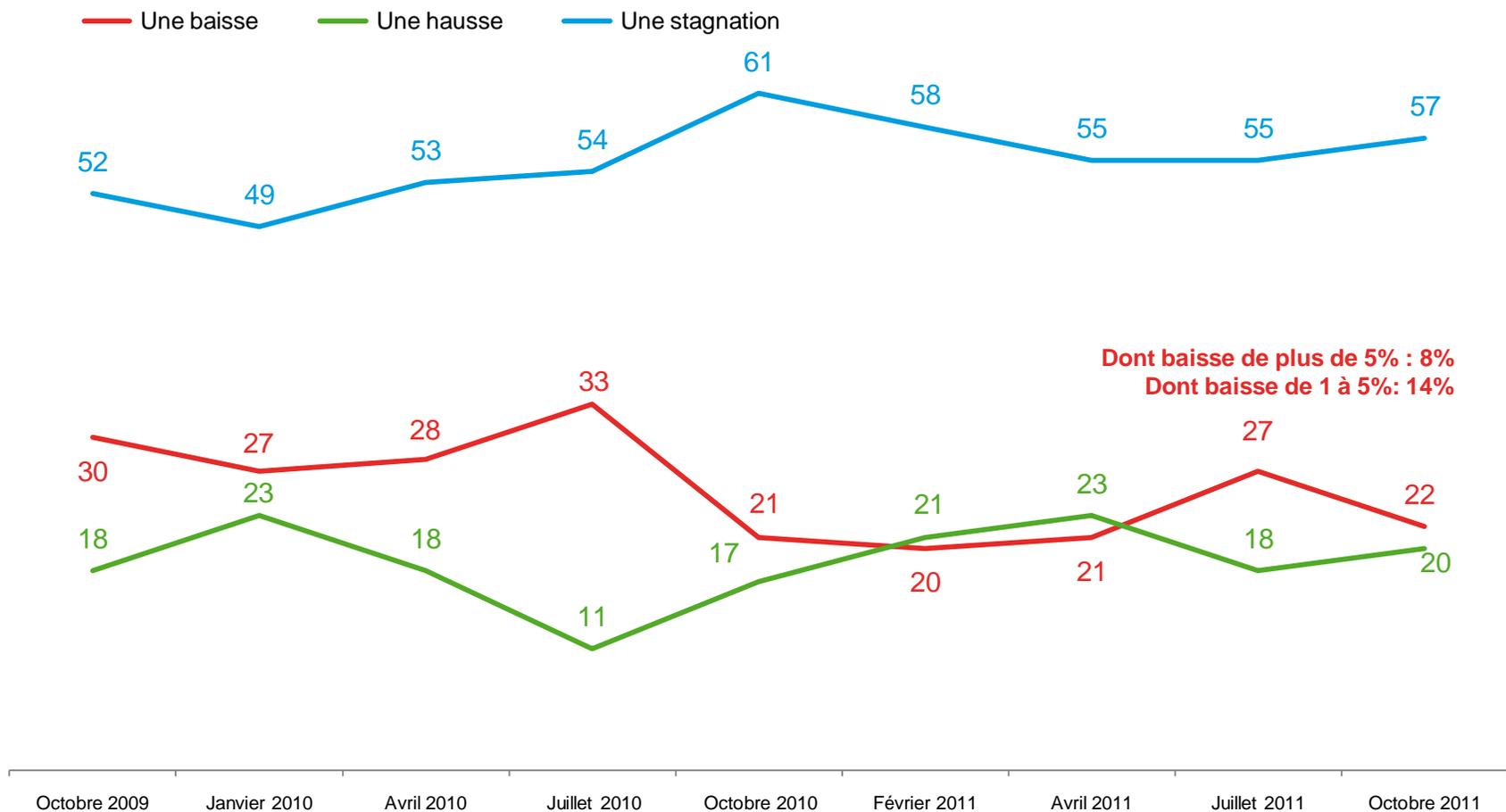
La crise estivale a fortement impacté les recettes de TPE, avec une baisse du volume de vente pour 30% d'entre elles et une moyenne s'établissant à -1,6%, tandis que la baisse anticipée au mois de juillet se situait à -0,6%. Les dirigeants interrogés ne prévoient pas de redressement d'ici la fin de l'année (+0,3%).

Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle des recettes et ventes (depuis 2009)

Question

Pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne vos recettes ou vos ventes, vous envisagez plutôt... ?

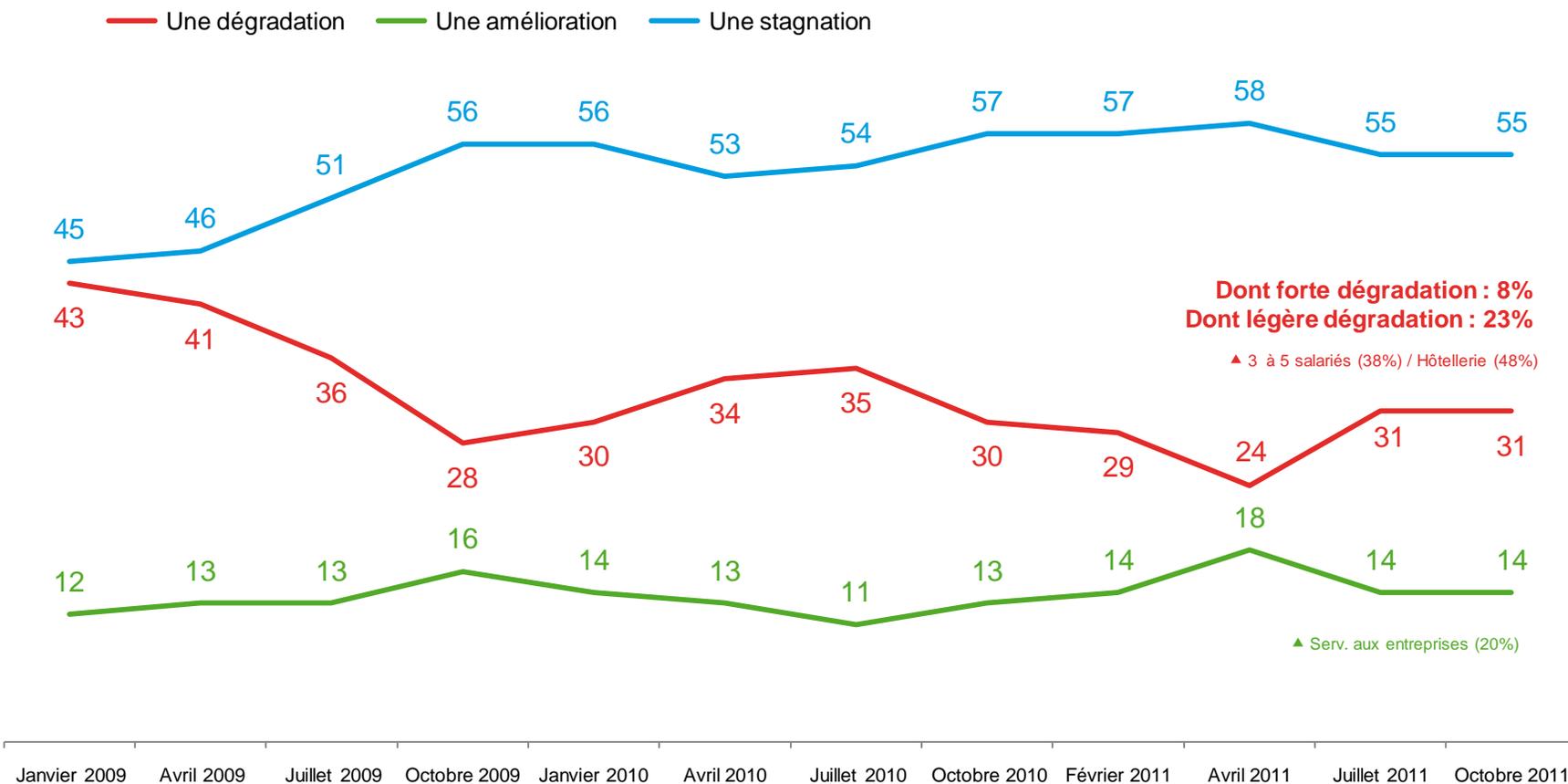


Base : ensemble des TPE

L'évolution trimestrielle de la situation de trésorerie (depuis 2009)

Question

Et toujours pour les 3 prochains mois, en ce qui concerne votre situation de trésorerie, prévoyez-vous... ?



Les prévisions en matière d'évolution de la trésorerie sont identiques à celles observées lors de la précédente vague, un tiers d'entre elles anticipant une dégradation quand une majorité (55%) mise sur une stagnation.

Le durcissement des conditions d'accès au crédit des TPE

Question

Avez-vous subi un durcissement des conditions d'accès au crédit de la part de votre banque ces derniers mois ?

Récapitulatif : Oui



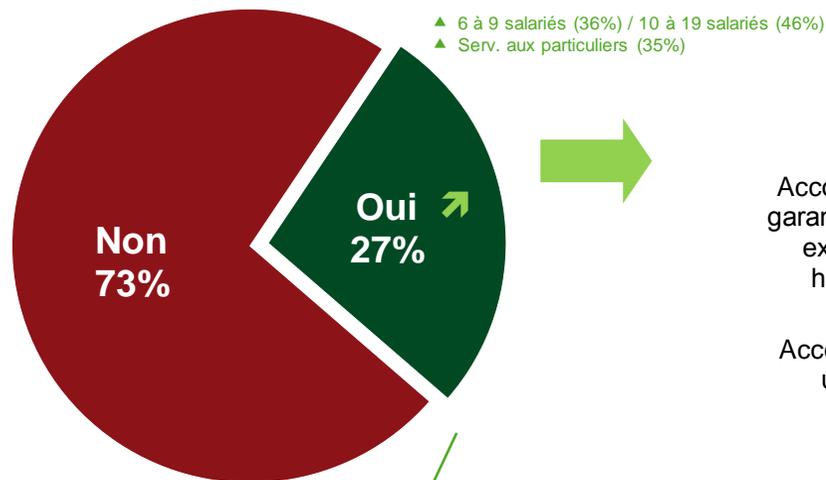
Le contexte économique, de même que pour les ventes, impacte les conditions d'accès au crédit bancaire : 24% des TPE constatent ainsi un durcissement, soit +4 points en un trimestre.

Base : ensemble des TPE

Les demandes de financement des TPE

Question

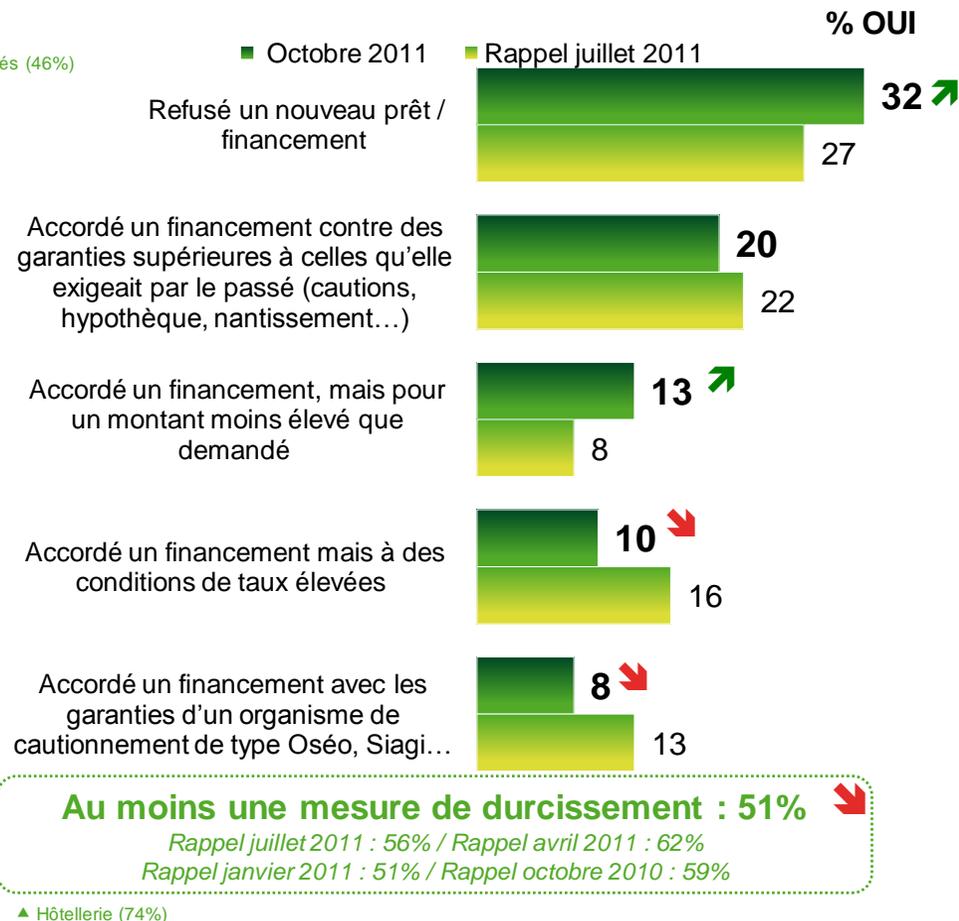
Avez-vous récemment fait une demande de financement auprès de votre banque ?



Rappel juillet 2011 : 23%
 Rappel avril 2011 : 33%
 Rappel janvier 2011 : 24%
 Rappel octobre 2010 : 27%
 Rappel juillet 2010 : 22%
 Rappel avril 2010 : 28%
 Rappel janvier 2010 : 29%
 Rappel octobre 2009 : 25%
 Rappel juillet 2009 : 28%
 Rappel avril 2009 : 26%
 Rappel janvier 2009 : 28%

Question

(si demande de financement auprès de sa banque)
 Votre banque vous a-t-elle récemment... ?



Les demandes de financement, qui avaient fortement chuté au mois de juillet (-10 points, à 23%), retrouvent leur niveau d'octobre 2010 (27%). Si d'une manière générale, les banques durcissent moins leurs conditions (51%, -5 points), elles sont plus nombreuses qu'au trimestre précédent à refuser les prêts demandés (32%, +5 points) ou à en diminuer le montant (13%, +5 points).

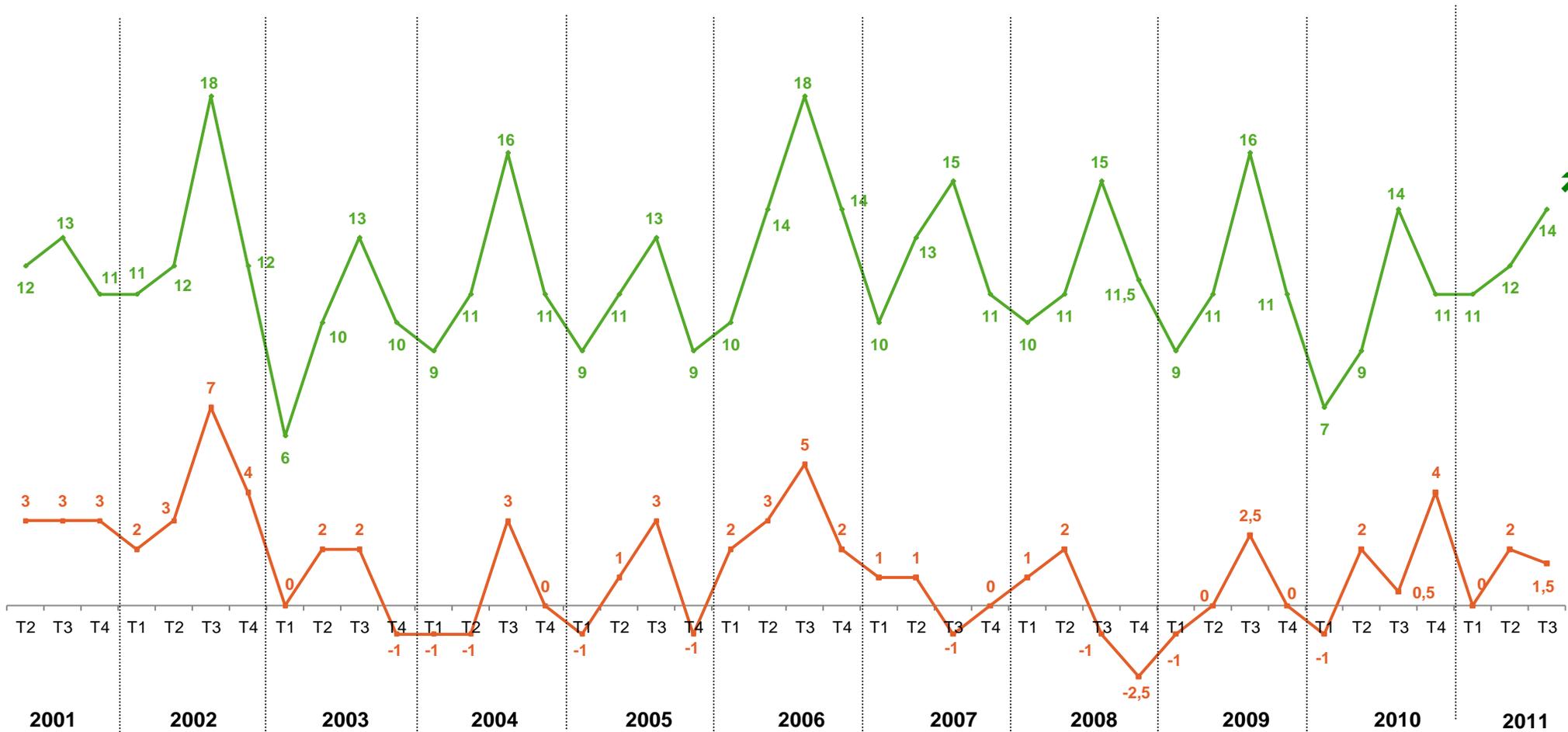
L'emploi dans les TPE

Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

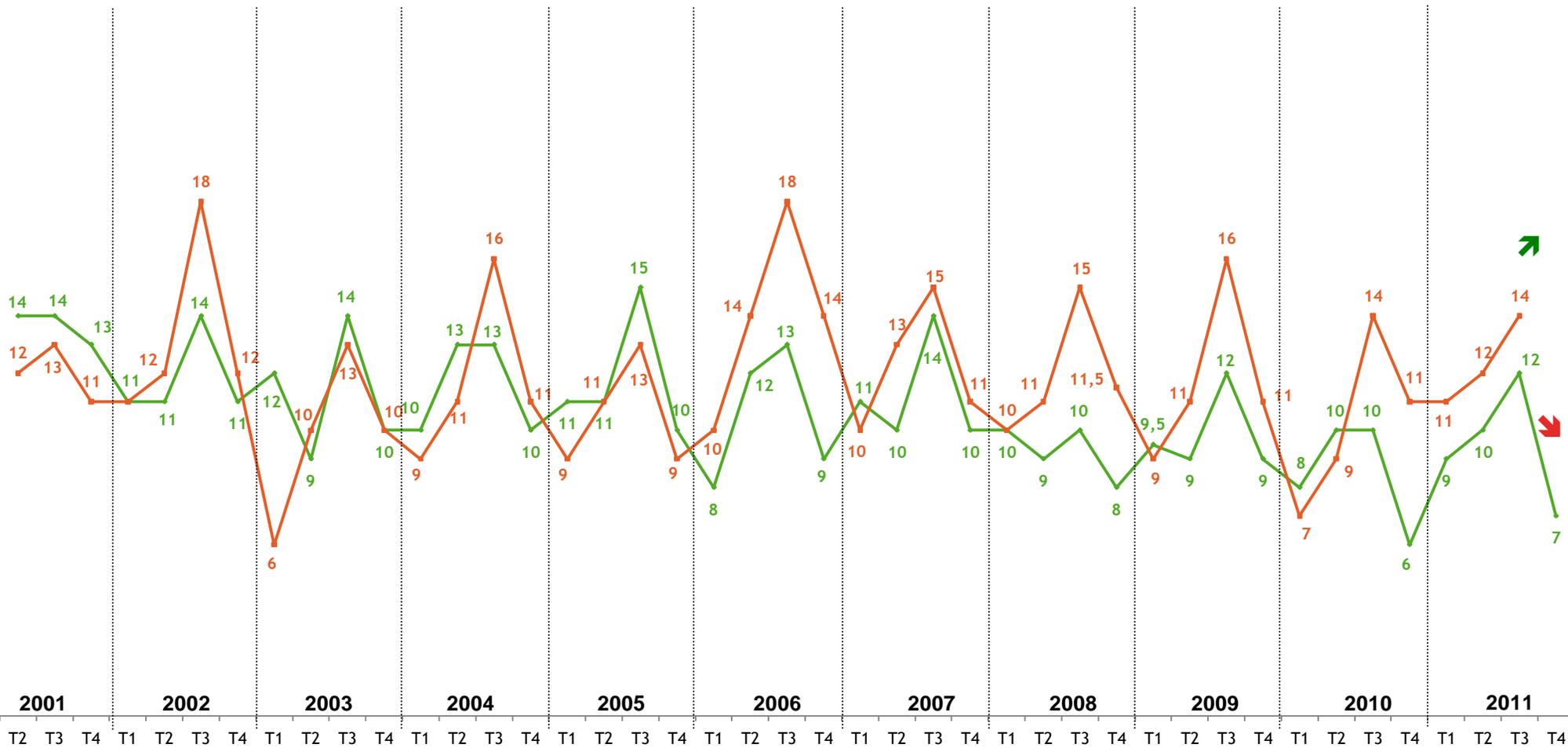
— Embauches réalisées sur les trois derniers mois = 11,8
— Création nette d'emplois sur les trois derniers mois = 1,2

} Moyennes depuis 2001



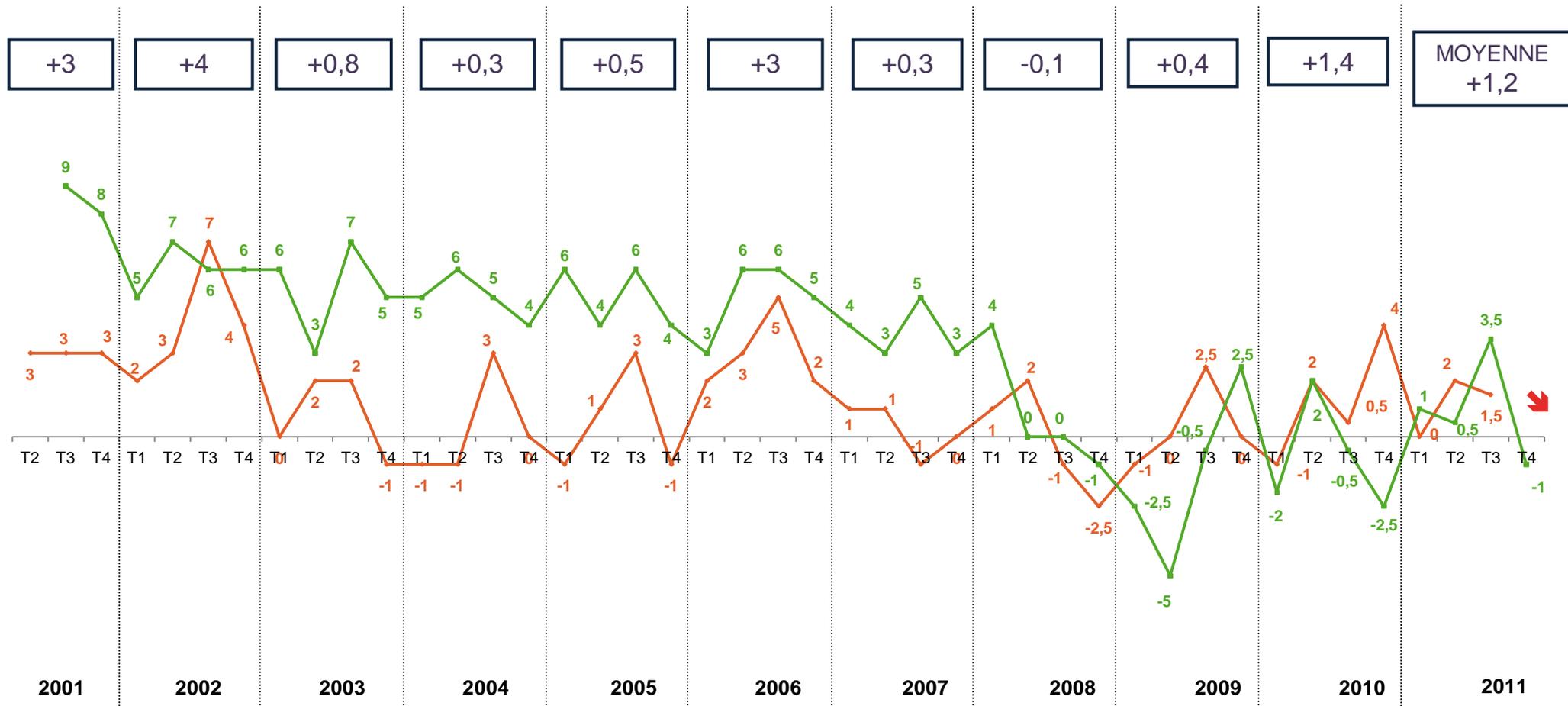
Base : ensemble des TPE

- Embauches prévues au cours des trois prochains mois
- Embauches réalisées sur les trois derniers mois



Base : ensemble des TPE

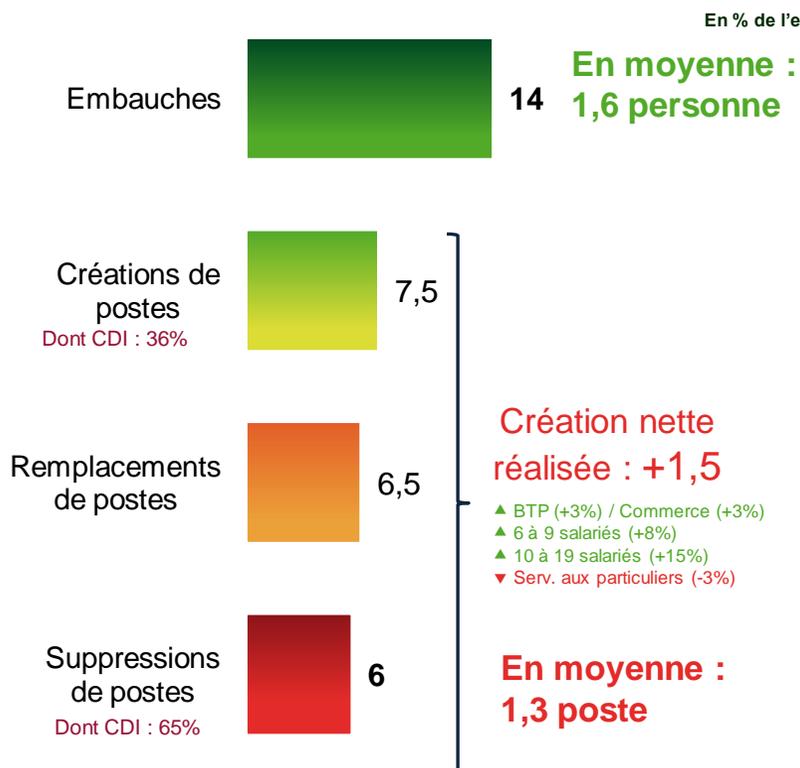
— Création nette d'emplois réalisée sur les trois derniers mois
 — Création nette d'emplois prévue au cours des trois prochains mois



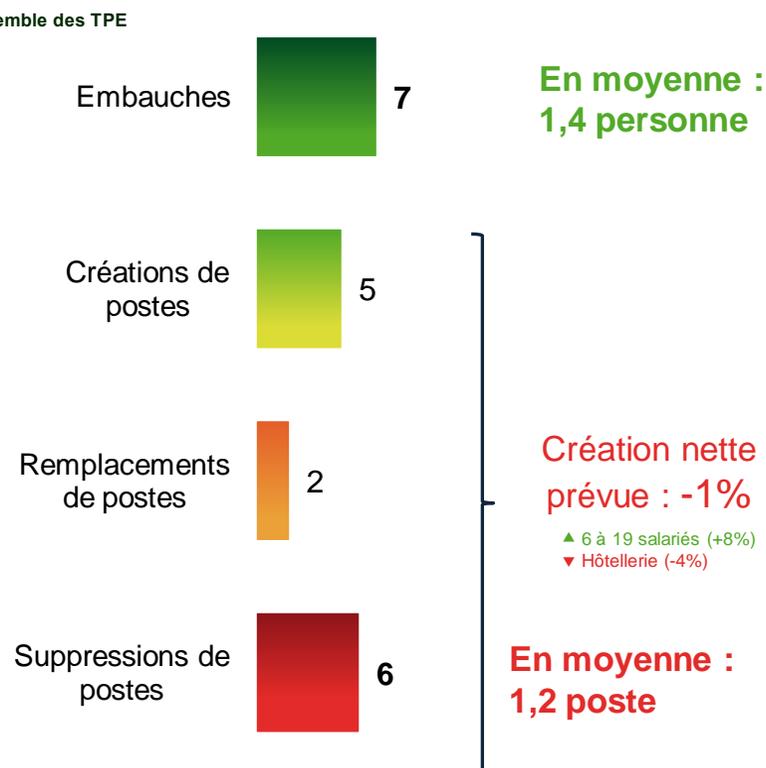
Base : ensemble des TPE

La structure de la création nette d'emplois

Réalisations de juillet à septembre 2011



Perspectives d'octobre à décembre 2011



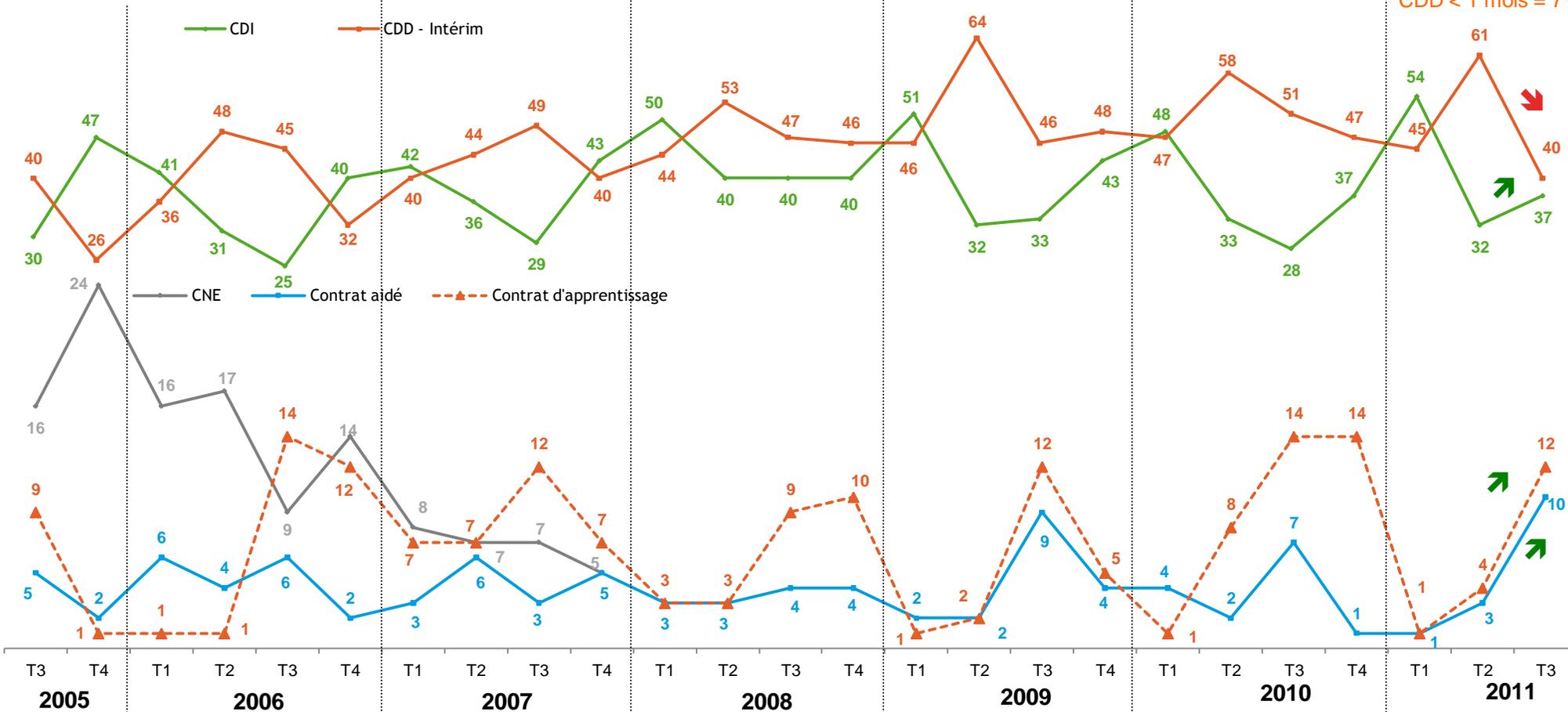
Les bonnes performances enregistrées au mois de juillet en termes d'emploi (+2%) se retrouvent, bien qu'un peu atténuées (+1,5%). En revanche, en lien avec les incertitudes pour le trimestre à venir et surtout pour 2012, la création nette prévue d'ici fin décembre est négative (-1% et jusqu'à -4% dans l'hôtellerie).

Base : ensemble des TPE

Question

Quel(s) type(s) de contrat(s) avez-vous utilisés pour cette (ces) embauche(s)...?

CDD > 1 mois = 33%
CDD < 1 mois = 7%

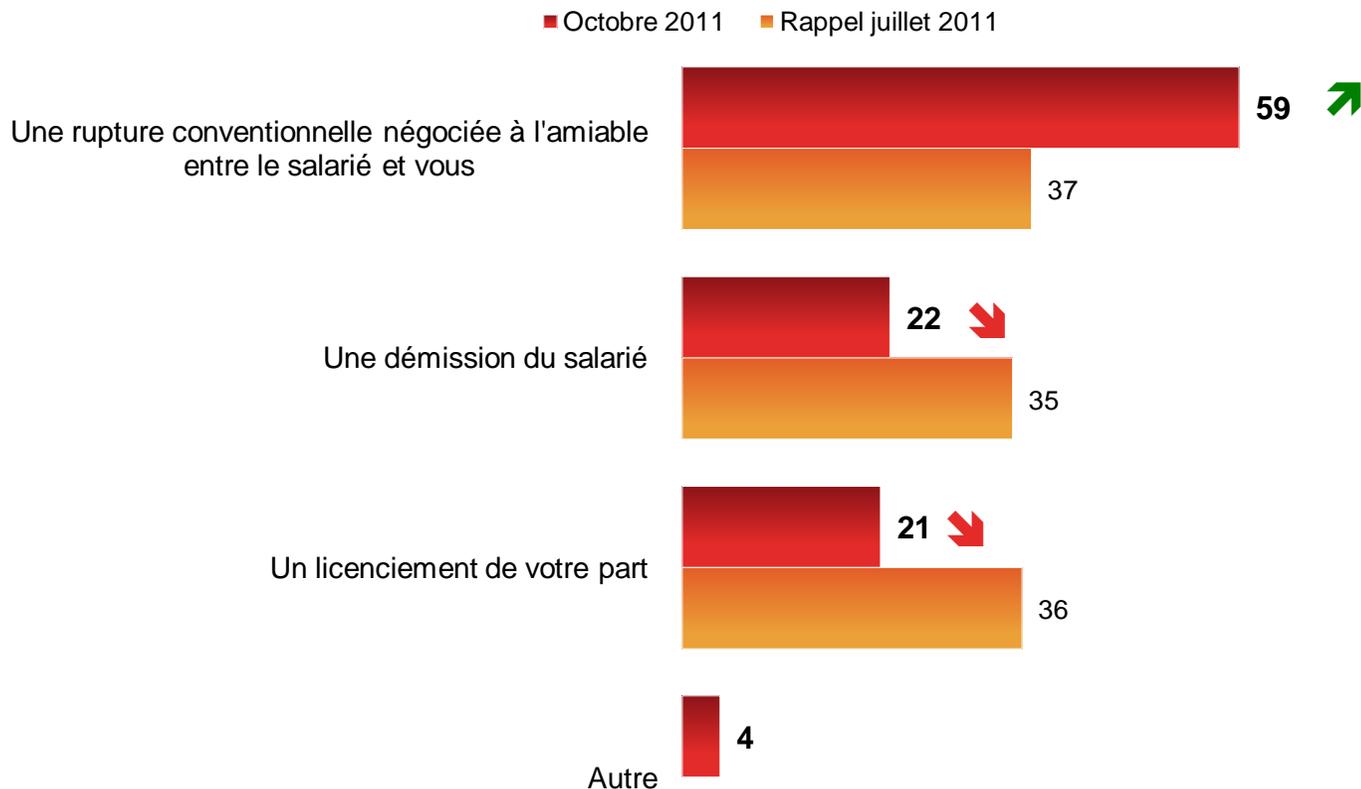


En lien logique avec la période, le recours au contrat d'apprentissage est élevé (12% contre 14% en octobre 2010 et 12% en octobre 2009). L'utilisation des contrats aidés se situe à son niveau le plus haut depuis 2005 (10%, +7 points en 3 mois). On relève aussi une légère progression des embauches en CDI, bien qu'elles demeurent minoritaires (37%, +5 points).

Les modes de suppression des CDI

Question

Cette(ces) suppression(s) de poste(s) en CDI étai(en)t-elle(s)... ?



S'agissant des suppressions de postes en CDI entre juillet et fin septembre, les patrons de TPE ont majoritairement privilégié les ruptures conventionnelles (59%).

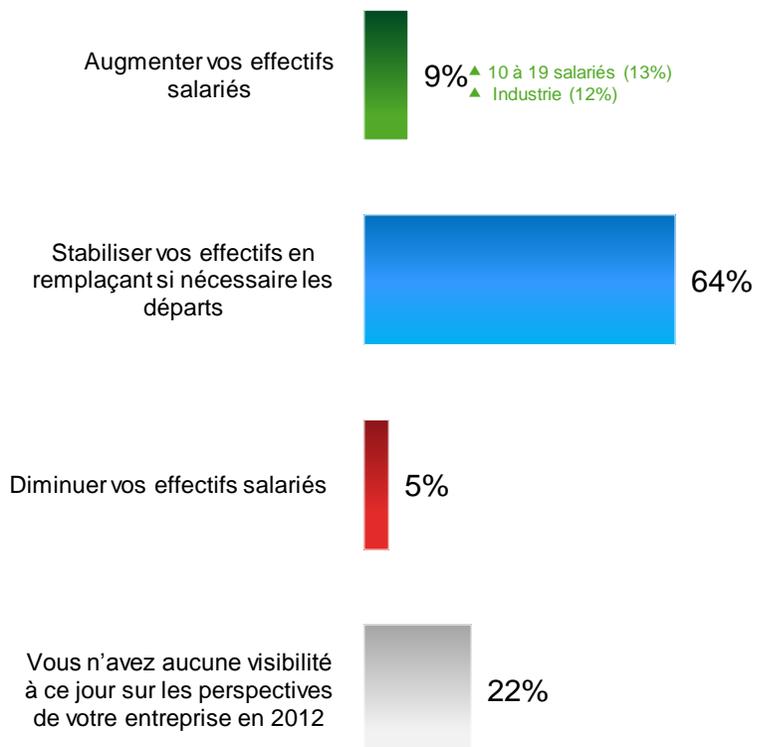
Base : question posée aux patrons de TPE ayant supprimé des postes en CDI au cours des trois derniers mois

Les prévisions en matière d'emploi pour 2012

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2012 ?

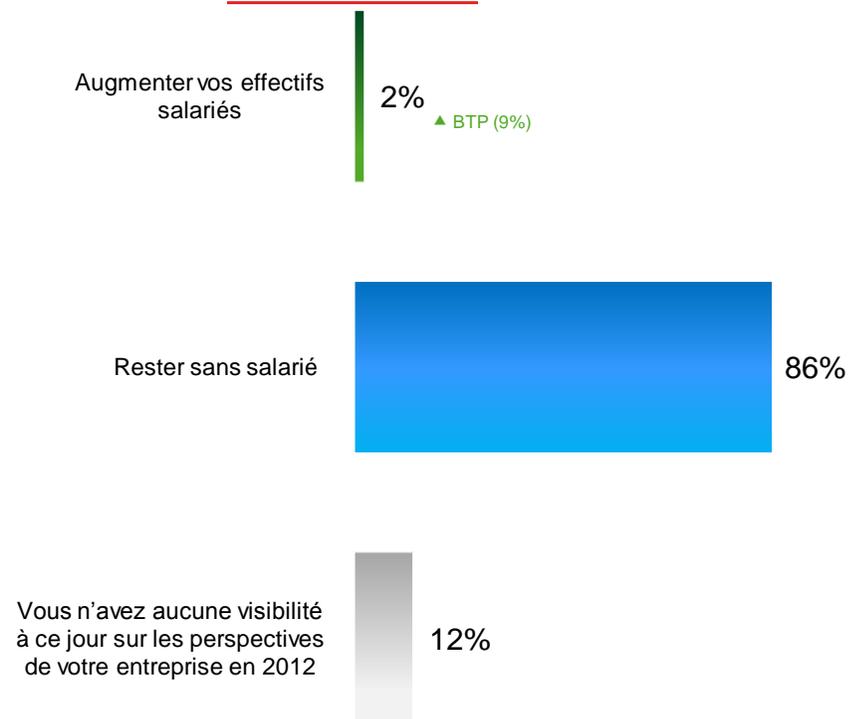
EMPLOYEURS



Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2012 ?

NON EMPLOYEURS

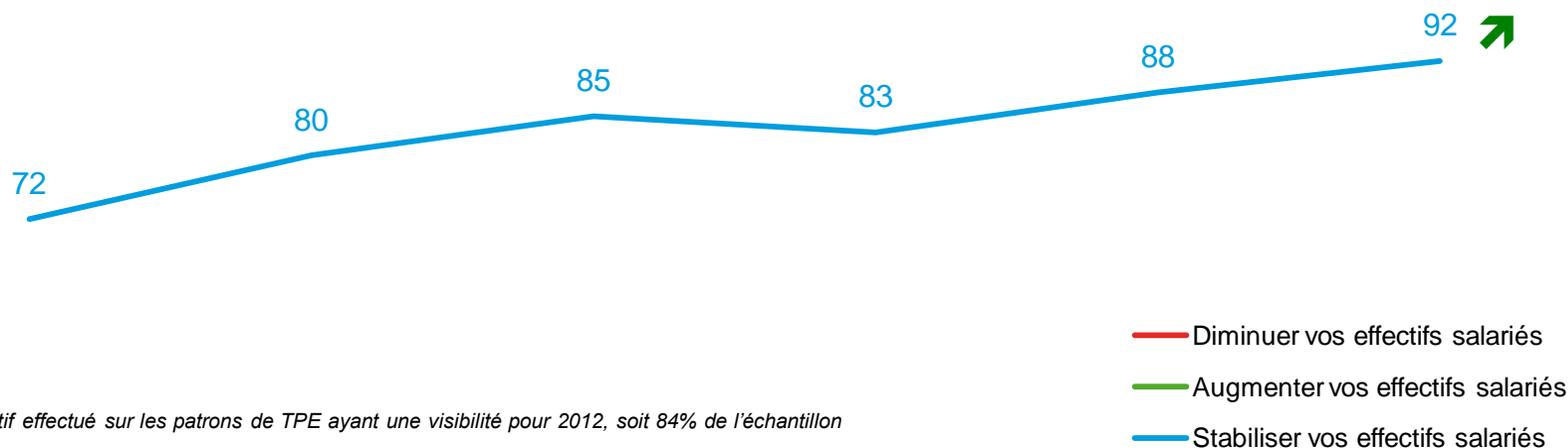


Les perspectives en termes d'embauches sont encore indéterminées pour 16% des dirigeants interrogés (22% parmi les employeurs et 12% parmi les non employeurs). On relève que seule une part marginale prévoit de créer des postes (9% parmi les employeurs et 2% parmi les TPE n'ayant aucun salarié).

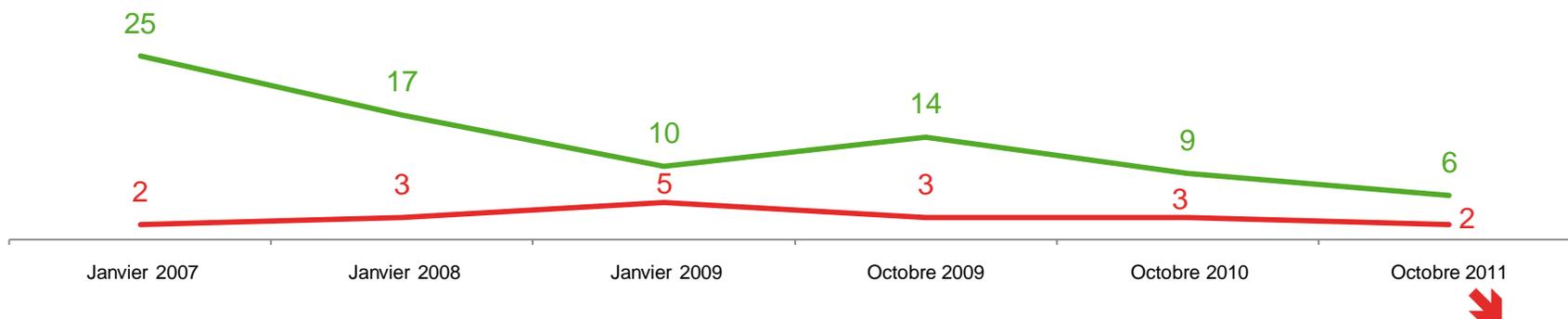
Les prévisions en matière d'emploi

Question

Compte tenu de vos perspectives de développement actuelles, quelle est votre prévision en matière d'emploi pour l'année 2012 ?



Base : Récapitulatif effectué sur les patrons de TPE ayant une visibilité pour 2012, soit 84% de l'échantillon



92% des TPE ayant déjà une vision de leurs perspectives en termes d'emploi sur l'année à venir ont l'intention de stabiliser leurs effectifs, une proportion qui s'est progressivement accrue depuis 4 ans (+4 points par rapport au mois d'octobre 2010 et +20 points par rapport à janvier 2007).

L'impact de la crise sur leur activité

Note de lecture

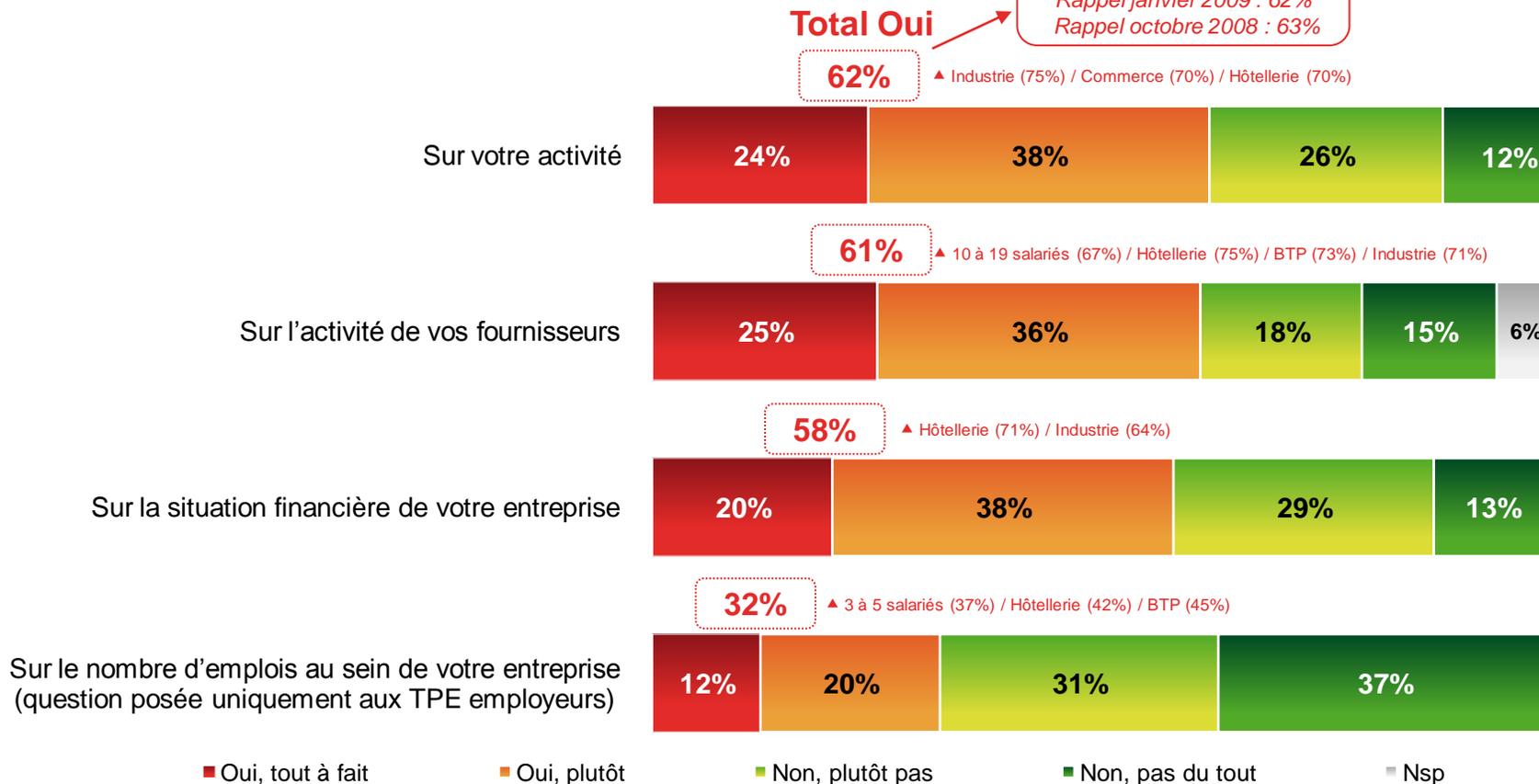
- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le pronostic sur l'impact de la crise

Question

Pensez-vous que la crise et le contexte économique actuel vont avoir ou non de graves répercussions... ?

Rappel juillet 2009 : 64%
Rappel avril 2009 : 65%
Rappel janvier 2009 : 62%
Rappel octobre 2008 : 63%



Le contexte économique actuel suscite des inquiétudes fortes parmi les dirigeants de TPE, dont une majorité anticipe de graves répercussions sur leur situation financière et leur activité, de même que sur celle de leurs fournisseurs. En parallèle, un tiers des employeurs pourrait être amené à supprimer des postes (et même 42% dans l'hôtellerie et 45% dans le BTP).

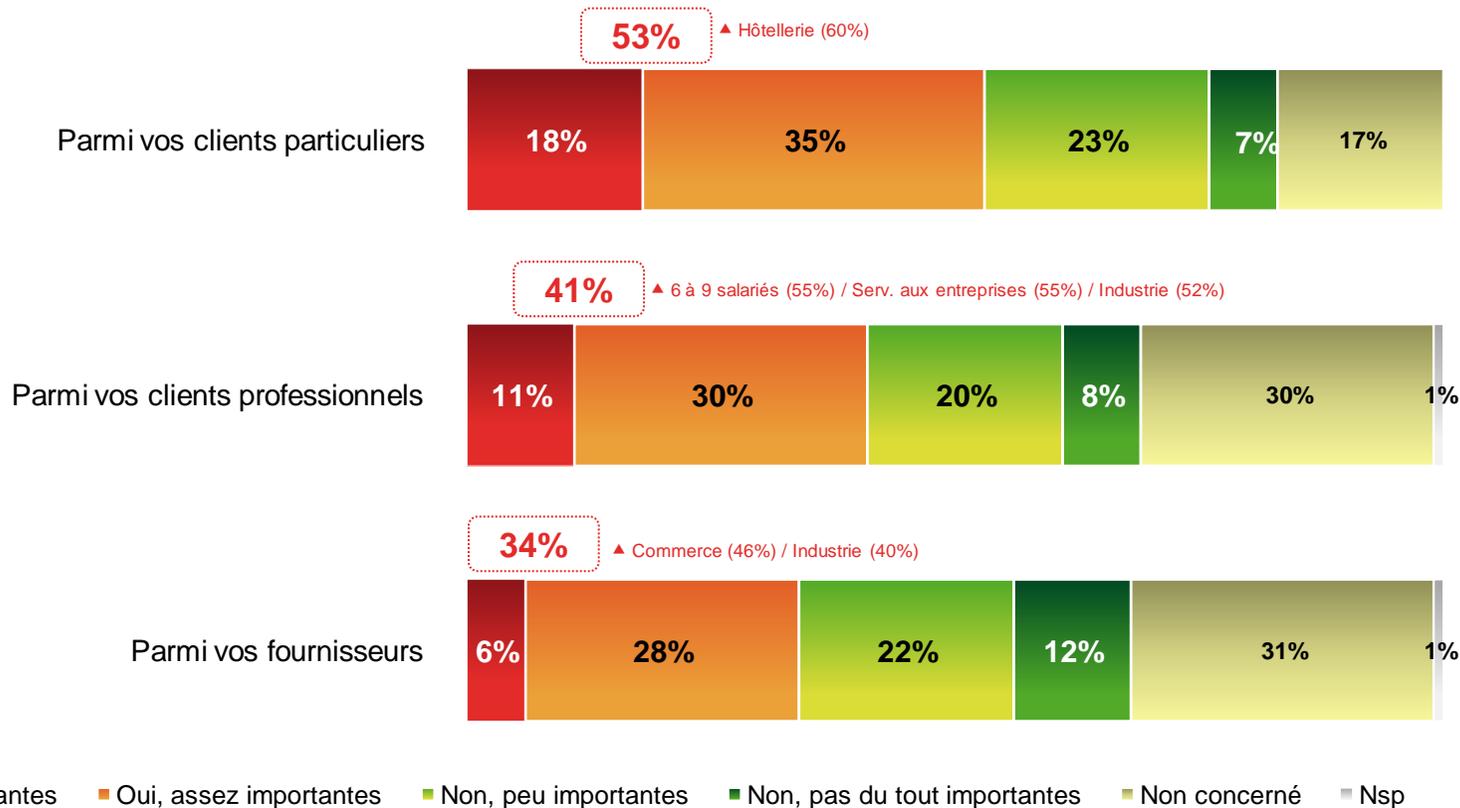
Base : ensemble des TPE

La perception de difficultés financières vis-à-vis de différents acteurs

Question

Ressentez-vous actuellement, du fait de la crise, des difficultés financières importantes... ?

Total Importantes



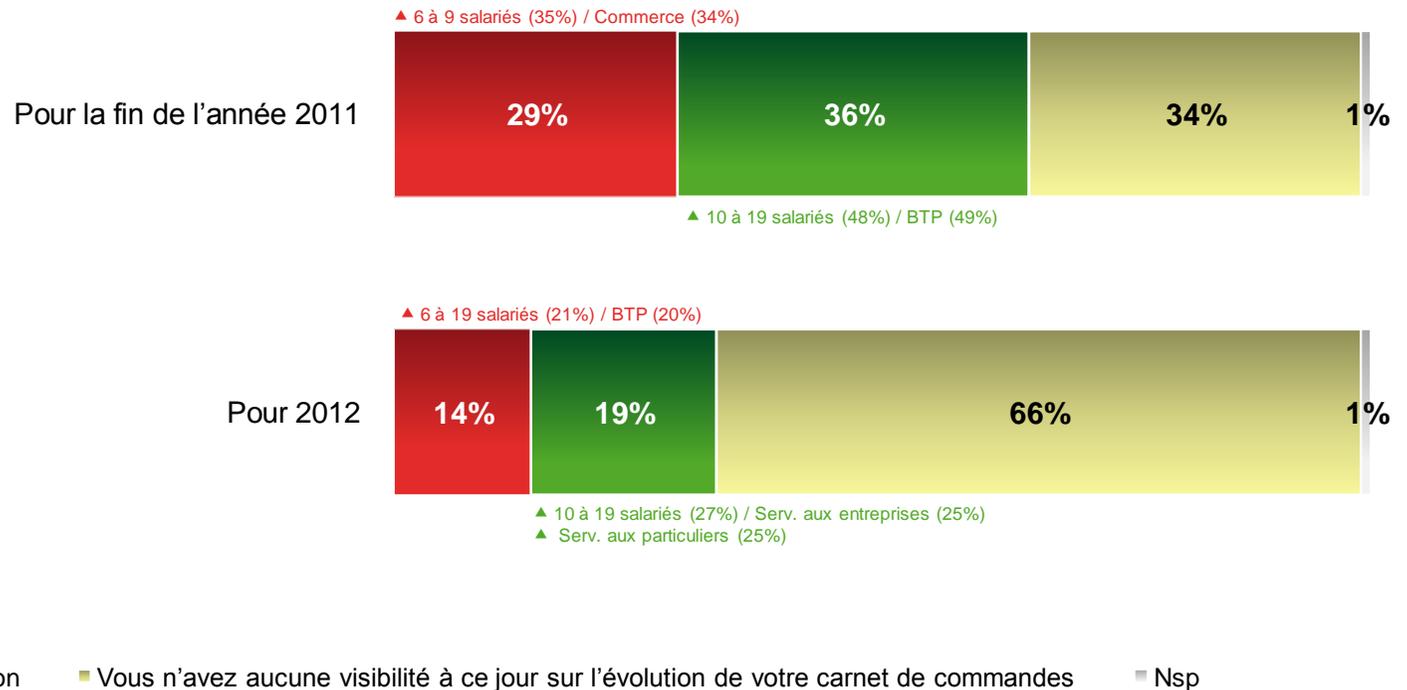
Lorsqu'ils exercent leur activité auprès de ces cibles, en lien logique avec les problèmes qu'ils déclarent rencontrer, une majorité des chefs d'entreprise déclare percevoir des difficultés importantes parmi leurs clients particuliers (64%) et / ou professionnels (59%). La moitié (49%) des TPE recourant à des fournisseurs relève aussi des répercussions importantes de la crise parmi ces derniers.

Base : ensemble des TPE

L'évolution du carnet de commandes des TPE

Question

Et constatez-vous une baisse de votre carnet de commandes du fait de la situation financière actuelle... ?

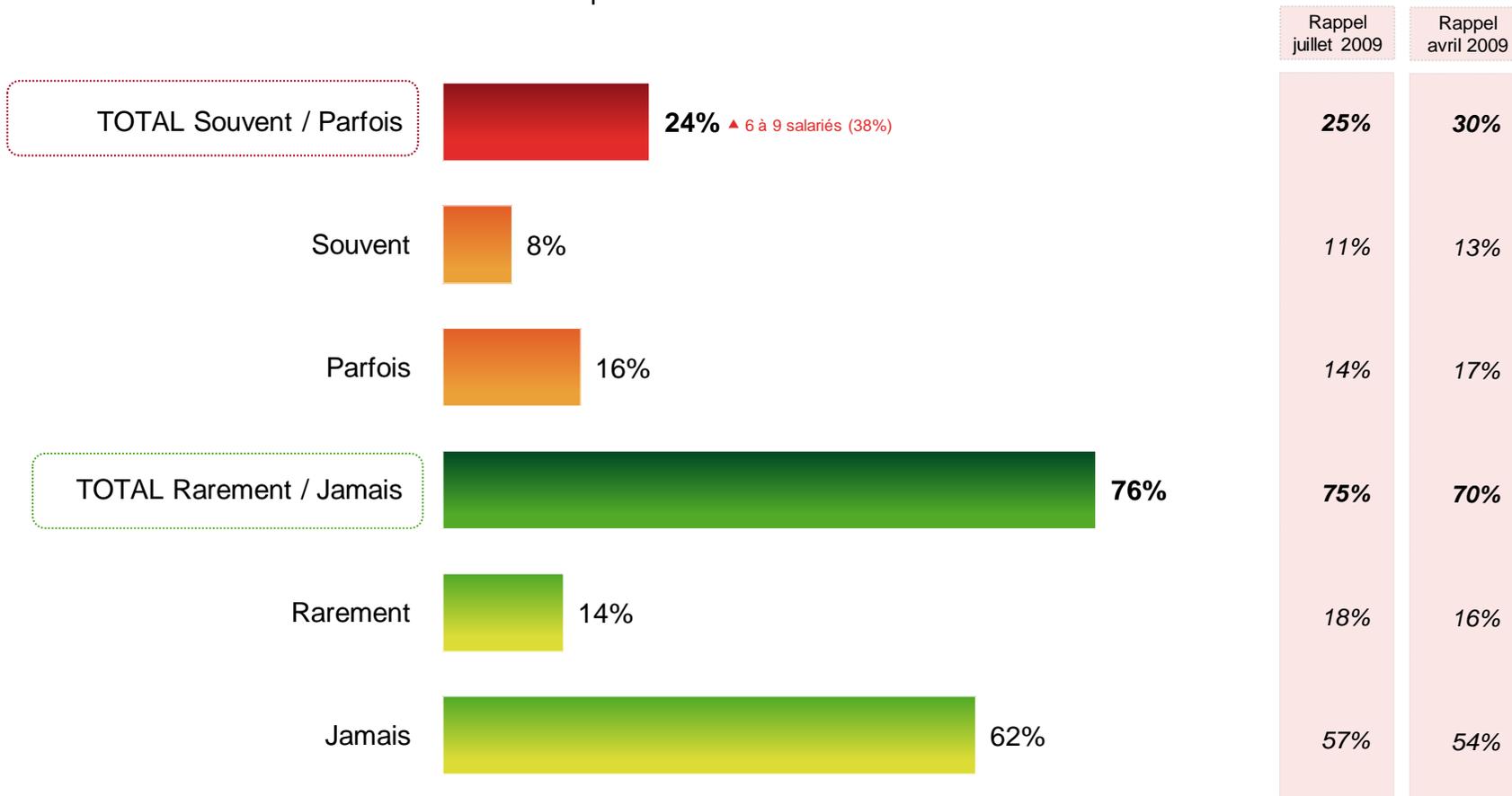


La situation financière actuelle a pour conséquence directe un manque de visibilité marqué sur l'évolution du carnet de commande pour la fin de l'année (34%), mais surtout pour 2012 (66%). On relève que 29% anticipent un ralentissement de l'activité pour le trimestre à venir et 14% pour 2012.

L'existence de tensions sociales au sein des TPE

Question

Au cours des derniers mois et compte tenu du contexte économique et social actuel, avez-vous ressenti des tensions sociales au sein de votre entreprise ?



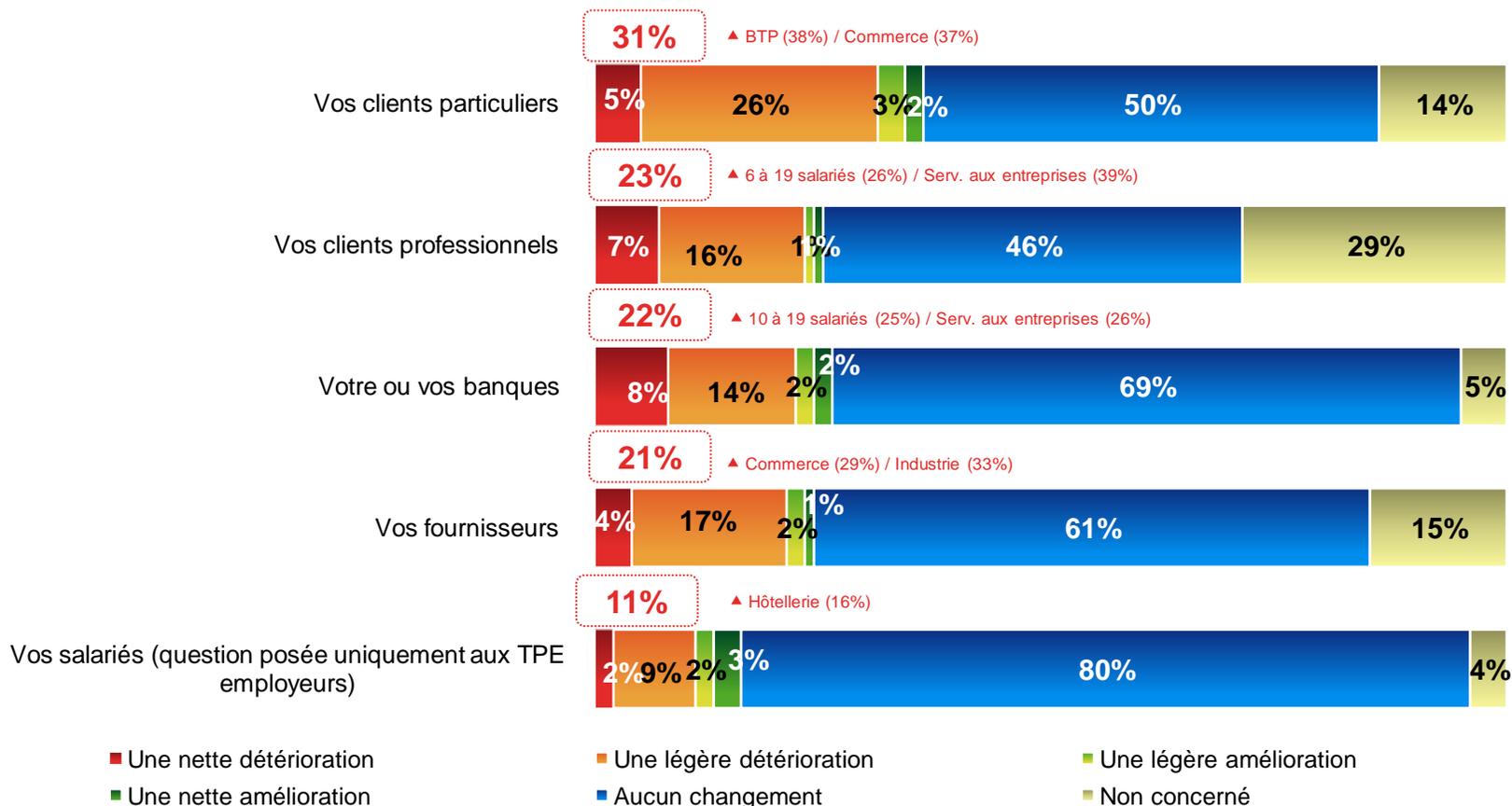
Des tensions sociales se font sentir dans 24% des TPE employant au moins un salarié, soit un niveau équivalent à celui enregistré en juillet 2009. Les difficultés se révèlent plus importantes dans les structures de 6 à 9 salariés (38%).

L'évolution des relations des TPE avec différents acteurs

Question

Globalement, diriez-vous qu'au cours des derniers mois, vous constatez une amélioration, une détérioration ou aucun changement dans les relations avec chacun des acteurs suivants du fait de la situation économique ?

Total Détérioration

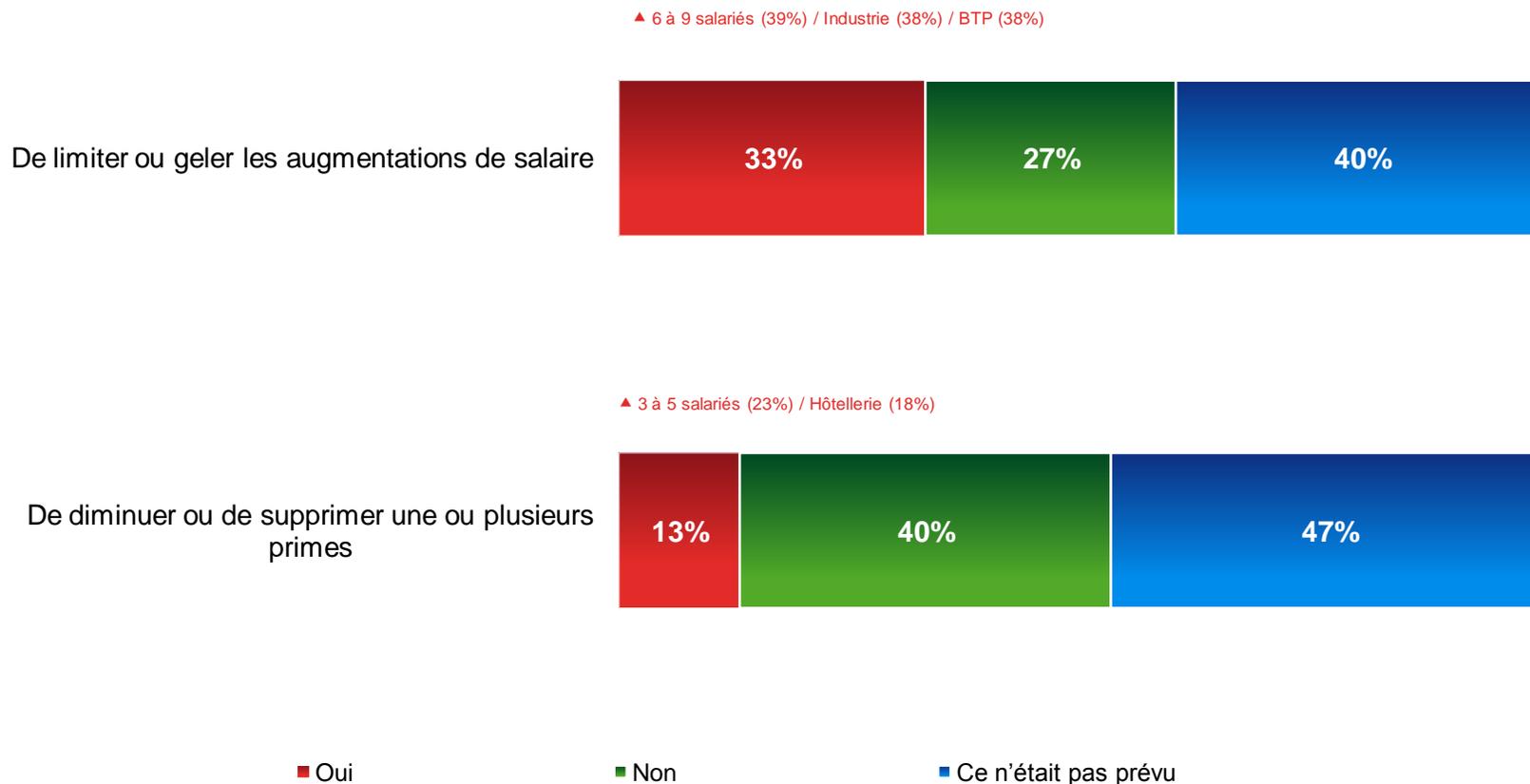


Malgré des scores minoritaires, une proportion non négligeable des TPE met en exergue une dégradation des relations avec leurs clients particuliers (36% parmi celles qui sont concernées) ou professionnels (32% parmi celles qui sont concernées). En lien logique avec les durcissements subis évoqués par 24% d'entre elles, 22% relèvent une détérioration des relations avec leur banque.

Les perspectives en termes de rémunération

Question

Et diriez-vous que du fait de votre situation financière, vous prévoyez ou non... ?

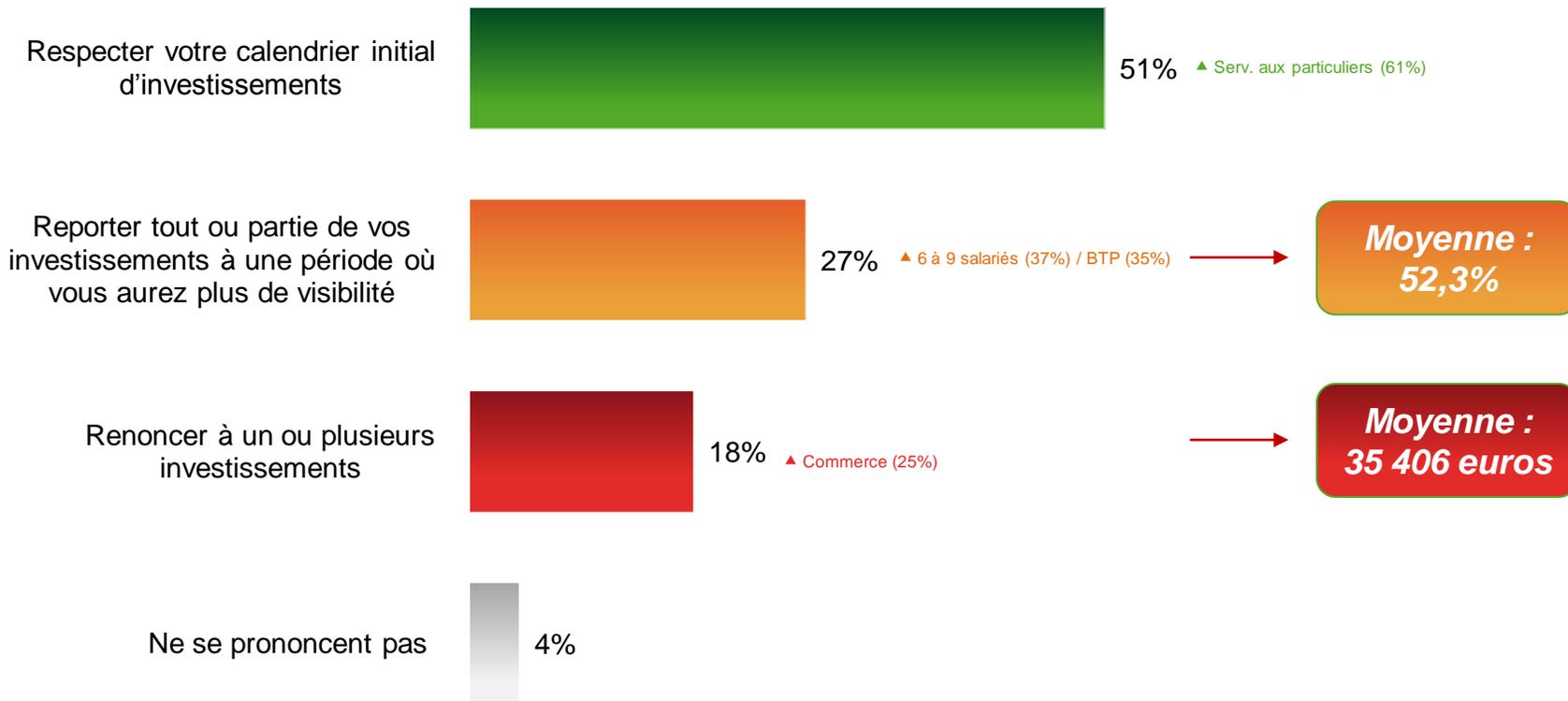


La crise va vraisemblablement impacter les salaires : 33% des employeurs prévoient ainsi de limiter ou de geler les augmentations quand 40% n'en avaient pas prévu. 13% envisagent par ailleurs de diminuer ou de supprimer les primes (contre quand même 40% qui les maintiendront).

Les prévisions d'investissement en 2012

Question

Concernant vos projets d'investissements, quel choix envisagez-vous pour 2012 ?

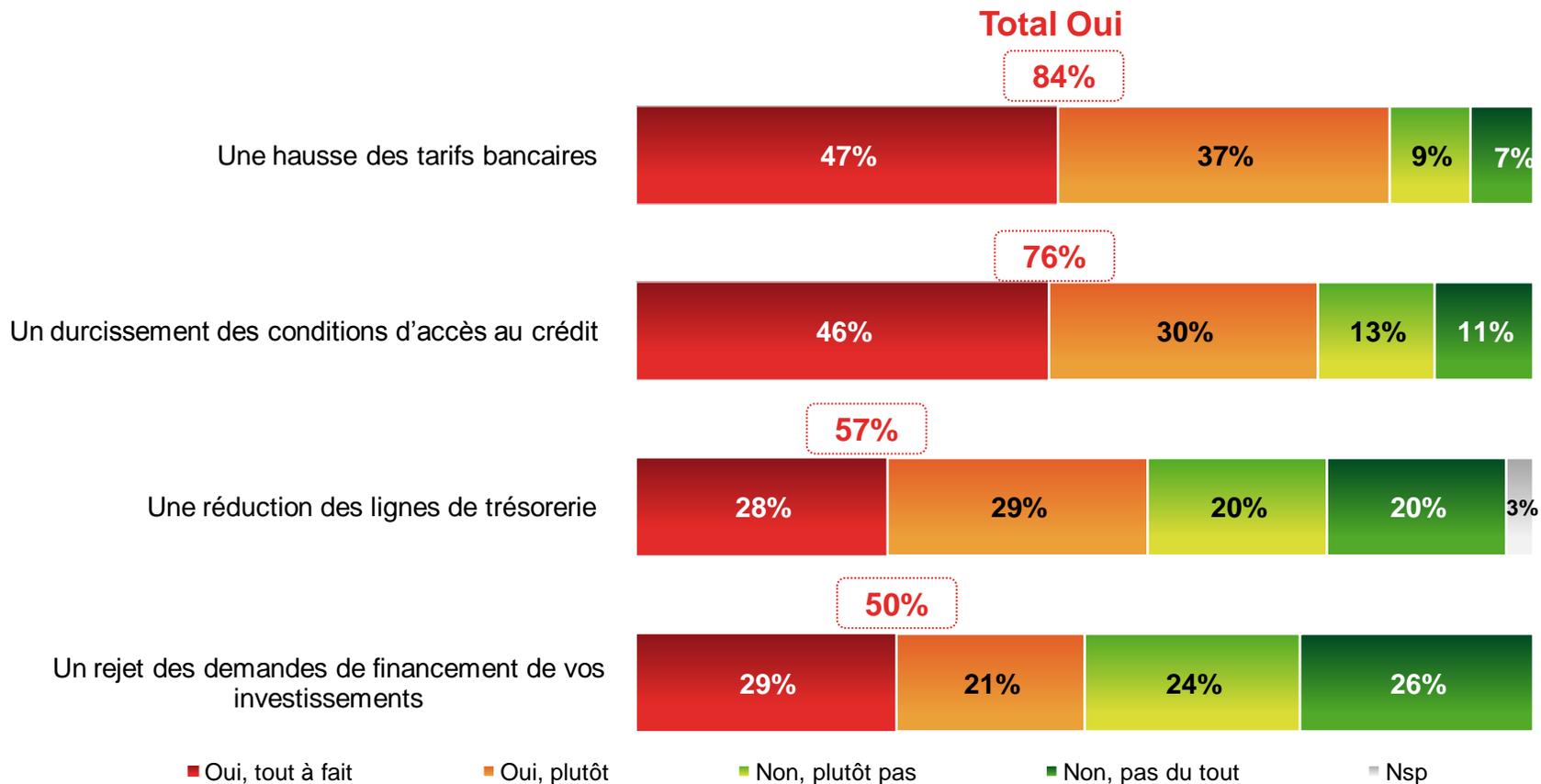


Corollaire du contexte actuel et des incertitudes en termes de carnet de commande, seule la moitié des dirigeants a l'intention de maintenir son calendrier initial d'investissements pour 2012. 27% des patrons de TPE prévoient d'en reporter tout ou partie (en moyenne 52,3%) et 18% d'y renoncer entièrement, le montant moyen des dépenses annulées s'établissant à plus de 35 000 euros.

Les craintes de durcissement des conditions bancaires

Question

Craignez-vous les mesures suivantes au sein de votre ou de vos banques, du fait de la crise financière... ?



Les chefs d'entreprise interrogés expriment massivement leurs craintes d'une hausse des tarifs bancaires ou d'un durcissement des conditions d'accès au crédit.

Le regard sur la crise et la fiscalité

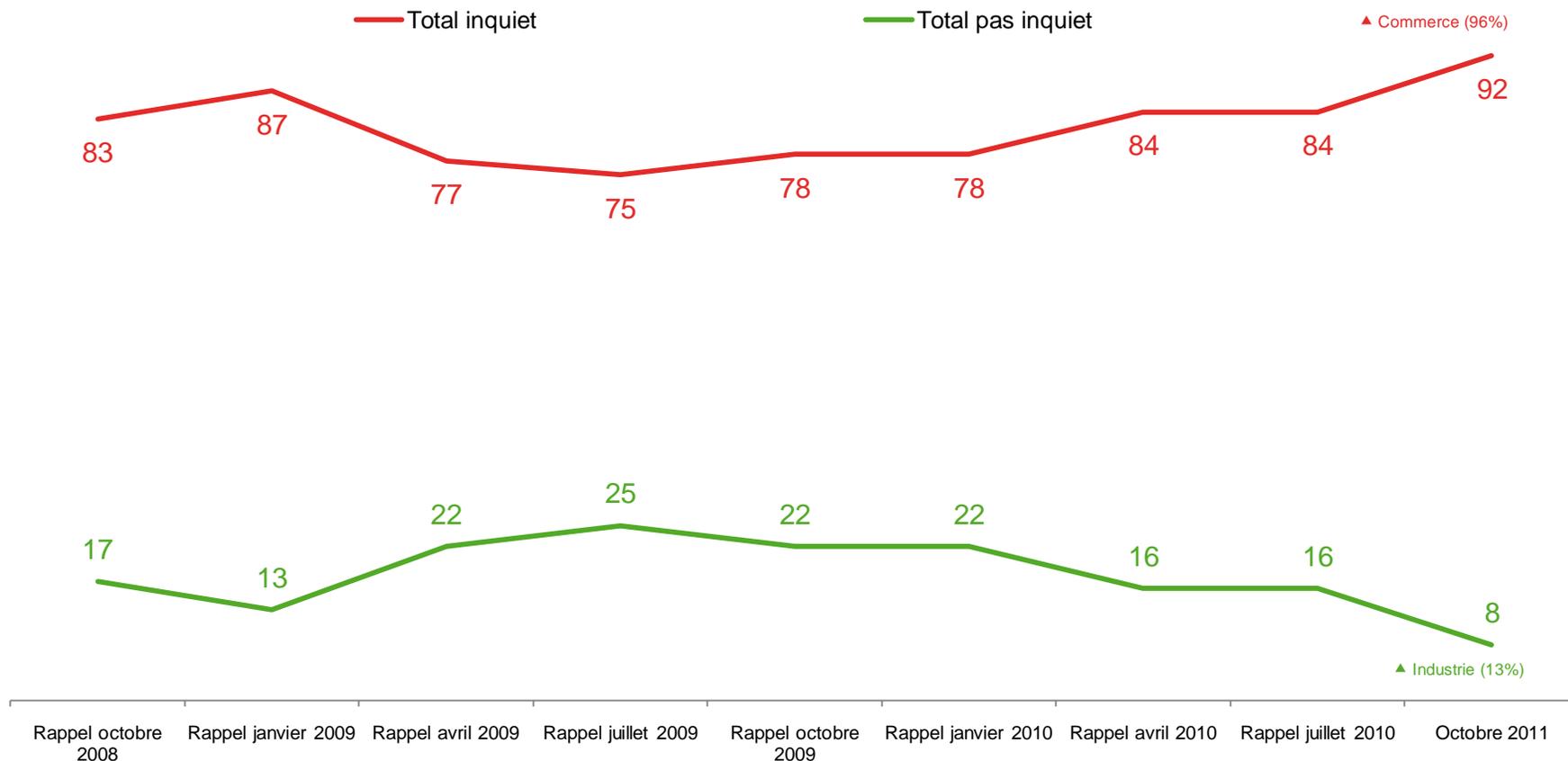
Note de lecture

- (↗↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

Le niveau d'inquiétude pour l'économie française

Question

Vous personnellement, en pensant à la crise actuelle, diriez-vous que vous êtes tout à fait inquiet, plutôt inquiet, plutôt pas inquiet ou pas du tout inquiet pour l'économie française ?



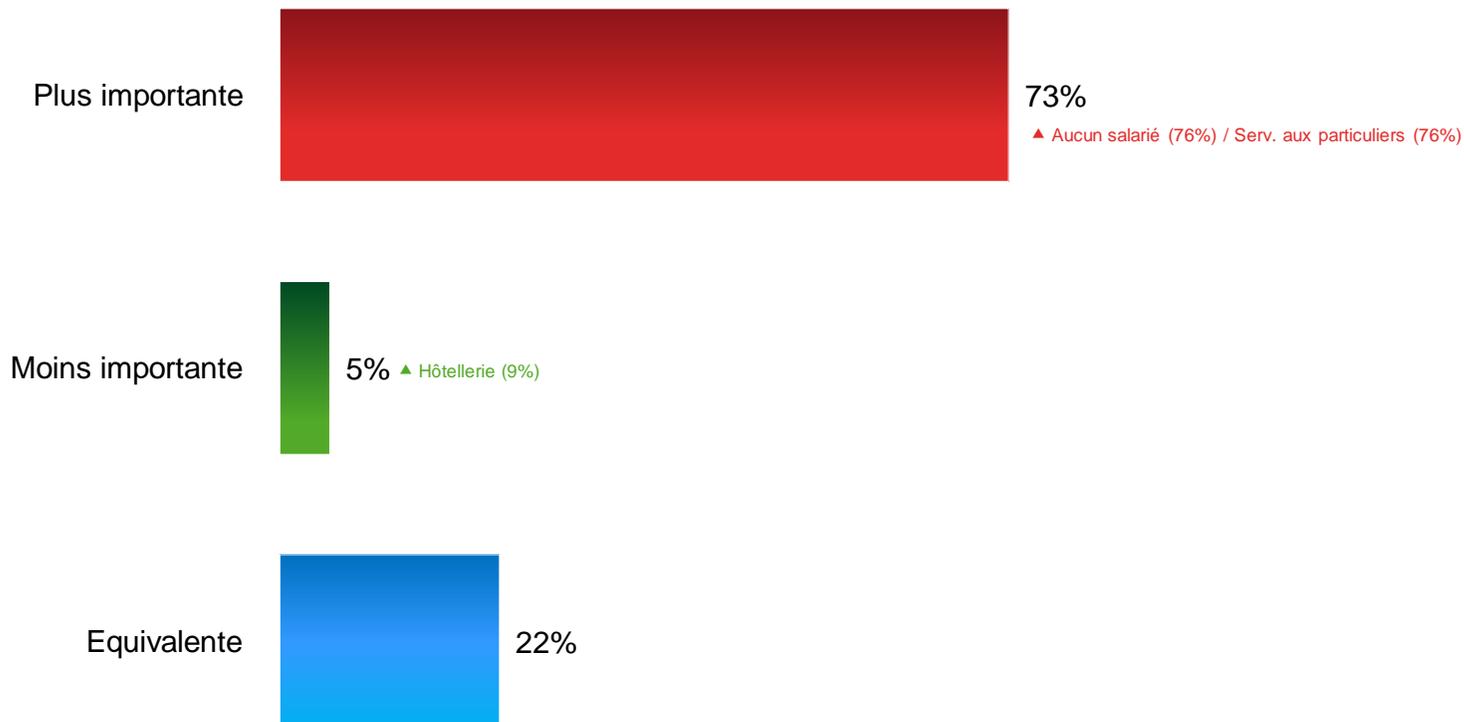
L'inquiétude des dirigeants face à la situation économique augmente de 8 points par rapport à la dernière mesure réalisée en juillet 2010, atteignant un niveau plus élevé que celui enregistré au cœur de la crise de 2008-2009, où il culminait à 87%.

Base : ensemble des TPE

La comparaison de l'ampleur de la crise actuelle avec celle de 2008-2009

Question

Et diriez-vous que l'ampleur de cette crise est plus importante, moins importante ou équivalente à celle de 2008-2009 ?

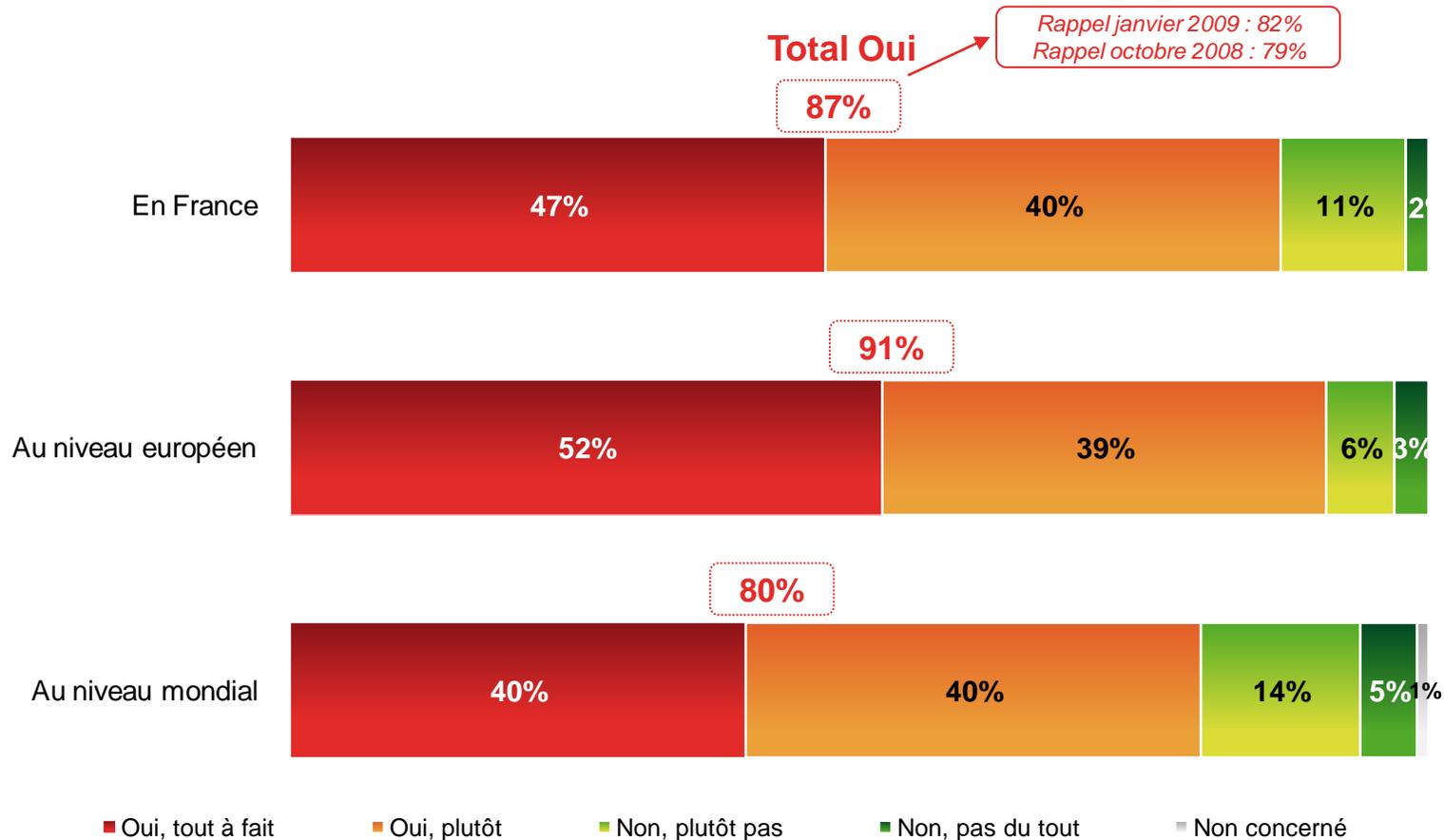


Corollaire de ce jugement, 73% des patrons de TPE jugent l'ampleur de la crise actuelle supérieure à celle rencontrée il y a deux ans, 22% l'estimant équivalente et 5% seulement moins importante.

L'anticipation d'une récession économique

Question

Pensez-vous que la crise va déboucher sur une période de récession économique... ?



Dans ce contexte marqué par des réunions successives des gouvernements européens pour résoudre la crise, 91% des chefs d'entreprise interrogés pronostiquent une période de récession économique au niveau européen et 87% en France (+5 points par rapport à janvier 2009). A un niveau également très élevé, 80% anticipent une récession au niveau mondial.

Base : ensemble des TPE

La nature et les responsables de la crise actuelle

Question

Considérez-vous que la crise actuelle est avant tout... ?

Question

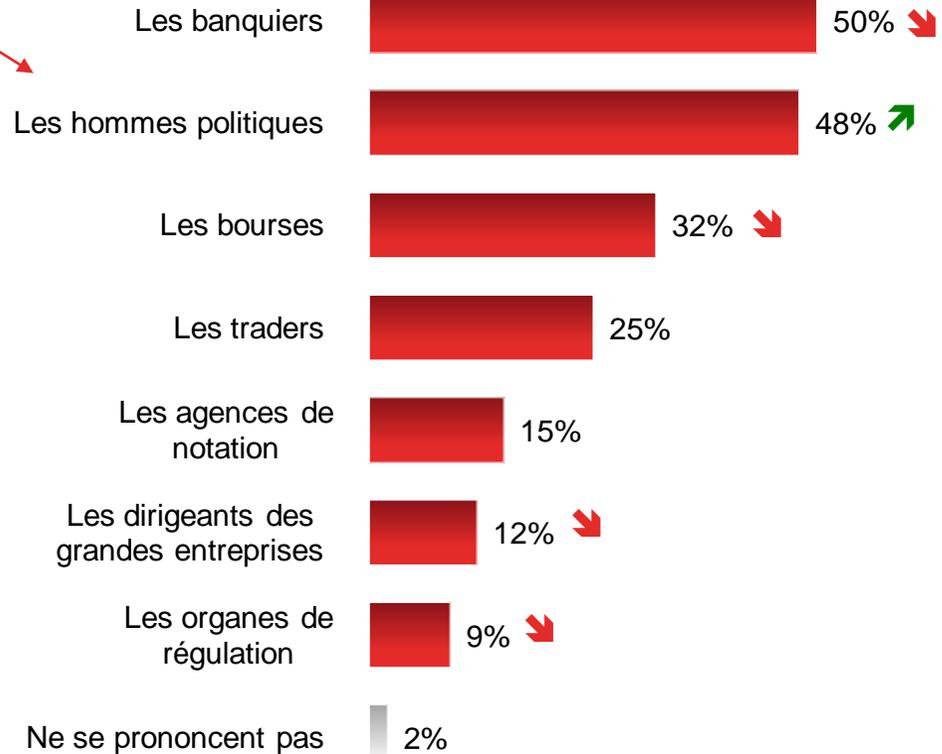
Qui en sont, selon vous, les principaux responsables ?

Une crise des systèmes financiers, économiques et / ou politiques : 92% ↗
 (Rappel janvier 2009 : 88%)



Une crise conjoncturelle
 8%

(Rappel janvier 2009 : 12%)



De même qu'en 2009, les patrons de TPE appréhendent la situation économique actuelle presque unanimement comme une crise des systèmes financiers, économiques et politiques (92%) plutôt que conjoncturelle (8%). Par rapport à 2009, ils attribuent un rôle accru aux hommes politiques (48%, +17 points), presque au même niveau que les banques (50%, -12 points).

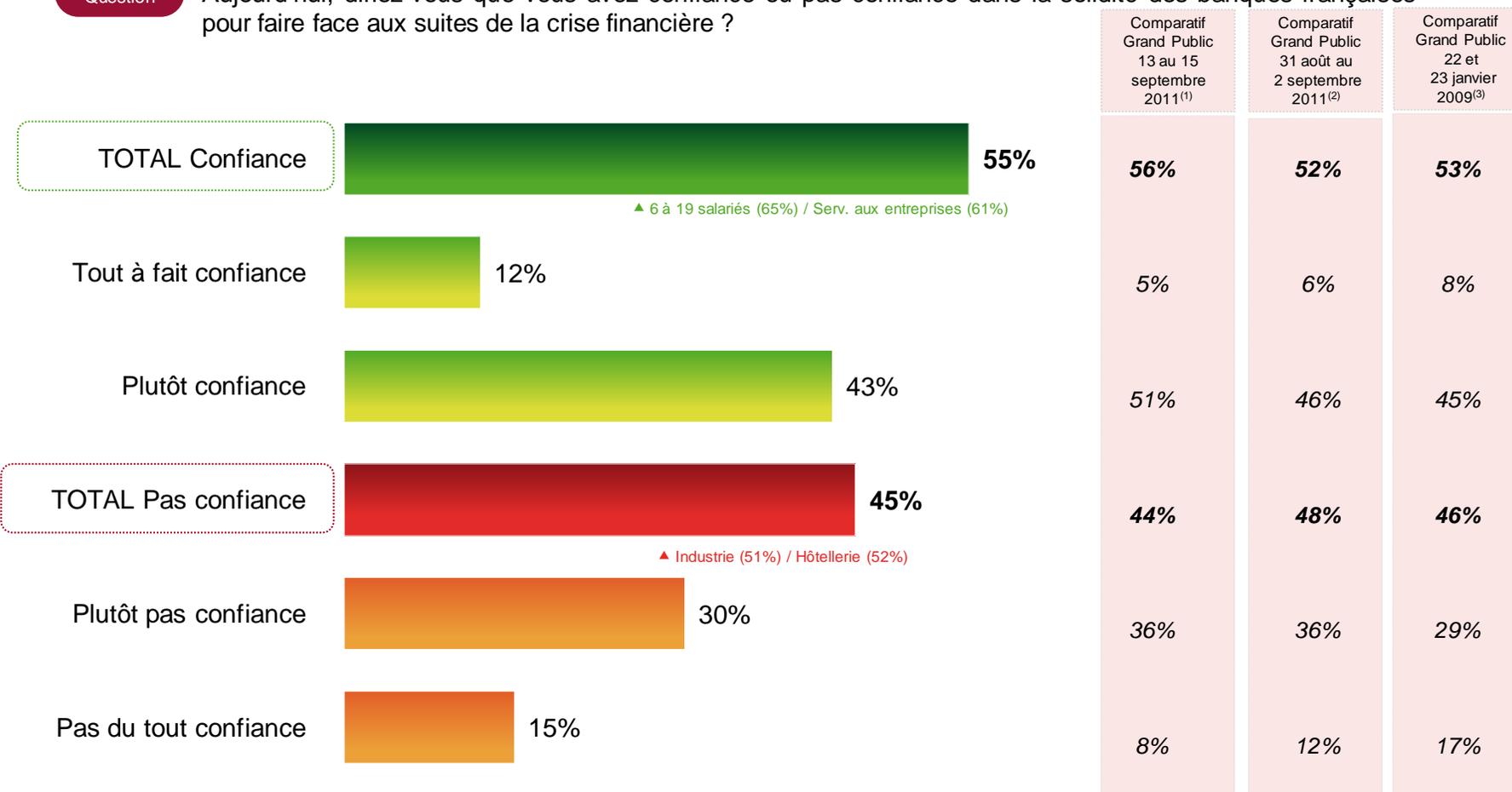
Base : ensemble des TPE

Base : question posée uniquement aux patrons de TPE estimant que la crise actuelle est avant tout une crise des systèmes financiers, économiques et ou politiques.

La confiance dans les banques pour faire face à la crise actuelle

Question

Aujourd'hui, diriez-vous que vous avez confiance ou pas confiance dans la solidité des banques françaises pour faire face aux suites de la crise financière ?



A l'instar du grand public, la confiance des dirigeants interrogés dans la solidité s'avère mitigée, 55% se montrant optimistes contre 45% qui n'ont pas confiance. Notons que près d'un sur cinq (15%) déclare n'avoir « pas du tout confiance ».

Base : ensemble des TPE

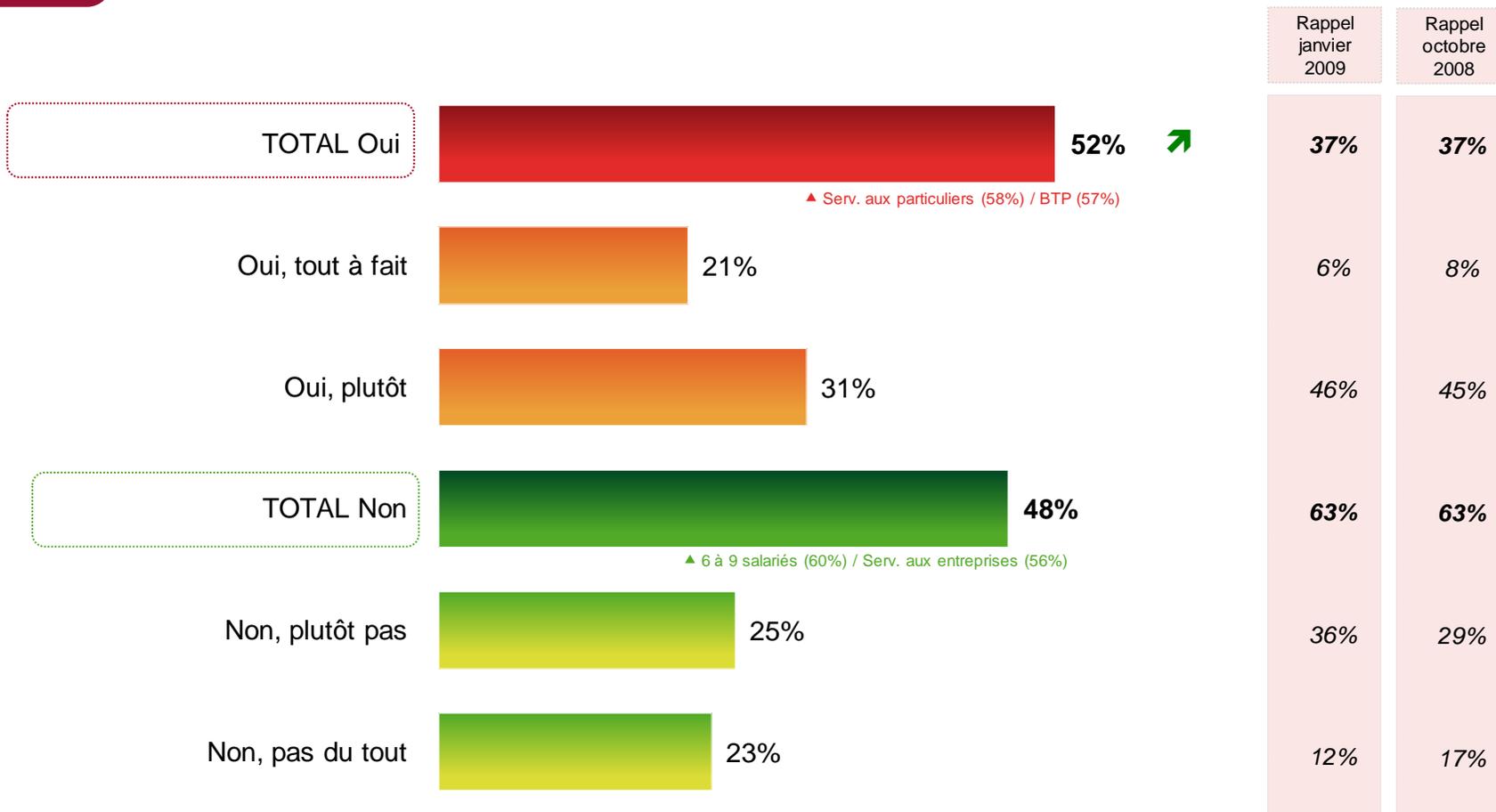
(1) Etude Ifop pour Atlantico réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 13 au 15 septembre 2011 auprès d'un échantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

(2) Etude Ifop pour le JDD.fr réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 31 août au 2 septembre 2011, auprès d'un échantillon de 1027 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

(3) Etude Ifop pour Le Journal du Dimanche réalisée par téléphone du 22 au 23 janvier 2009, auprès d'un échantillon de 956 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La crainte de faillite d'une ou plusieurs banques françaises

Question Redoutez-vous la faillite d'une ou plusieurs banques françaises ?



Du fait d'une certaine défiance vis-à-vis de la pérennité des banques françaises, la moitié des patrons de TPE déclare redouter la faillite de l'une ou de plusieurs d'entre elles, cette crainte s'avérant plus prononcée dans le BTP (57%) et les services aux particuliers (58%). Elle dépasse nettement le niveau enregistré lors de la crise de 2008-2009 (+15 points).

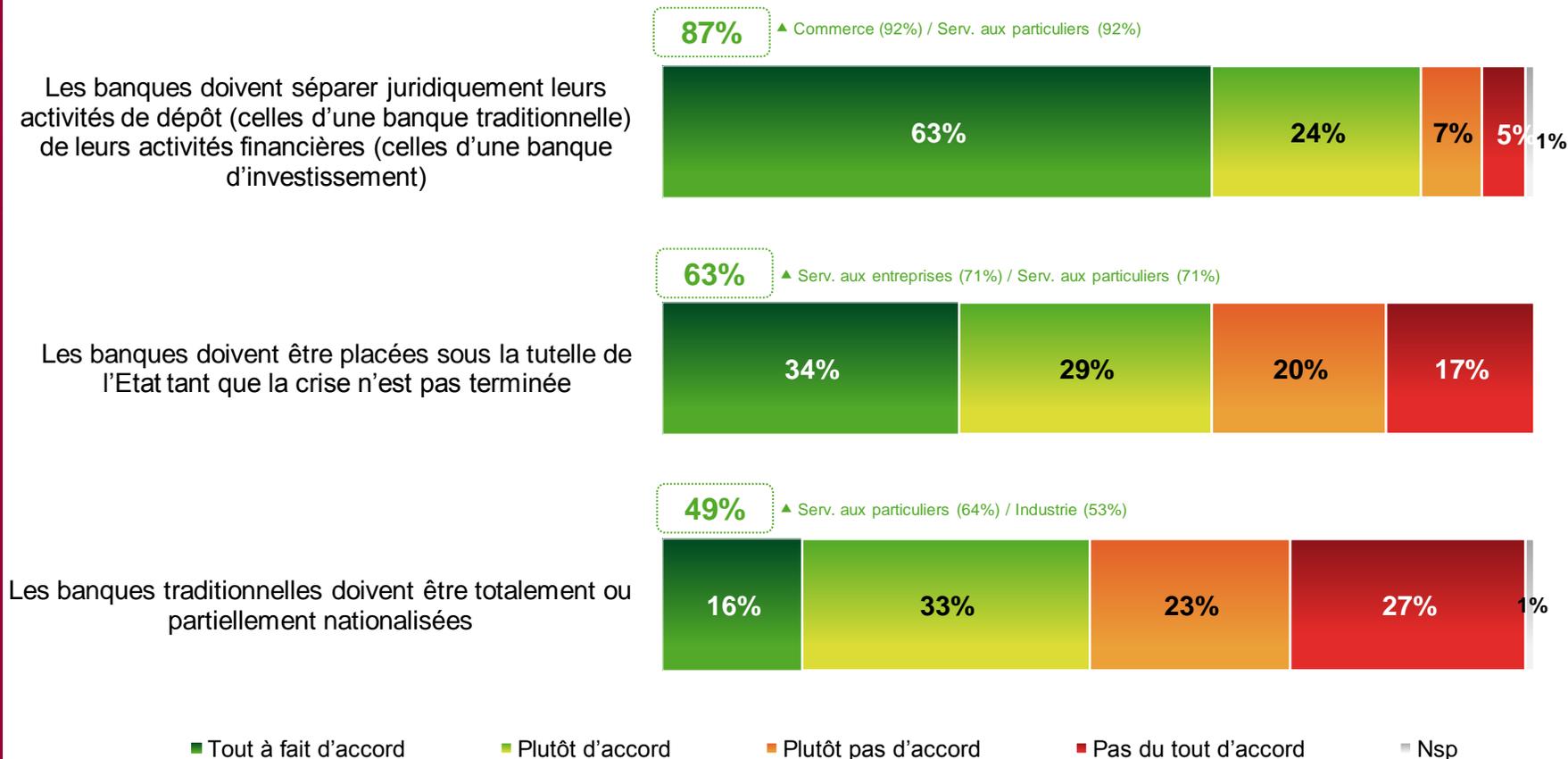
Base : ensemble des TPE

Les souhaits d'évolution du système bancaire

Question

Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les phrases suivantes au sujet de l'évolution du système bancaire ?

Total D'accord



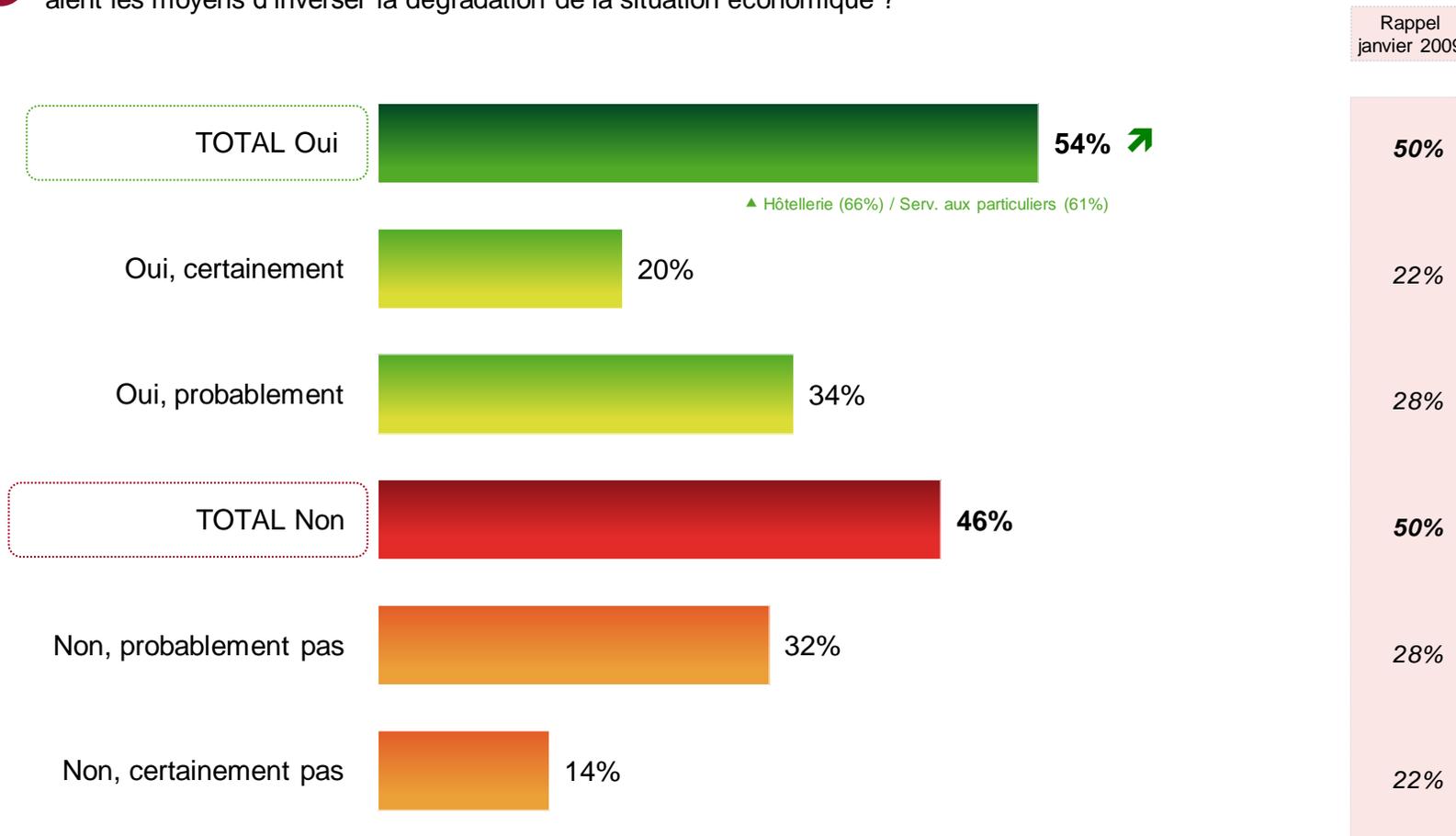
Les patrons de TPE adhèrent presque en totalité à une séparation juridique des activités de dépôt et des activités financières des banques. Une large majorité (63%) soutient la mise sous tutelle des banques en période de crise. Notons que la moitié d'entre eux témoigne de son adhésion à la nationalisation au moins partielle des banques traditionnelles.

Base : ensemble des TPE

La capacité des dirigeants européens à inverser la situation

Question

Pensez-vous que les hommes et les femmes politiques européens, quelle que soit leur appartenance, aient les moyens d'inverser la dégradation de la situation économique ?

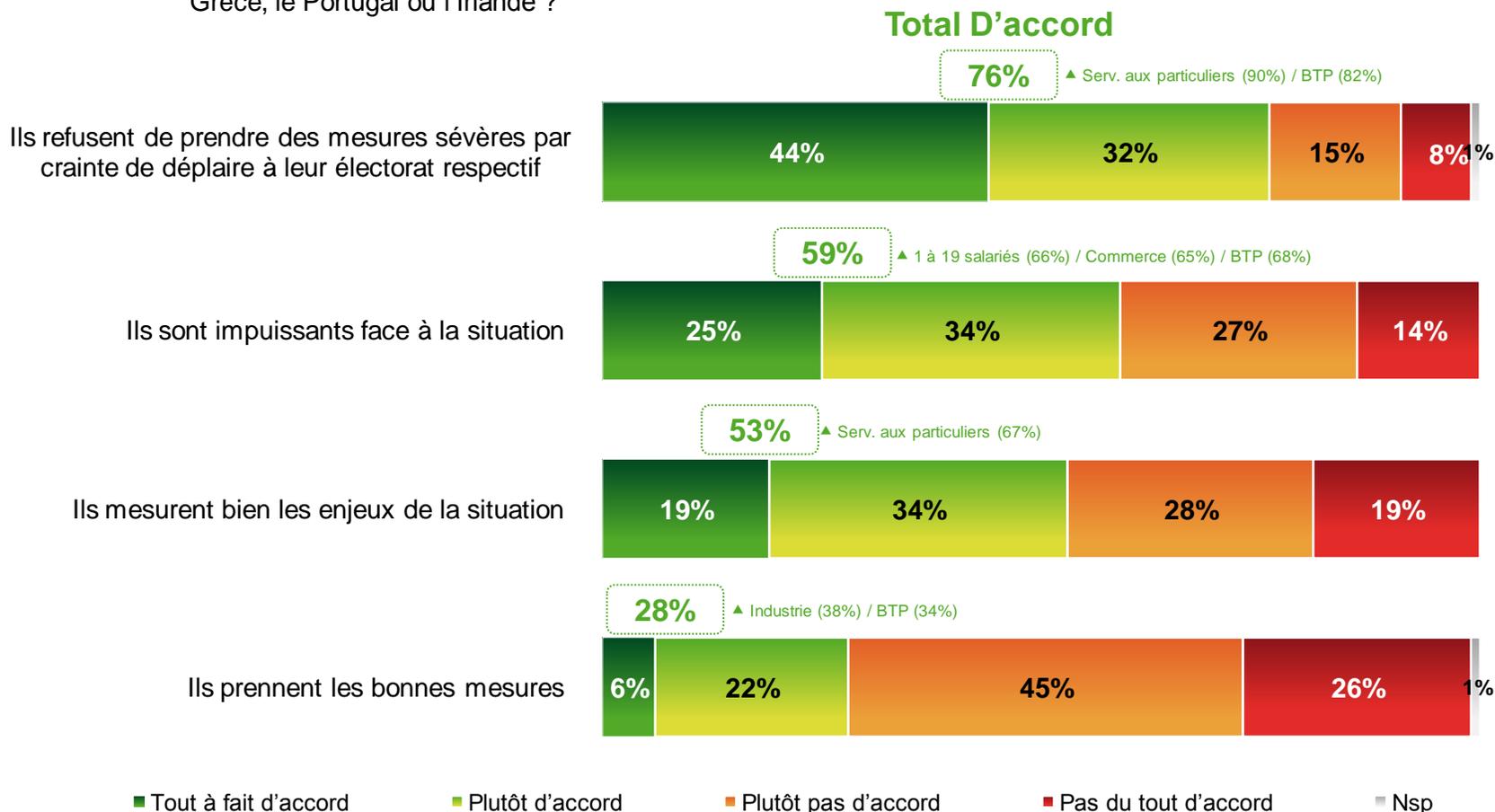


Les chefs d'entreprise, témoignant une nouvelle fois de l'ampleur attribuée à la crise, n'estiment que pour une courte majorité d'entre eux que les hommes et femmes politiques européens disposent des moyens d'inverser la dégradation de la situation économique, malgré une légère progression par rapport à 2009 (54%, +4 points).

Les jugements sur la gestion politique de la crise de la dette

Question

Etes-vous d'accord ou pas d'accord avec les phrases suivantes, sur la façon dont les hommes et les femmes politiques européens, quelle que soit leur appartenance, gèrent le problème de la dette de pays comme la Grèce, le Portugal ou l'Irlande ?



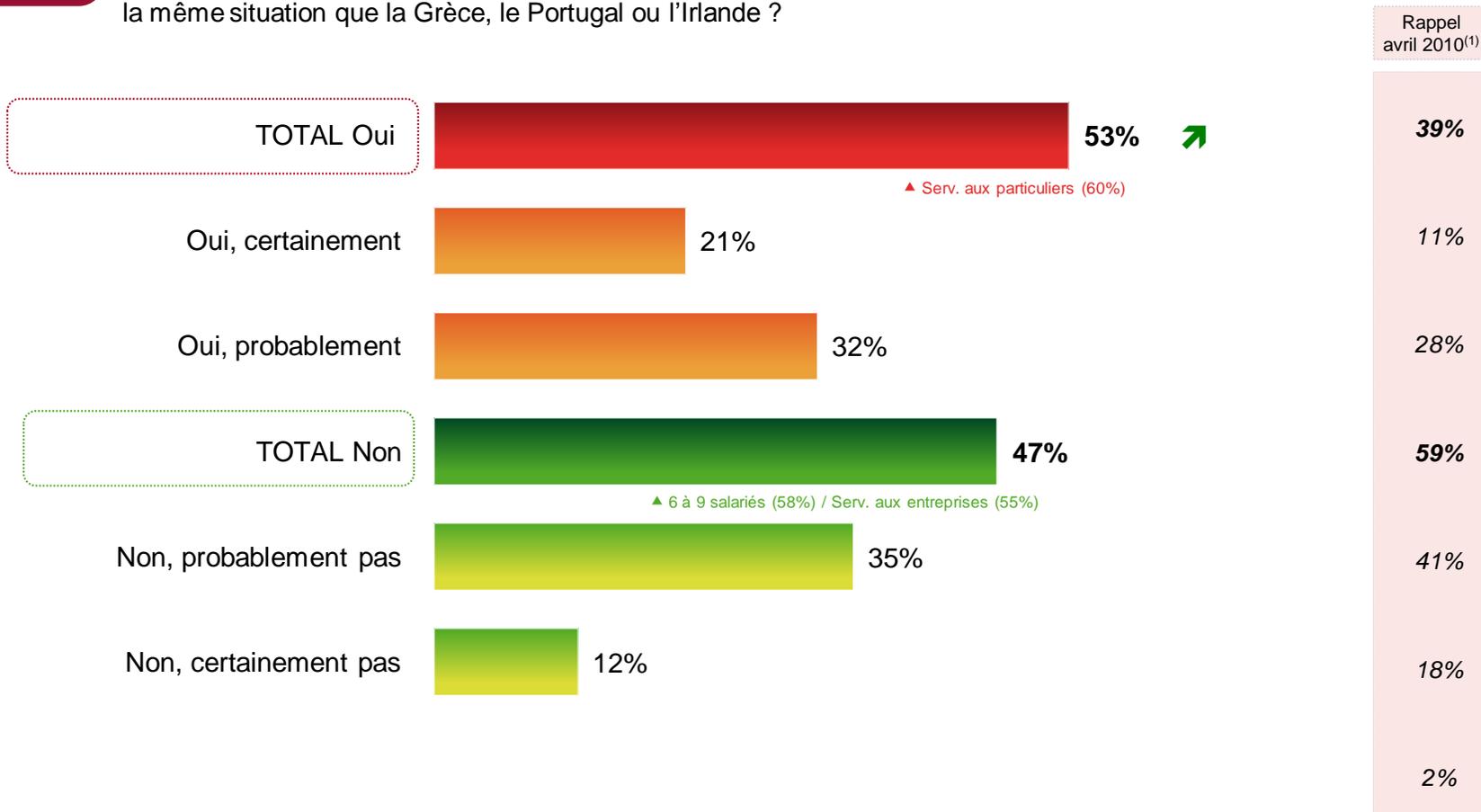
Les patrons de TPE mettent largement en exergue (76%) le sentiment que les dirigeants européens refusent de prendre des mesures sévères face au problème de la dette par crainte de déplaire à leur électorat respectif, d'où le fait qu'ils ne prennent pas les bonnes mesures (71%). Malgré cela, ils soulignent majoritairement la bonne mesure des enjeux (53%) et l'impuissance des politiques face à la situation (59%).

Base : ensemble des TPE

La France en faillite ?

Question

Selon vous, la France pourrait-elle connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce, le Portugal ou l'Irlande ?



Une proportion accrue et désormais majoritaire des chefs d'entreprise craint pour la France la même situation que la Grèce, le Portugal ou l'Irlande dans les mois ou les années à venir (53%, +14 points depuis le mois d'avril 2010).

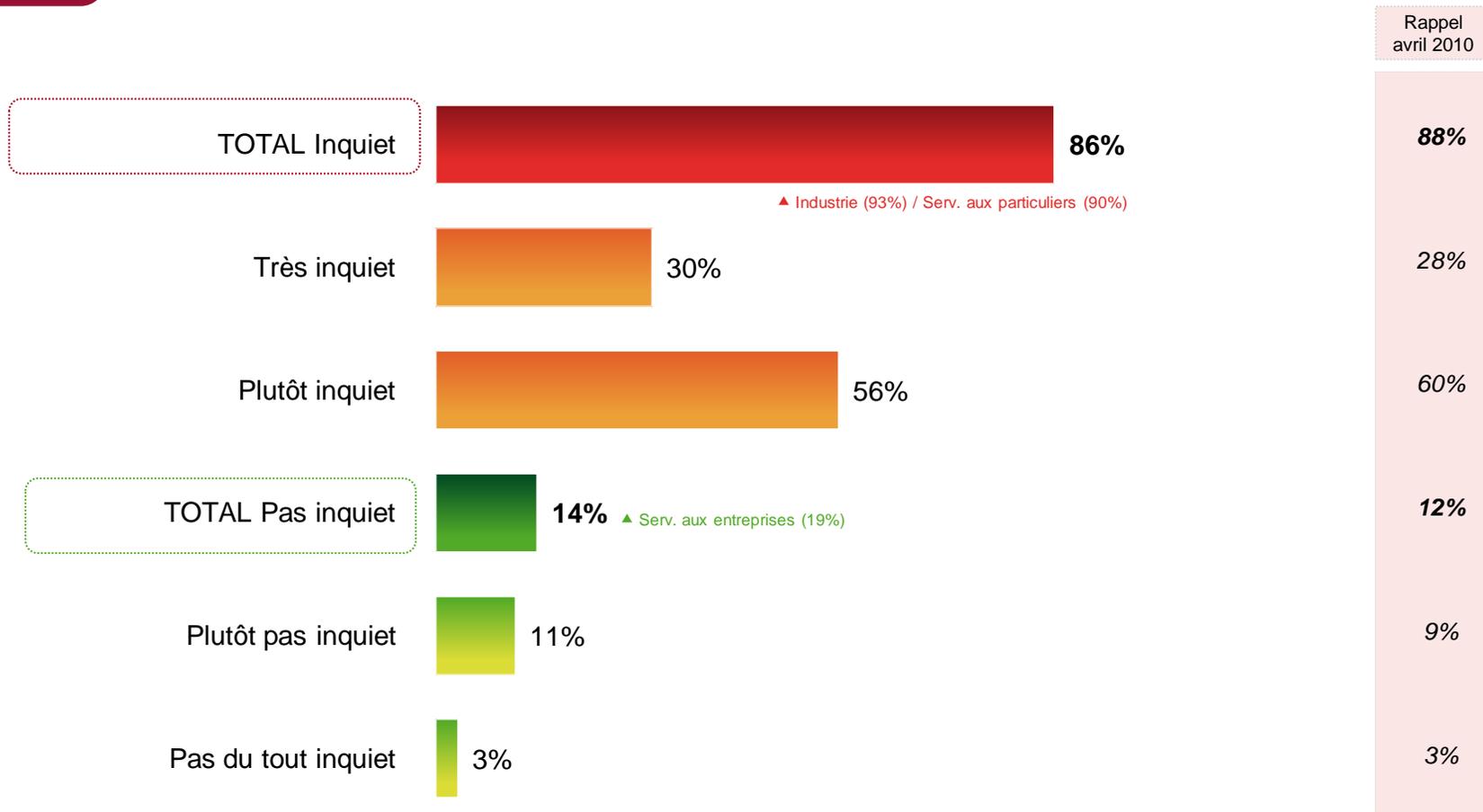
Base : ensemble des TPE

(1) En avril 2010, l'intitulé de la question était : « Selon vous, la France pourrait-elle connaître dans les prochains mois ou les prochaines années la même situation que la Grèce ? »

L'inquiétude face au déficit public et à la dette de l'Etat

Question

Vous, personnellement, en pensant au déficit public et à la dette de l'Etat, diriez-vous que vous êtes ... ?



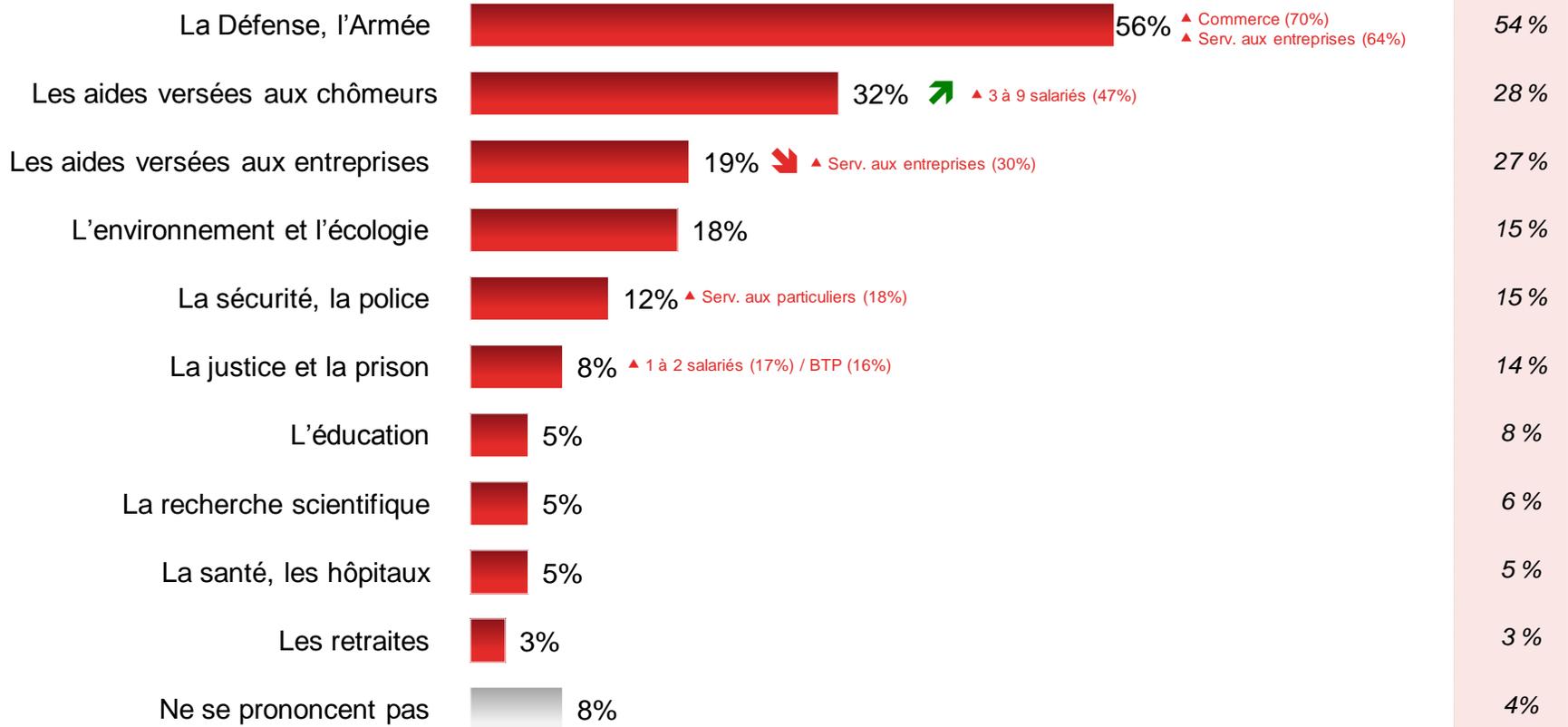
Les craintes face au déficit public et à la dette de l'Etat se maintiennent sans surprise à un niveau très élevé (86%, et même 93% dans l'industrie), 30% se disant même très inquiets.

Les secteurs à privilégier en matière de réduction des dépenses publiques

Question

Si l'on devait réduire les dépenses publiques pour diminuer la dette de notre Etat, dans quel secteur en priorité faudrait-il les réduire ?

Rappel
 janvier 2009



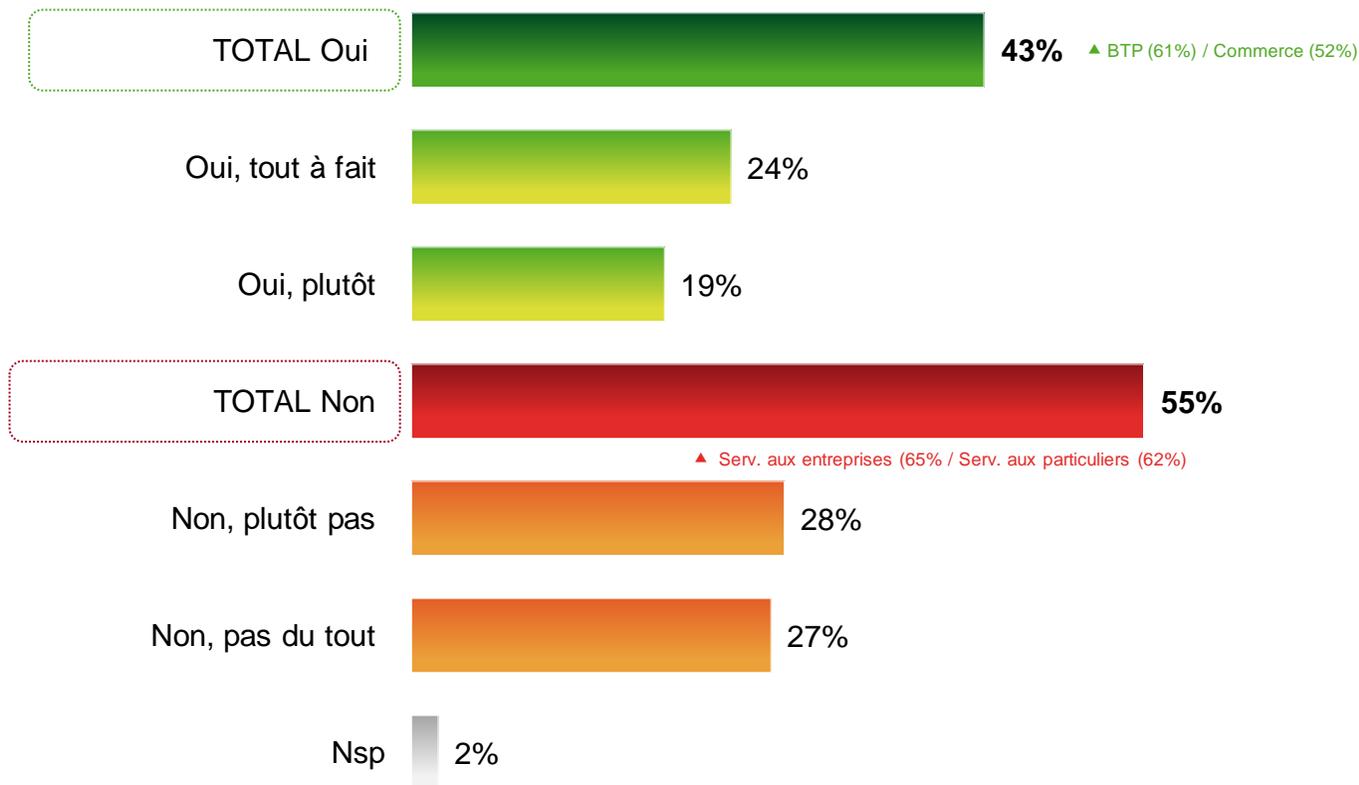
La Défense et l'Armée demeurent, comme en janvier 2009, le premier poste identifié en matière de réduction des dépenses publiques, devant nettement les aides aux chômeurs (32%, +4 points). Les souhaits de diminution des aides versées aux entreprises diminuent fortement, en lien logique avec le contexte économique et les difficultés afférentes (19%, -8 points)

Base : ensemble des TPE

Sortir des pays de l'euro ?

Question

Selon vous, faut-il instaurer, au niveau de la zone euro, pour les pays qui ne maîtrisent pas l'évolution de leur dette, un mécanisme prévoyant d'office un retour à leur monnaie nationale ?



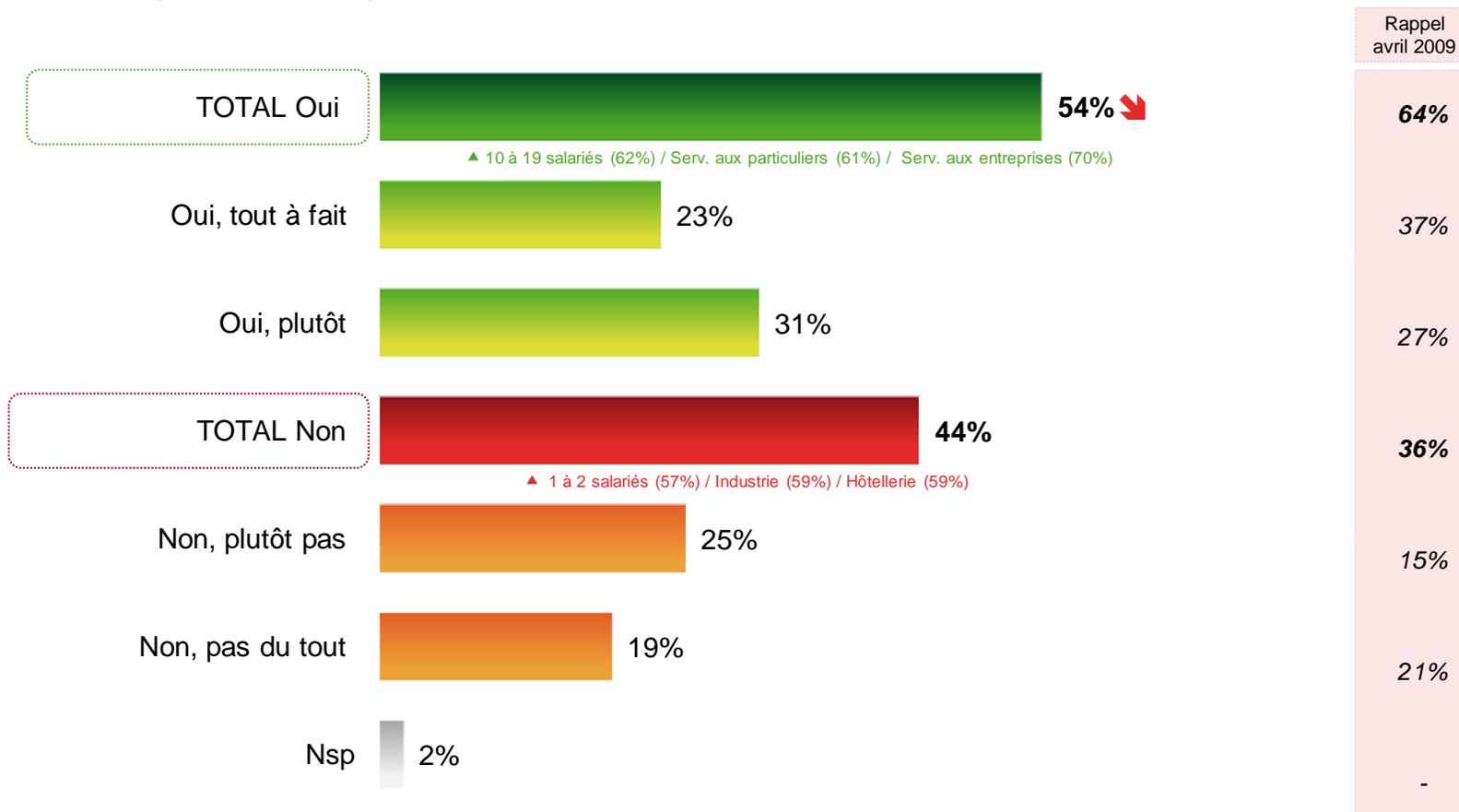
Malgré un score minoritaire, une part importante des TPE est favorable à l'instauration d'un système de retour d'office à la monnaie nationale pour les pays de la zone euro qui ne maîtrisent pas l'évolution de leur dette (43%).

Base : ensemble des TPE

L'euro, protecteur de l'économie française ?

Question

Selon vous, l'Euro protège-t-il mieux l'économie française que ne l'aurait fait le Franc en période de crise économique comme celle que nous connaissons actuellement ?



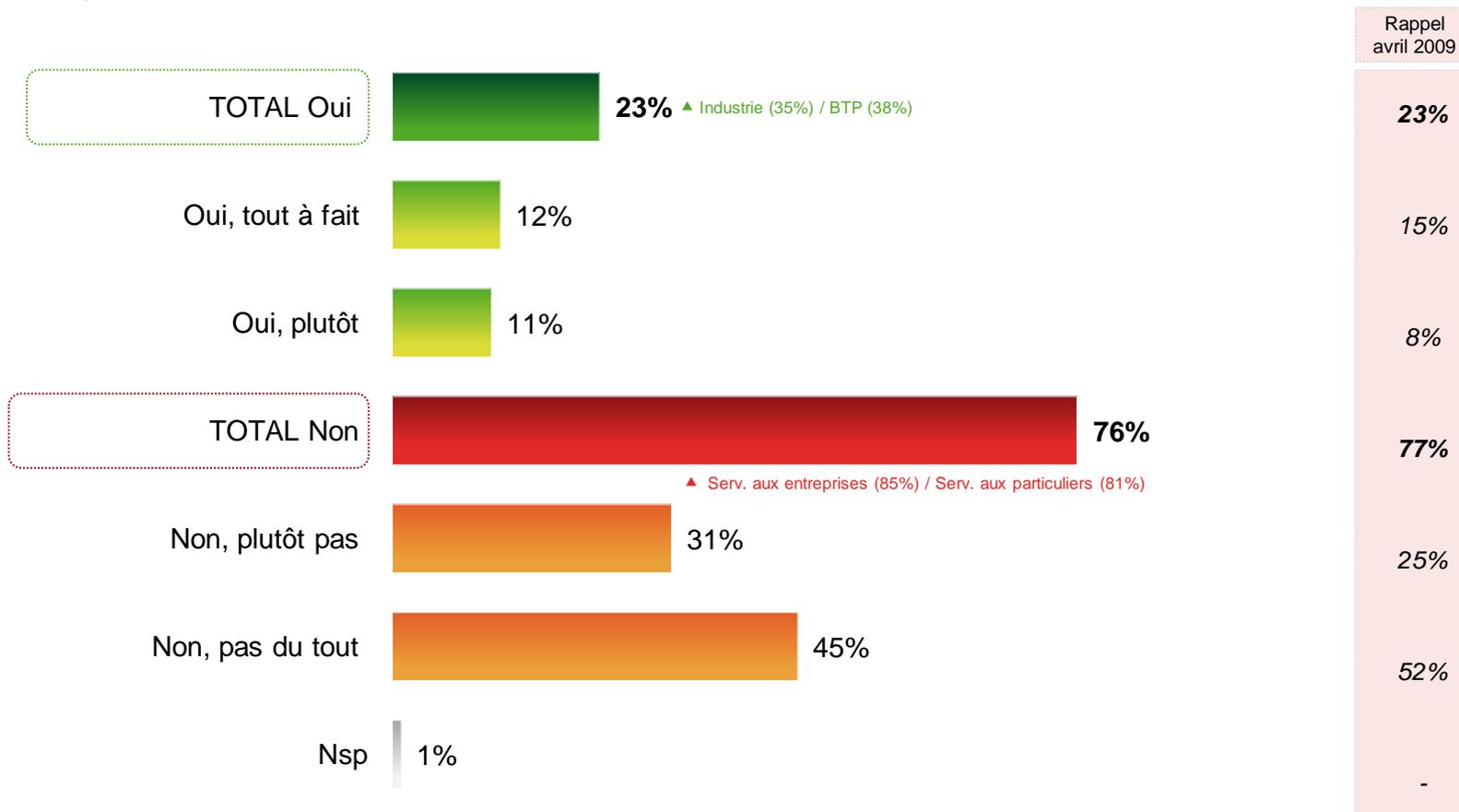
Tandis qu'en avril 2009, près des deux tiers des dirigeants interrogés jugeaient que l'euro protégeait mieux l'économie que ne l'aurait fait le franc, les opinions se révèlent désormais plus partagées (54% contre 44% qui expriment un avis contraire).

Base : ensemble des TPE

Sortir de l'Union Européenne ?

Question

Selon vous, faut-il sortir de l'Union Européenne pour mieux protéger notre industrie et plus généralement nos emplois ?



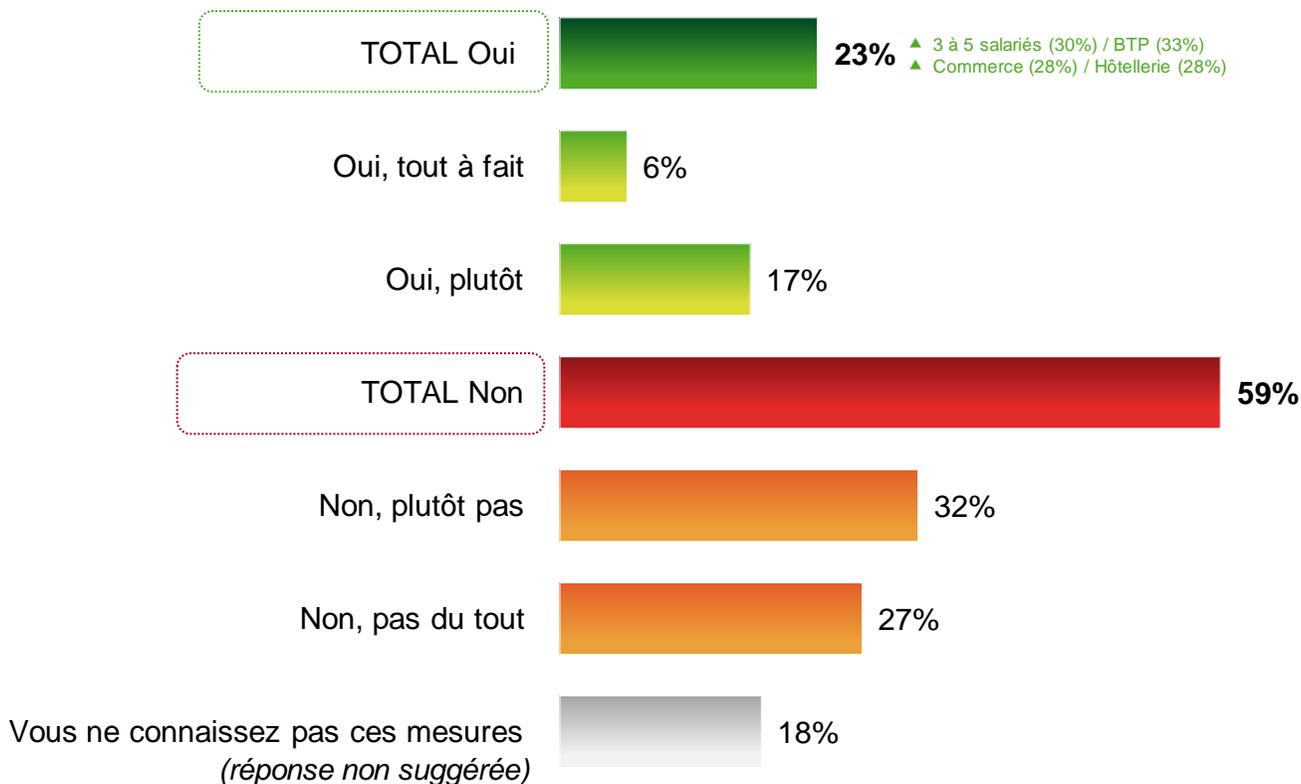
Pour autant, les TPE ne souhaitent pas plus fortement qu'en 2009 sortir de l'Union Européenne pour protéger l'économie et l'emploi nationaux (23%). Notons que les dirigeants de l'industrie (35%) et du BTP (38%) soutiennent davantage cette possibilité.

Base : ensemble des TPE

La politique budgétaire de la France

Question

Après avoir fait voter deux lois de finances rectificatives en juillet et septembre 2011, le gouvernement s'apprête, comme chaque année, à soumettre au Parlement la loi de finances pour 2012 et la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012. Selon vous, toutes les mesures prises ou proposées dans ces différentes lois, sont-elles à la hauteur des enjeux et des problèmes de la France ?

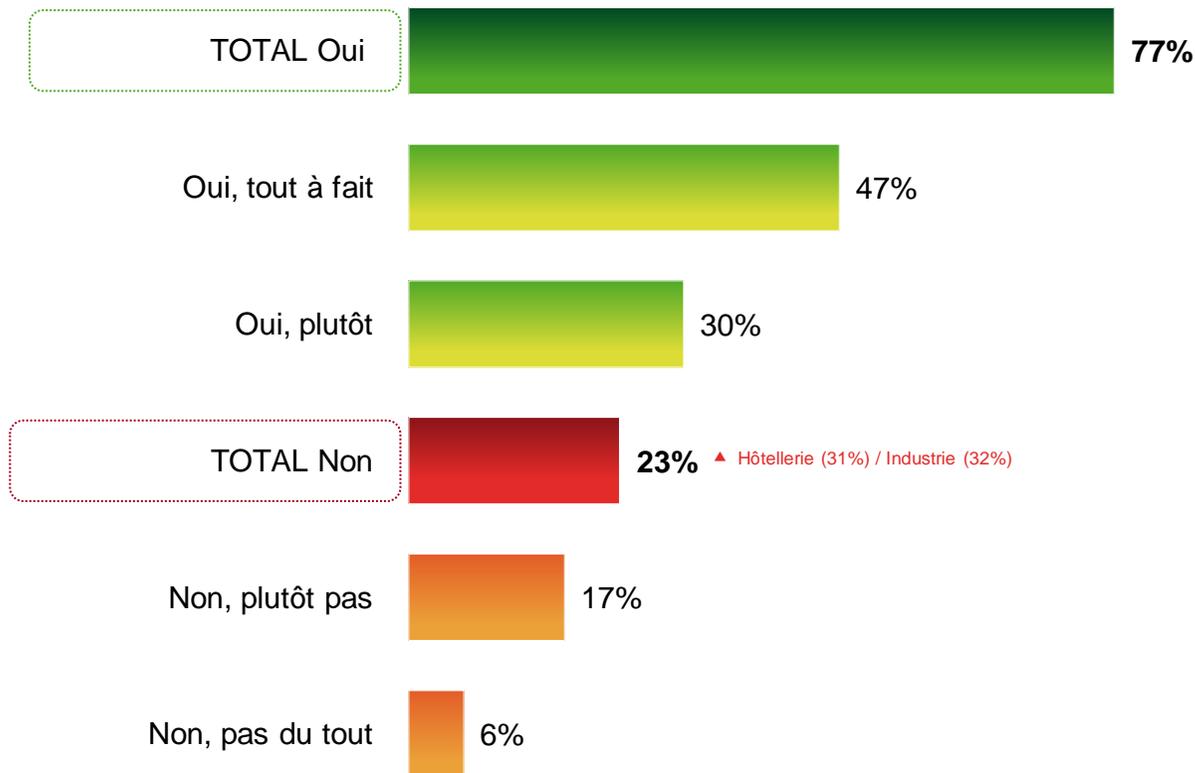


Pour une majorité des structures de 0 à 19 salariés, les mesures de la loi de finances et de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2012 ne sont pas à la hauteur des enjeux et des difficultés rencontrées par la France (59%). 23% seulement les évaluent favorablement tandis que 18% déclarent spontanément n'en avoir aucune connaissance.

Le courage politique

Question

Diriez-vous qu'à l'approche de l'élection présidentielle, le gouvernement renonce à prendre certaines mesures importantes mais qui pourraient s'avérer impopulaires ?



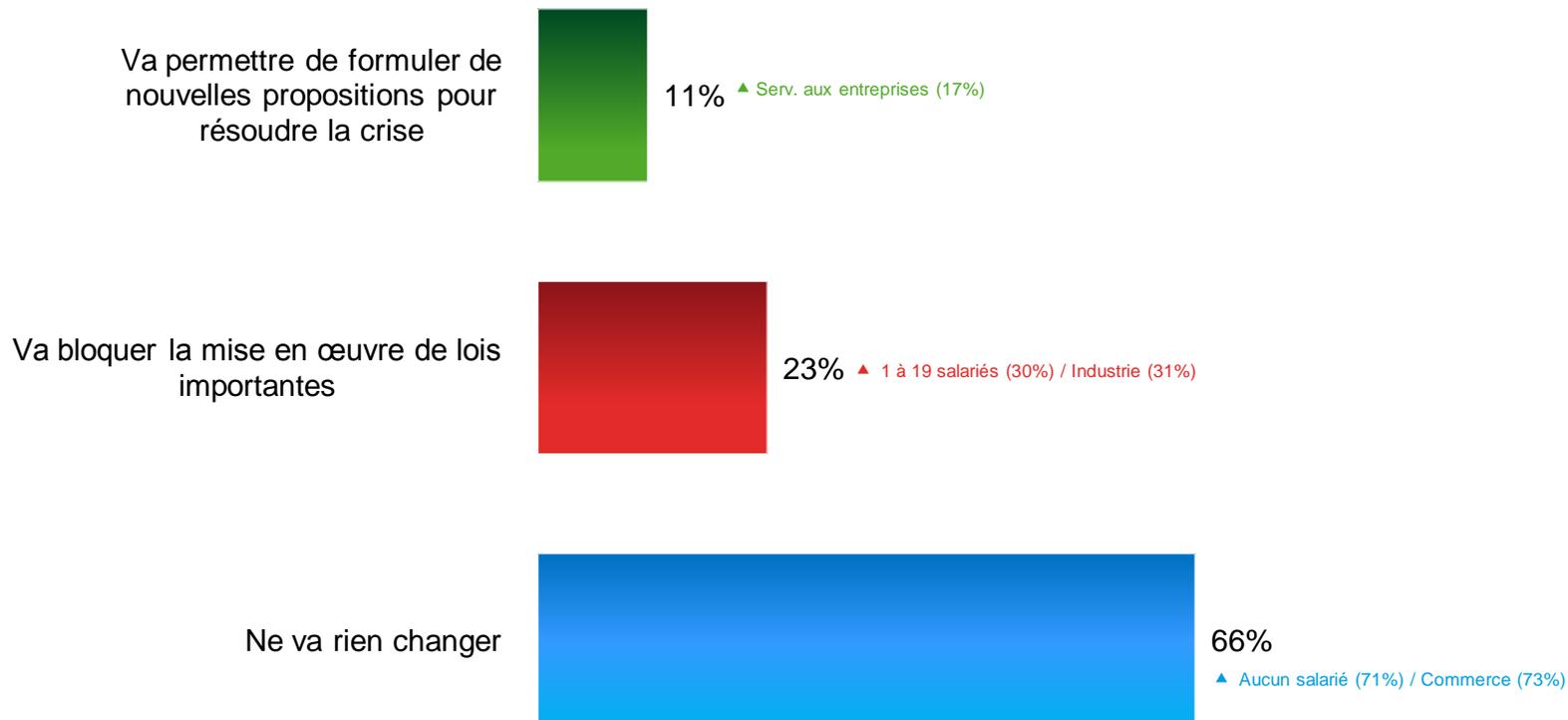
77% des patrons de TPE estiment que le gouvernement se situe d'ores et déjà dans une dynamique de campagne électorale et refuse de ce fait de prendre certaines mesures importantes mais qui pourraient s'avérer impopulaires.

Base : ensemble des TPE

L'impact du basculement à gauche du Sénat

Question

Selon vous, par rapport à la gestion de la situation économique et financière de la France, le basculement à gauche du Sénat... ?

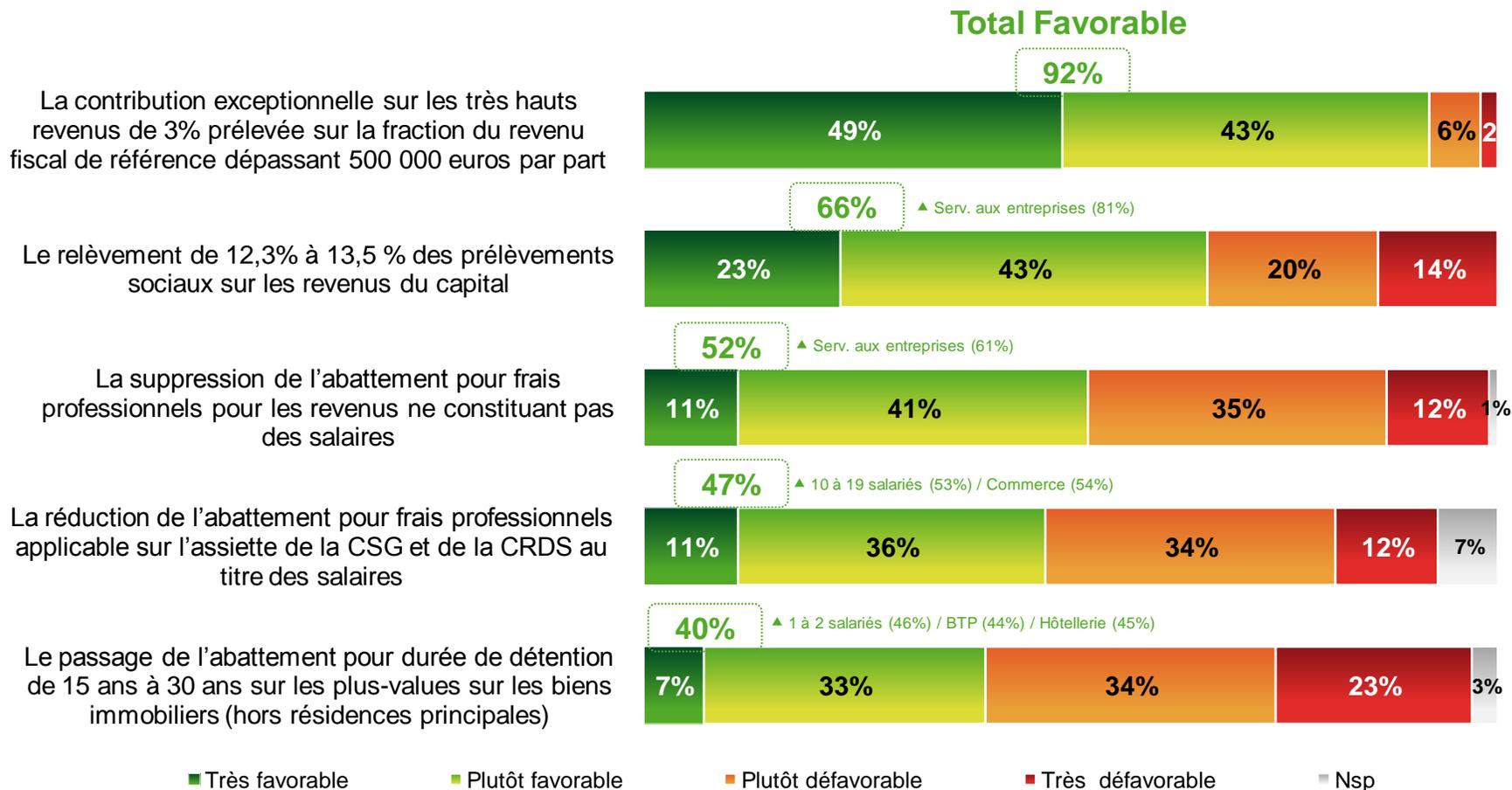


Les deux tiers des chefs d'entreprise jugent que le basculement à gauche du Sénat ne va rien changer à la gestion de la situation économique et financière de la France. Notons que 25%, soit un sur quatre, estime que cela va bloquer la mise en œuvre de lois importantes (30% parmi les employeurs et 31% dans l'industrie), tandis que 11% seulement y voient un apport positif en ce qui concerne les propositions pour résoudre la crise.

Le jugement sur différentes mesures fiscales du gouvernement

Question

Vous personnellement, êtes-vous favorable ou défavorable à chacune des mesures suivantes prises ou envisagées par le gouvernement pour lutter contre la crise et réduire les déficits publics ?

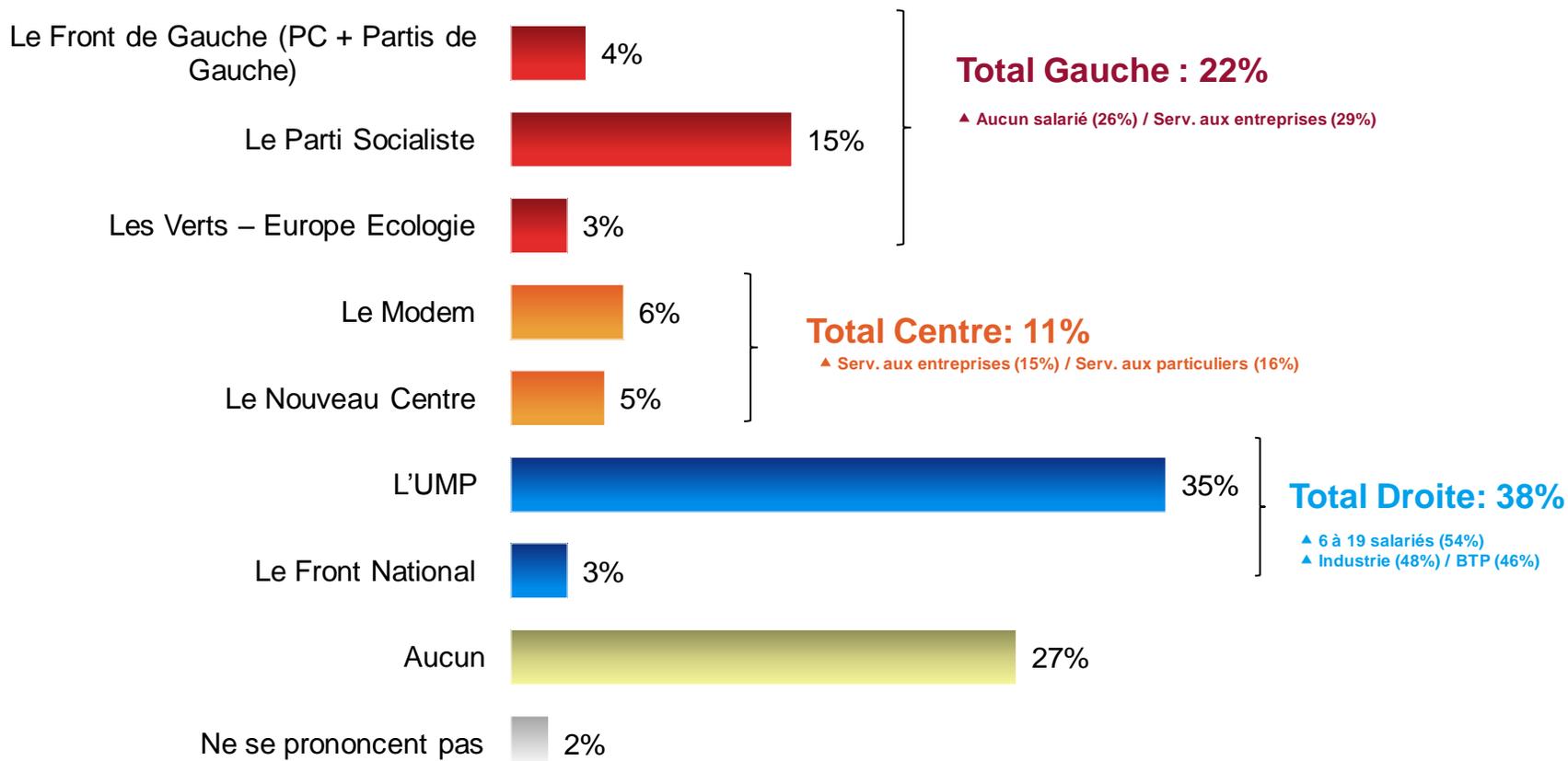


Les mesures fiscales prises ou envisagées actuellement par le gouvernement suscitent des réactions très contrastées. La contribution exceptionnelle sur les très hauts revenus rencontre ainsi une adhésion presque unanime. Le relèvement des prélèvements sociaux sur les revenus du capital est aussi largement approuvée. Les autres propositions rencontrent en revanche un accueil très mitigé.

Le parti politique jugé le plus efficace pour agir en matière de fiscalité

Question

A quel parti politique faites-vous le plus confiance pour agir en matière de fiscalité ?



Conformément à leur proximité politique déclarée, les patrons de TPE font, pour le plus grand nombre, davantage confiance à la droite pour agir en matière de fiscalité, 22% estimant que les partis de gauche et 11% que ceux du centre seraient plus efficaces. On relève que 27% ne se prononcent en faveur d'aucune famille politique sur ce sujet.

Base : ensemble des TPE

L'élection présidentielle

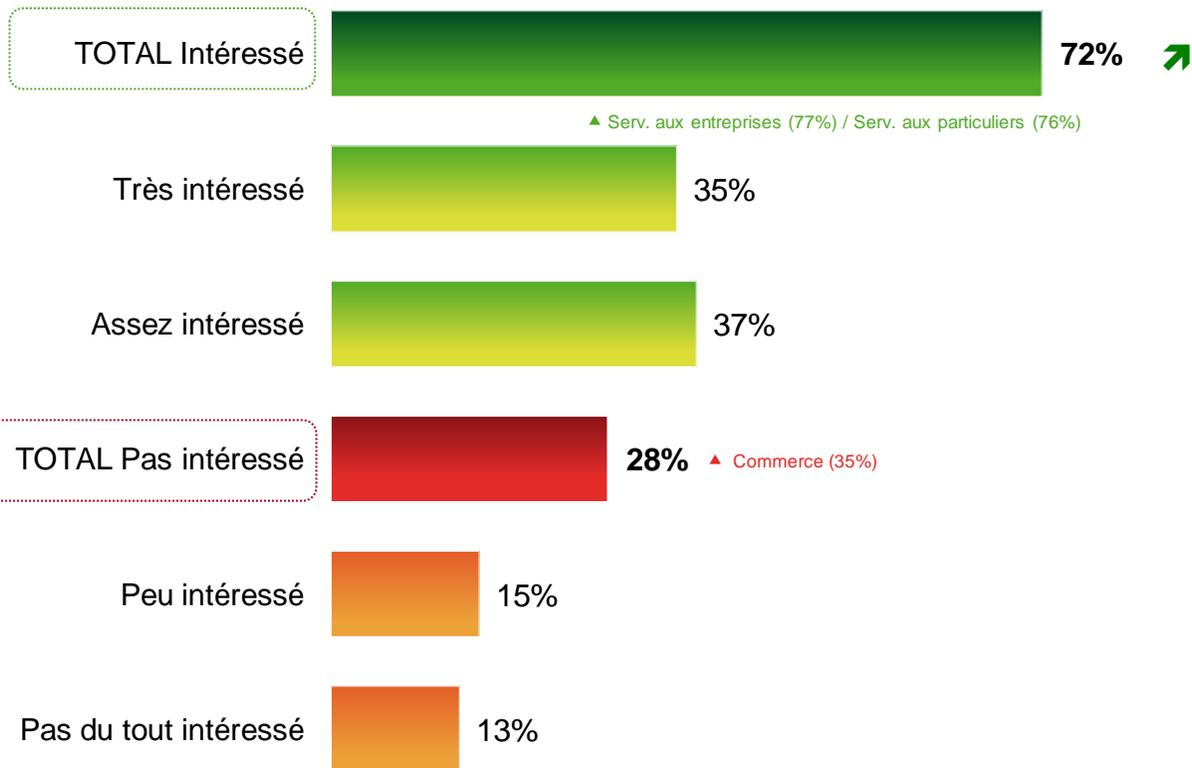
Note de lecture

- (↗ ↘) Évolutions significatives à 95% par rapport à la vague précédente
- (▲ ▼) Différences significatives à 95% par rapport à l'ensemble

L'intérêt des patrons de TPE pour l'élection présidentielle de 2012

Question

A propos de l'actualité autour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en France en 2012, diriez-vous que vous êtes... ?



	Rappel juillet 2011	Rappel avril 2011	Rappel janvier 2011
TOTAL Intéressé	65%	64%	62%
Très intéressé	33%	27%	26%
Assez intéressé	32%	37%	36%
TOTAL Pas intéressé	35%	36%	38%
Peu intéressé	21%	20%	23%
Pas du tout intéressé	14%	16%	15%

Alors que l'échéance de l'élection présidentielle se rapproche, tandis que l'enquête se déroulait durant la période des primaires socialistes marquée par une forte mobilisation des électeurs, le niveau d'intérêt pour la campagne est en nette progression (72%, +7 points en 3 mois et +10 points depuis le mois de janvier).

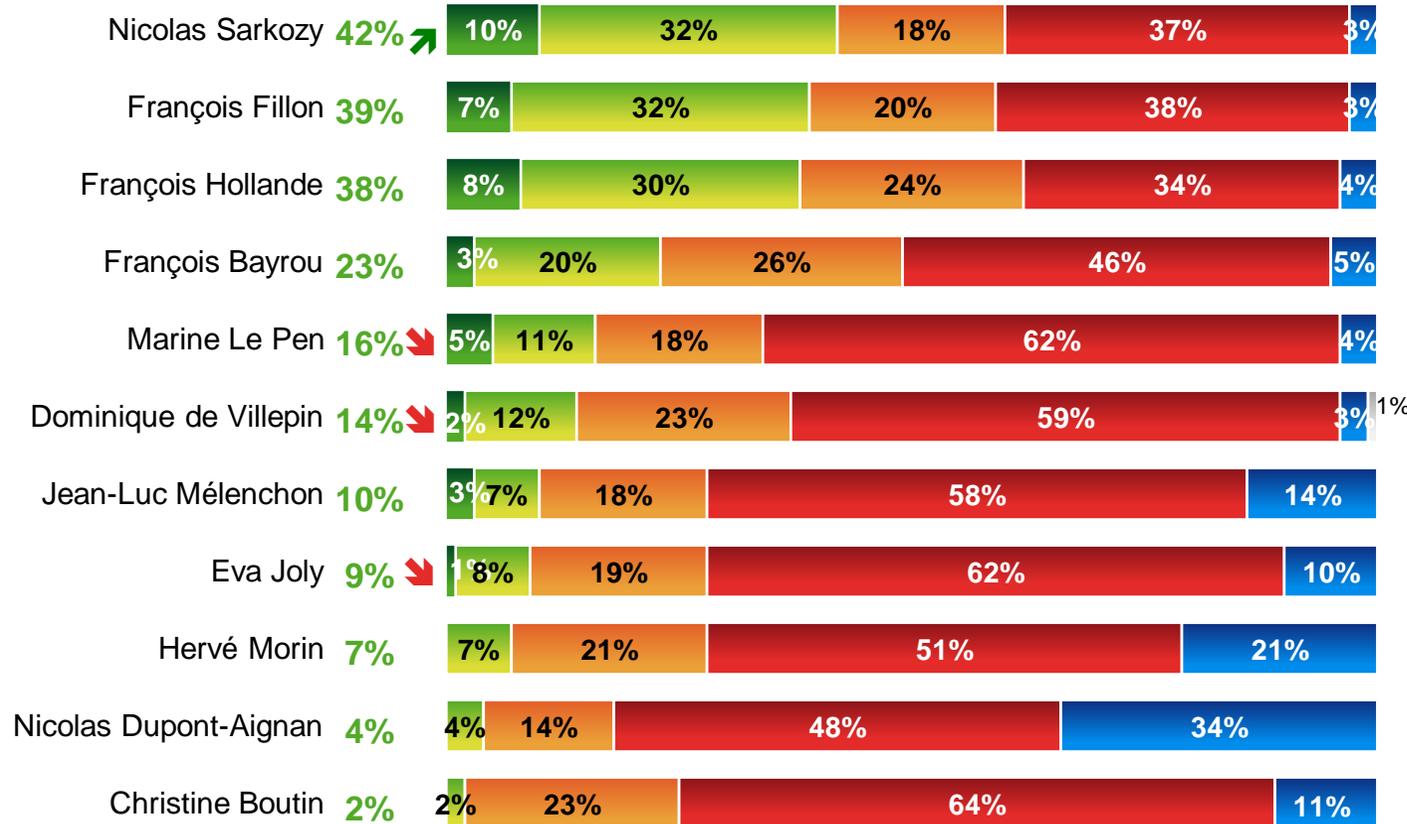
Base : ensemble des TPE

Présidentielle 2012 : le potentiel électoral de différentes personnalités

Question

Voici une liste de personnalités politiques. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire quelle est la probabilité que vous votiez pour elle, si elle est candidate, lors du premier tour de la prochaine élection présidentielle qui aura lieu en 2012 ?

Total Probable



Rappel juillet 2011 Total probable	Rappel avril 2011 Total probable	Rappel janvier 2011 Total probable
34%	40%	35%
41%	41%	44%
38%	21%	19%
22%	13%	15%
23%	22%	21%
19%	16%	20%
10%	6%	7%
16%	12%	13%
7%	7%	5%
2%	2%	2%
6%	Non posé	Non posé

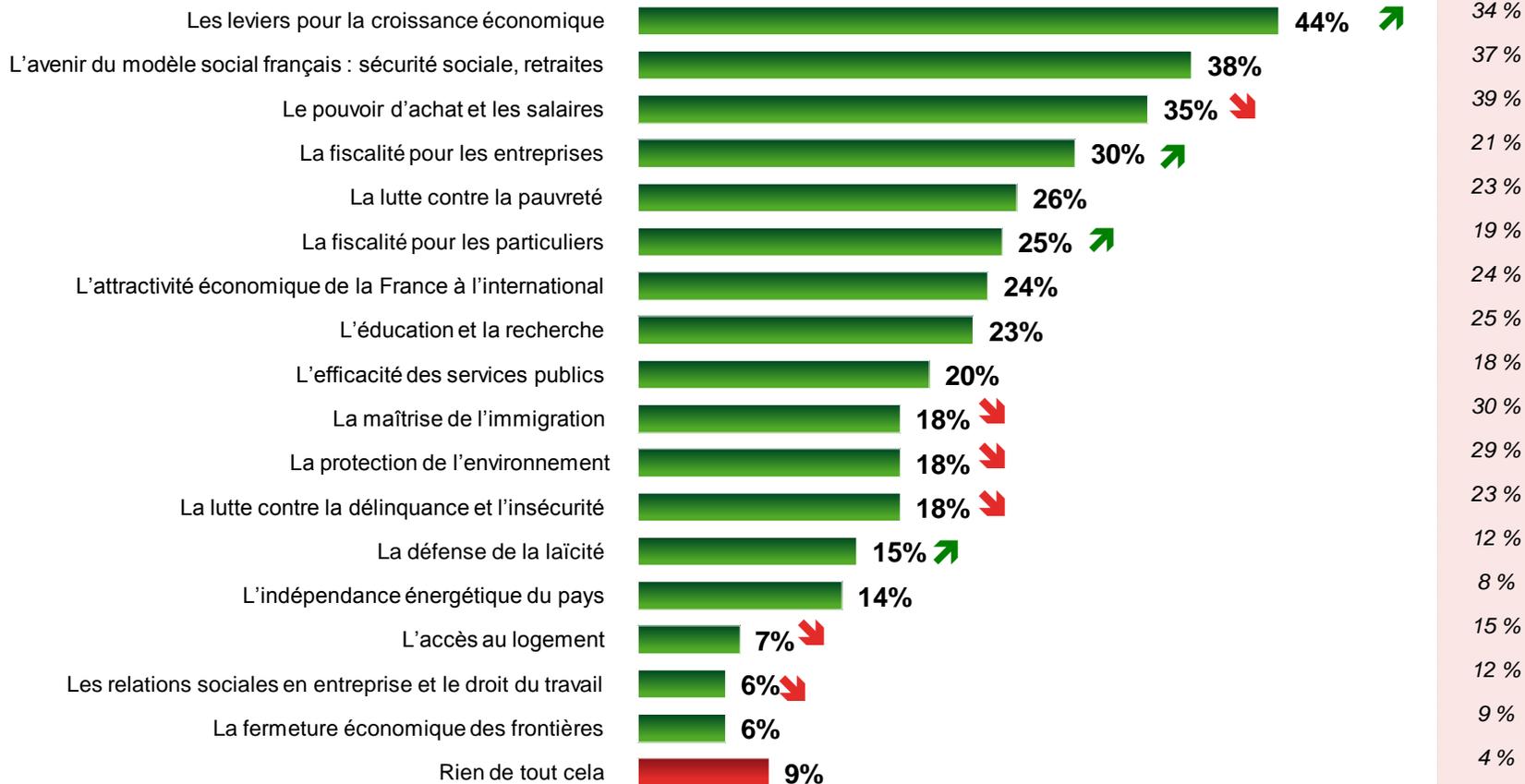
Tandis que la liste des candidats à l'élection présidentielle se précise progressivement, le potentiel électoral des candidats connaît quelques évolutions : Nicolas Sarkozy voit le sien remonter (42%, +8 points), devançant François Fillon (39%) et François Hollande (38%). A l'inverse, la probabilité de vote pour Marine Le Pen (16%, -7 points), Dominique de Villepin (14%, -5 points) et Eva Joly (9%, -7 points) diminue.

Présidentielle de 2012 : les domaines d'actions prioritaires

Question

Pour lesquels des thèmes suivants attendez-vous en priorité des propositions concrètes de la part des candidats à l'élection présidentielle qui aura lieu en 2012 ?

Rappel
avril 2011
Total des
citations



Corollaire de la crise actuelle, le premier thème d'action attribué aux candidats à l'élection présidentielle concerne les leviers pour la croissance économique (44%, +10 points en 6 mois). L'avenir du modèle social français (38%), le pouvoir d'achat et les salaires (35%) conservent un poids important, tandis que les préoccupations à l'égard de l'immigration, de l'insécurité et de l'environnement diminuent.

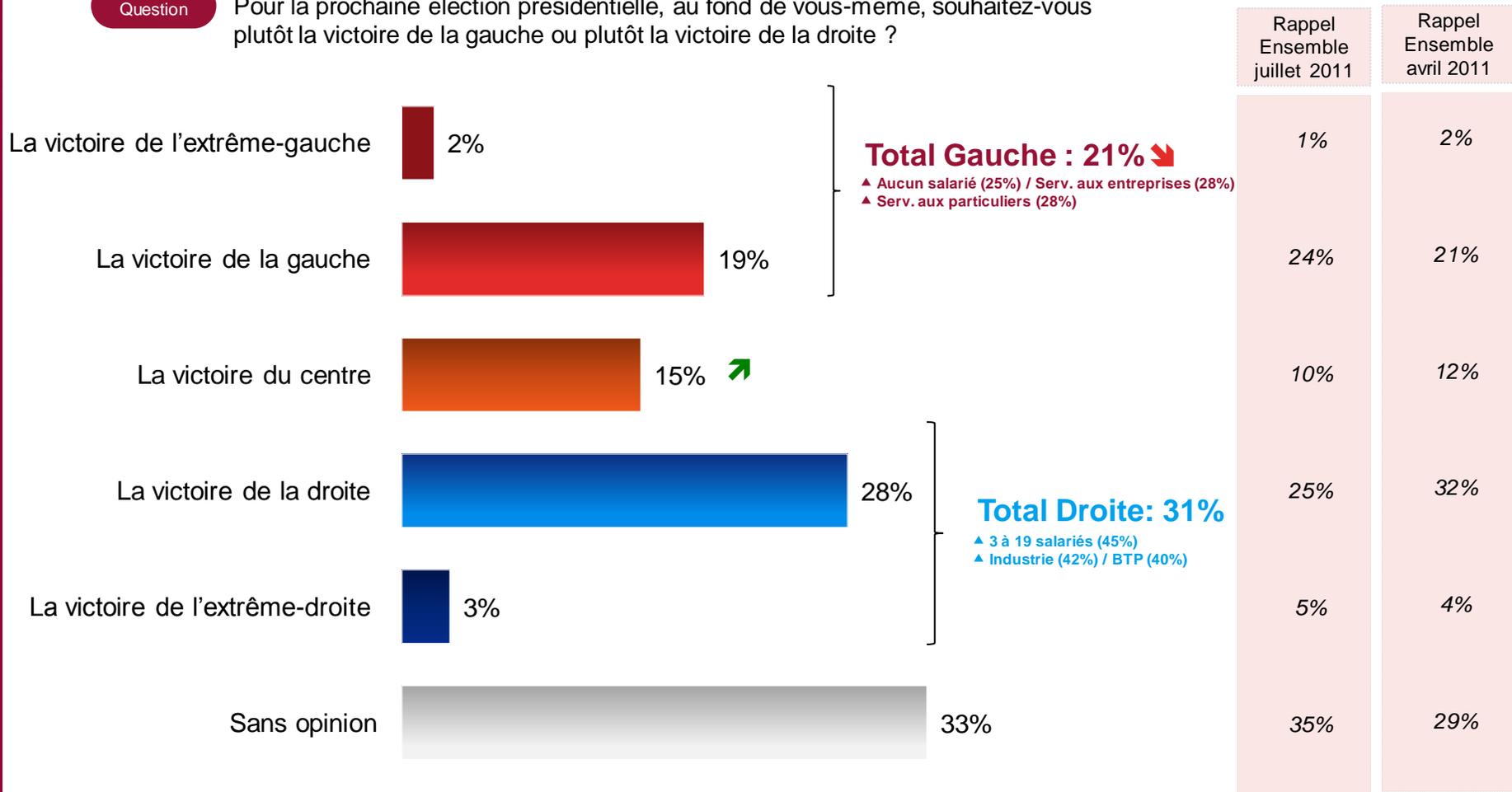
Base : ensemble des TPE

NB : la liste des thèmes a été divisée en deux, chacun des dirigeants pouvant citer deux réponses. Les résultats obtenus pour chacune des deux listes ont ensuite été agglomérés

Présidentielle 2012 : la victoire souhaitée de la droite ou de la gauche

Question

Pour la prochaine élection présidentielle, au fond de vous-même, souhaitez-vous plutôt la victoire de la gauche ou plutôt la victoire de la droite ?



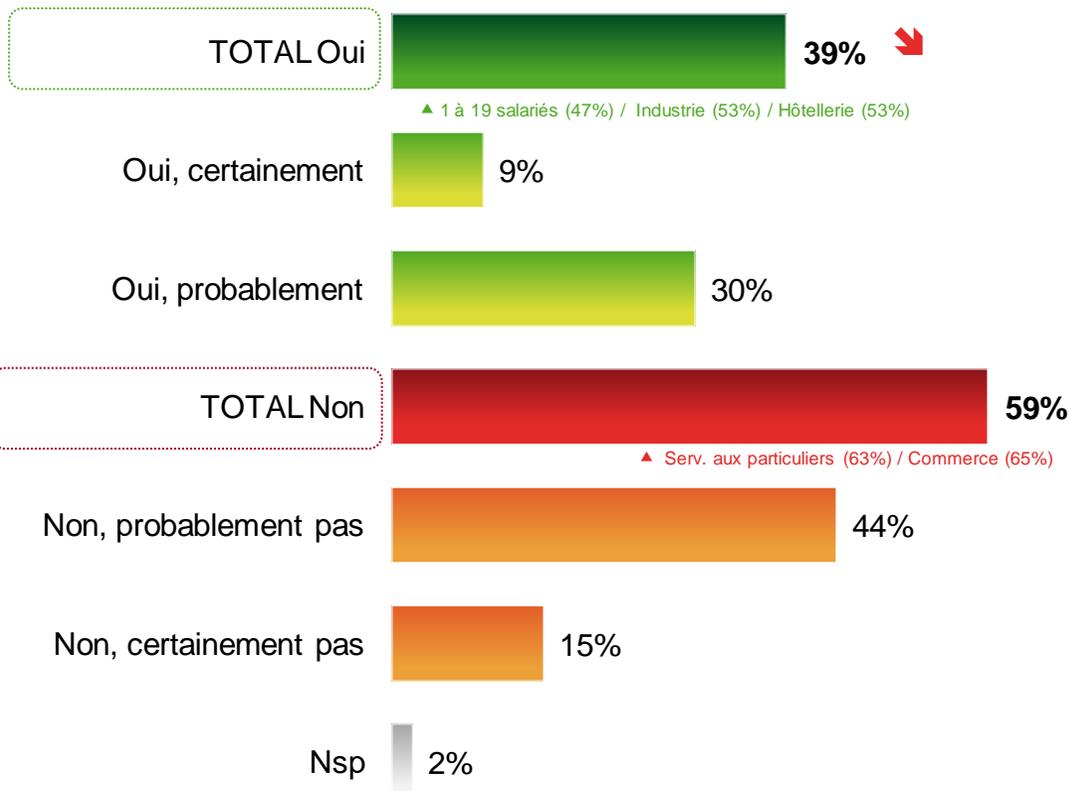
S'agissant du souhait de victoire pour l'élection présidentielle, 33% des dirigeants restent indécis quant au parti dont ils souhaitent voir le candidat se faire élire. 31% souhaitent la victoire de la gauche, 21% (-4 points en 3 mois) celle de la gauche et 15% (+5 points) celle du centre.

Base : ensemble des TPE

Le pronostic de la réélection de Nicolas Sarkozy en 2012

Question

Si Nicolas Sarkozy se représentait à la présidence de la République en 2012, pensez-vous qu'il serait réélu ?



	Rappel juillet 2011	Rappel avril 2011	Rappel janvier 2011	Rappel octobre 2010
TOTAL Oui	45%	34%	49%	29%
Oui, certainement	8%	6%	12%	7%
Oui, probablement	37%	28%	37%	22%
TOTAL Non	53%	65%	49%	69%
Non, probablement pas	35%	45%	38%	42%
Non, certainement pas	18%	20%	11%	27%
Nsp	2%	1%	2%	2%

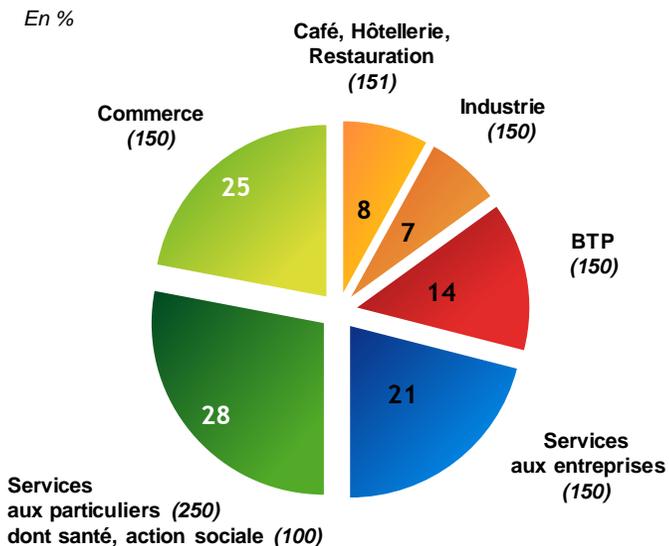
Après une nette remontée en juillet dernier et malgré une augmentation de son potentiel électoral, le pronostic sur la possibilité pour Nicolas Sarkozy de remporter la prochaine élection présidentielle est moins favorable que lors de la précédente vague d'enquête (39%, -6 points).

Méthodologie - échantillon

- Échantillon de 1 001 dirigeants de TPE de 0 à 19 salariés (hors auto-entrepreneurs), interrogé par téléphone du 12 au 28 octobre 2011.
- L'échantillon est raisonné sur les critères suivants :
 - le secteur d'activité de l'entreprise,
 - la taille de l'entreprise,
 - la région d'implantation de l'entreprise.
- **Des résultats nationaux représentatifs** : redressement selon les données INSEE pour la meilleure représentativité de cette composante du tissu économique français.

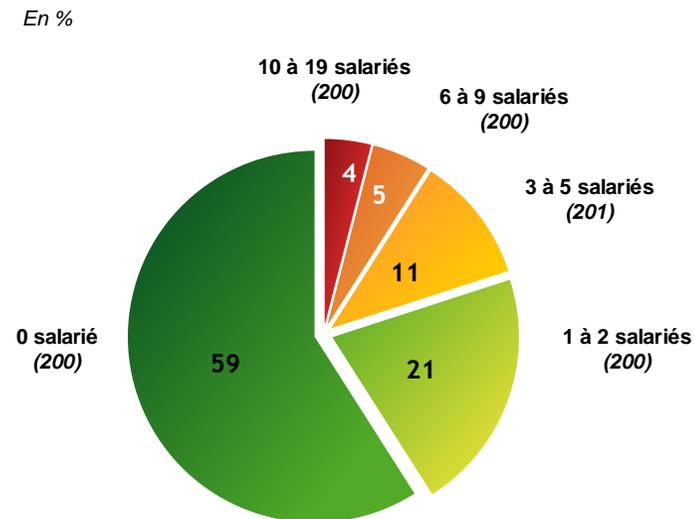
SECTEUR D'ACTIVITE

Quota : % redressés selon les chiffres INSEE (effectifs bruts)



TAILLE SALARIALE

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE



REGIONS

Quota : données redressées selon les chiffres INSEE

